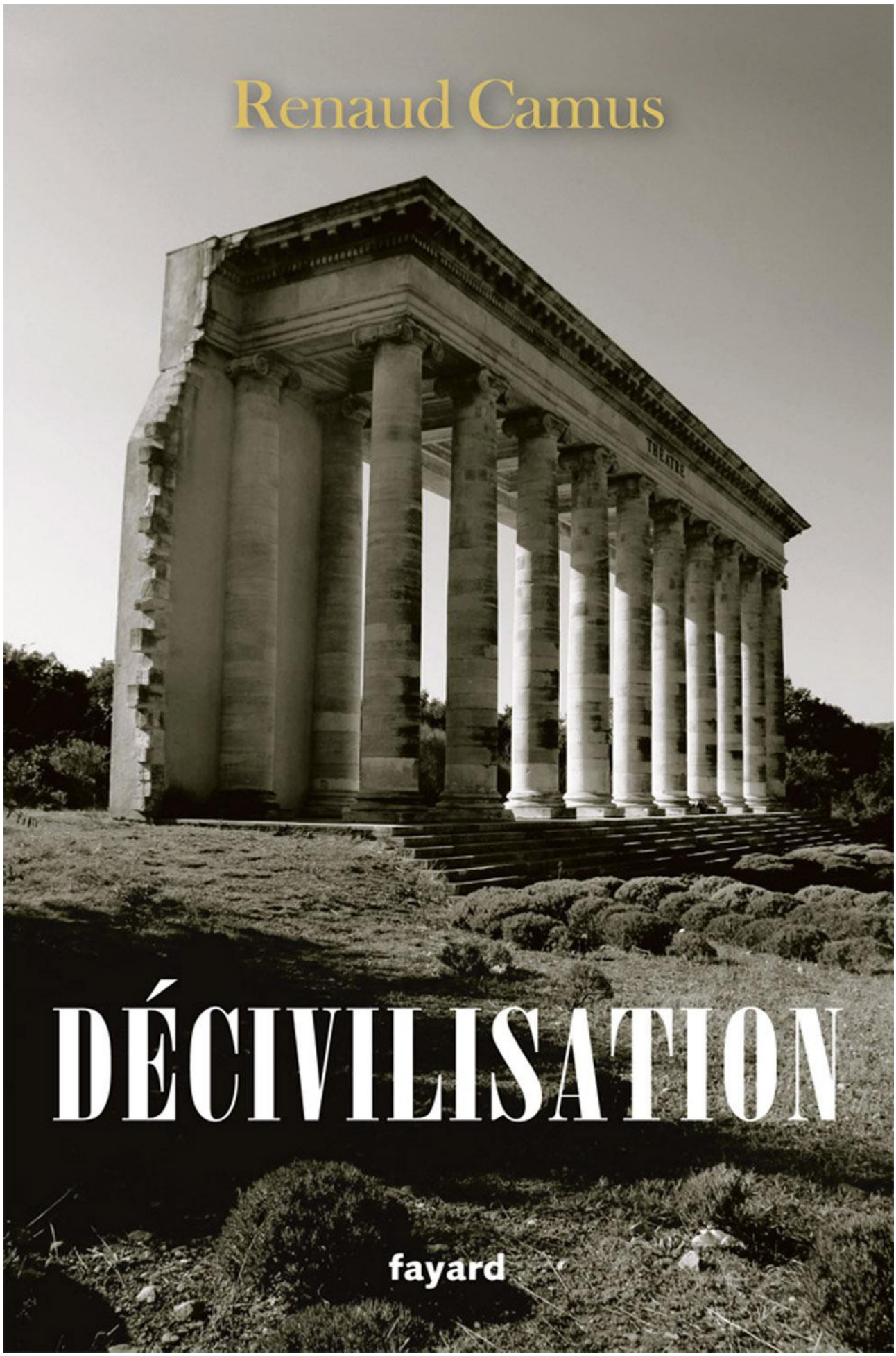
Renaud Camus



DÉCIVILISATION

fayard

Renaud Camus

Décivilisation

Fayard

À Richard Millet,
fraternellement.

Ils savaient si bien ce qu’ils avaient à se dire qu’ils se taisaient, de peur de l’entendre.

Benjamin Constant, Adolphe

Nous sentons tous confusément – et, pour certains d'entre nous, moins confusément… – qu'il y a un *amont* à la grande déculturation qui s'opère sous nos yeux ; et par exemple à son aspect le plus sensible, le désastre de l'enseignement. L'école, malgré son délabrement, ne peut pas en être tenue pour seule responsable. Et d'ailleurs, ce délabrement a des causes. Il faut chercher plus haut dans l'ordre des raisons.

Au demeurant, les systèmes scolaires n'ont jamais été *premiers* dans l'éducation. Personne n'a jamais pensé que l'éducation commençât à l'école, fût-ce l'école maternelle. Les premières responsabilités ne sont pas là. L'école n'a jamais été qu'un *complément* dans la formation des enfants – d'un poids relatif, il est vrai, très inégal selon les classes sociales et les milieux culturels. Et pendant longtemps ce n'était pas l'*éducation* qui était son domaine et sa vocation, mais la seule *instruction*, la transmission des connaissances. C'est l'évolution du processus de démocratisation qui a modifié la fonction et le rôle des systèmes scolaires en faisant passer leur mission de l'instruction à l'éducation et en marquant très officiellement ce passage par un changement de nom de l'autorité qui en avait la tutelle : le ministère de l'Instruction publique est devenu en 1932, sous le gouvernement d'Édouard Herriot, ministère de l'Éducation

nationale ; et le premier détenteur du portefeuille ainsi nommé, Anatole de Monzie, a expliqué, dès sa prise de fonctions, que la nouvelle titulature était synonyme d'égalité, de gratuité et de ce qu'on nommera plus tard "tronc commun".

Le changement de nom consacrait l'impossibilité de séparer les deux rôles, car instruire et s'instruire ne peuvent se faire sans éduquer et s'éduquer. Il prenait en compte l'afflux croissant dans l'institution scolaire, en conformité avec l'idéal républicain, d'enfants originaires de milieux parmi lesquels, aux générations précédentes, l'instruction n'avait pas été dispensée, de sorte qu'elle ne pouvait l'être à présent qu'à la condition que l'école se mêlât de prodiguer aussi un peu de l'éducation sans laquelle instruire et s'instruire n'étaient pas possibles.

J'ai fait allusion ailleurs à ce terrain dangereux sur lequel s'aventurait l'école en se chargeant d'éduquer en même temps que d'instruire ; aux dangers auxquels elle s'exposait ce faisant, aux chagrins, voire aux traumatismes auxquels elle exposait les enfants qu'elle se voyait confier. En effet, si l'on peut considérer un peu hâtivement qu'instruire c'est apporter de la connaissance là où il n'y en a pas, en ajouter là où il y en a un peu, de toute façon en prodiguer

et non pas en enlever (encore que, même en ce domaine de la seule instruction, il y ait aussi à désapprendre, à faire oublier – c'est pourquoi j'ai dit *un peu hâtivement…*), éduquer, en revanche, éduquer pour et par l'instruction, dès lors qu'on a affaire à des enfants issus de milieux sans instruction, justement, c'est aussi, hélas, *déséduquer*, effacer, modifier, contredire. Vient toujours un moment, dans l'éducation démocratique ou démocratisante, celle qui s'est donné pour projet et pour ambition de faire bénéficier de ses lumières les enfants de milieux sociaux qui ne profitaient pas d'elles aux générations précédentes, un moment difficile où le professeur est obligé de rectifier, de réfuter, et parfois d'essayer d'effacer, de faire oublier ce que l'enfant avait appris précédemment de ses parents. Phase délicate pour le maître qui doit, en cette passe périlleuse, user du plus grand tact ; et facilement douloureuse pour l'enfant qui se voit pris dans un conflit de loyautés. Ce qu'il désapprend à l'école, c'est ce que lui ont appris ses parents.

Cette opération, qui demande un remarquable doigté quelles que soient les circonstances, est plus facile à réussir quand l'élève sur lequel elle doit porter est seul ou presque seul face à un groupe où il voit déjà pratiquer ce qu'on lui apprend et déjà ignorer ce qu'on souhaite lui

faire oublier : elle consiste, en pareil cas, à lui faire quitter un groupe dont les usages (langagiers, par exemple : prononciation, vocabulaire, etc.) sont très minoritaires au sein de l'école, celui de ses parents et de son milieu d'origine, pour un autre groupe, celui des autres élèves et de leurs propres parents, où règnent de tout autres pratiques. Il a en face de lui un large continent où il peut observer de ses propres yeux, de ses propres oreilles, que l'on vit très bien, mieux, plus commodément, plus intensément, avec plus de sens et plus de résonance à chaque geste, à chaque mot, en liaison plus vibrante avec l'épaisseur du temps, avec le cosmos, avec l'humanité pensante, et vivante, et créante, que sur l'île dont il arrive.

Cependant, ici comme partout, le nombre change tout. *Quantity is of the essence*. Si ce sont deux continents ou deux îles d'égale superficie et d'égale population qui se font face, les motifs que peut avoir l'enfant pour accepter de passer d'un côté à l'autre du bras de mer ou de l'océan qui les sépare sont très diminués. Les mêmes motifs sont pratiquement réduits à rien si le territoire culturel d'origine est plus vaste et plus densément peuplé, plus prégnant, plus présent, plus prestigieux du même coup et surtout plus prodigue en sentiment d'appartenance et en identité que le territoire culturel de réception, celui auquel l'entreprise

d’éducation a pour mission de faire accéder. Quelles raisons aurait en effet l’écolier, le collégien, le lycéen, l’étudiant lui-même, d’abandonner une langue ou un niveau de langue, des attitudes, des convictions, des façons de voir et de penser dont il peut observer qu’ils sont plus répandus autour de lui, dans la salle de classe même, dans l’amphithéâtre, mieux créateurs de lien, mieux enveloppants et rassurants, plus étroitement partagés avec les types sociaux et les individus mis en avant par la société alentour comme exemples de “réussite” et de popularité, que ceux que voudraient lui faire adopter ses maîtres ? Quel avantage social ou symbolique verrait-il à adhérer à un comportement, un langage, un ton, un usage du monde qu’il voit déjà minoritaires et sur la défensive, encerclés de toute part par ce dont il est lui-même, de par son origine, le représentant – à savoir l’*ignorance*, sans doute, mais cette façon de voir et de nommer, c’est déjà le point de vue qu’on veut lui inculquer et non pas le sien, car ce qu’il sait déjà (et que ses professeurs ignorent, le plus souvent, et ne sauraient comprendre) lui est bien plus utile dans l’immédiat, pour se faire des amis et pour les garder, pour son prestige, pour l’efficacité pratique du moindre de ses gestes, que toutes ces connaissances inédites qu’on souhaite lui transmettre et qui ne constituent pas pour lui une bonne monnaie

d’échange, serait-ce seulement parce qu’elles n’ont pas cours dans les lieux et milieux où se déroule sa vie, à commencer par les sites mêmes de l’enseignement ?

J’ai insisté également, en d’autres pages, sur la nécessité, pour la prospérité et le dynamisme de la culture dans une société donnée, de l’existence en son sein d’une classe cultivée. Nécessité peu sympathique au demeurant, et, qui pis est, peu convenable idéologiquement (mais c’est à peu près la même chose) : elle implique en effet une inégalité, une inégalité *culturelle*, sans doute, mais qui, dans les faits, peut difficilement ne pas s’appuyer sur une inégalité économique, et la corroborer. Plus grave encore, c’est-à-dire moins sympathique et moins convenable idéologiquement (on sent que je me force à ne pas écrire : moins *politiquement correct…*), cette classe cultivée, dans la mesure où elle est une *classe*, doit être en partie héréditaire – ce n’est pas tant qu’elle *doive* l’être, c’est qu’elle l’*est* nécessairement, si elle existe.

Il serait tout à fait fâcheux qu’elle le soit entièrement. Pour son propre bien, mais aussi et surtout pour le bien de la société qui l’entoure, il convient qu’en permanence elle se renouvelle à la marge, dans des proportions que j’ai cru pouvoir évaluer, de façon très

approximative bien entendu, à un quart de ses membres par génération (disons : entre un cinquième et un tiers – en deçà, l'inégalité impliquée n'est pas supportable socialement et politiquement ; au-delà, la classe cultivée, n'étant plus elle-même héritière, ne peut plus remplir son rôle de transmission des valeurs et des connaissances).

L'existence et même la nécessité d'une classe cultivée pour une large part héréditaire sont forcément mal vues par l'idéologie égalitariste et sont assez mal compatibles, c'est vrai, avec l'exigence d'égalité en son acception large, ou élargie (qui est celle qui prévaut parmi nous, au moins dans les discours). Repassant par les mêmes carrefours je suis obligé de saluer les mêmes bornes, et donc de me répéter, ce dont je demande aux lecteurs qui m'auraient précédemment suivi, en particulier dans *La Grande Déculturation*, de bien vouloir m'excuser : un trait caractéristique de l'époque est qu'elle ne supporte pas les mauvaises nouvelles idéologiques. Parce qu'elles lui déplaisent, elle dit qu'elles sont fausses ; et elle a tendance à juger coupables, voire criminels, ceux qui les apportent ou les propagent. Qu'une classe cultivée soit nécessaire à la culture est déjà, pour elle, assez difficile à admettre ; mais que cette classe cultivée doive être en partie héréditaire, et même pour une assez large part,

une part très majoritaire (les trois quarts de ses membres à peu près, si l'on m'a suivi), c'est tout à fait inadmissible. Puisque c'est inadmissible, c'est faux. Et si ce n'est pas faux, il faut que ça le devienne, car c'est inadmissible.

La grosse classe unique de convergence centrale – mais *centrale* si largement qu'elle touche désormais tous les bords et ne laisse rien en dehors d'elle –, j'ai cru pouvoir l'appeler *petite bourgeoisie*, et cette dénomination a été vivement contestée. Je m'y tiens toutefois, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord elle coïncide à merveille avec les intuitions de Brecht, bien sûr, mais aussi, *more to the point*, avec celles d'un Agamben (« Cela signifie que la petite bourgeoisie planétaire est vraisemblablement la forme sous laquelle l'humanité est en train de s'avancer vers sa propre destruction »).

Ensuite elle coïncide avec l'observation directe dans les trois champs essentiels du sensible, à savoir le langage, la culture (ou plutôt : le *culturel*, hélas…), le paysage (ou plutôt le territoire, l'espace). Le seul langage qui a cours, nous y reviendrons, est bien celui de la petite bourgeoisie : cette classe moins majoritaire que totalitaire, en ce sens qu'elle

est tout, qu’elle occupe la totalité du terrain disponible, que son bruit est partout, comme le signifie implacablement l’odieuse sonorisation imposée de l’espace public et semi-public (les rues “commerçantes”, les quais de gare, les salles d’attente de médecins et jusqu’aux cabinets de dentiste, à présent, les salles de petits déjeuners d’hôtel et les salles de restaurant (et ces expressions du visage, qu’on s’attire, si l’on se permet de demander, fût-ce en termes choisis, prudents, s’il ne serait pas possible de diminuer un peu l’intensité du supplice (« Quoi, vous n’aimez pas Mylène Farmer ? »))), cette classe est seule productrice et prescriptrice de langue. Nous ne parlons et n’entendons plus que son idiolecte (*ce midi*, *bonjour*, *cordialement*, *la maman de saint Augustin*, *vous avez* (pour *il y a*), *plein de* (pour *beaucoup*), *il nous a quittés* (pour *il est mort*), *ça fait trois cent cinquante-neuf jours*, voire *ça fait depuis*, etc.), nous nous faisons tancer lorsque nous le quittons (avisez-vous un peu de dire le *Ger’*, ou *Philippe de Champa’gne*, ou que votre mère est morte (traducteur automatique : « J’ai appris que votre maman nous avait quittés »)), ou bien ne sommes plus du tout compris. Les formes dominantes actuelles de la culture, quantitativement, sont bien celles que la petite bourgeoisie a amenées avec elle en arrivant aux affaires (culturelles) : substitution des genres mineurs aux genres majeurs, de la

bande dessinée et du roman policier à la littérature, des variétés à la musique, des “activités culturelles” à la culture, du “décryptage de l’actualité ” à la connaissance, à l’érudition, à l’art. Quant au territoire, c’est bien sous la forme de l’habitat et de l’urbanisme petits-bourgeois par excellence, le pavillon individuel et le lotissement, qu’il s’achemine à grande vitesse, *loti*, *mité*, vers son destin de banlieue universelle, sans échappatoire, sans reste.

Surtout, par sa nature double, ambiguë, ambidextre, l’appellation *petite bourgeoisie*, pour critiquée qu’elle soit, et d’abord par la petite bourgeoisie elle-même, c’est-à-dire par tout le monde, rend bien compte de la toute-puissance idéologique de la grosse classe centrale qui a su se mettre dans une situation incritiquable, imparable – *Je suis oiseau : voyez mes ailes. Je suis souris : vivent les rats. Jupiter confonde les chats !* Classe dominante comme naguère une *bourgeoisie*, elle règne avec une paisible férocité idéologique et une efficacité dont n’a fait preuve aucune des autres classes dans la même position avant elle, et certainement pas la vraie bourgeoisie ; classe dominée de nom et d’origine, classe humiliée, *petite* classe qui a beaucoup souffert et beaucoup été moquée, elle se drape, étant au pouvoir, dans ce passé de vexations subies pour ne tolérer aucune

critique, et surtout pas de son pouvoir. On peut encore moins lui dire la vérité qu'au plus sanguinaire des tyrans, d'abord parce que ce serait dangereux, comme auprès de n'importe quel tyran, mais aussi et surtout parce que ce ne serait pas gentil, pas correct, pas *sympa* : la moindre objection à son règne et à sa toute-puissance (culturelle) ne peut procéder que du mépris, du snobisme, du préjugé de classe ; et ne saurait donc en aucune façon être prise en compte, sinon pour vouer qui la formule aux gémonies ou aux limbes de l'inexistence sociale (ce n'est même pas incompatible).

À ce que la culture ne soit plus héréditaire, la société et l'idéologie modernes, celles que j'ai appelées *hyperdémocratiques* –, non pas certes parce qu'elles seraient un parachèvement de la démocratie, mais parce qu'elles la transportent dans des domaines, et notamment la culture, pour lesquels elle n'a pas été inventée – se sont beaucoup employées, non sans succès. Indignées que la culture puisse ou doive être un objet d'héritage, elles sont parvenues à faire en sorte, en tout cas, qu'elle ne soit plus *héritée*. On a pu, en caricaturant à peine, hélas, poser que l'effort démocratique, démocratisant, hyperdémocratique, échouant à faire partager par les enfants des classes culturellement défavorisées les privilèges culturels des *héritiers*, est parvenu à assurer, en revanche,

que les héritiers n’héritent plus de rien (culturellement) et soient aussi déshérités que les non-héritiers.

Bien entendu la sociologie, dont c’est à peu près le métier, sur le tard, que de soutenir, chiffres et observations à l’appui, la cause de la majorité idéologique, de l’unanimité, plutôt, médiatico-politique, va là contre, et soutient à grand bruit que les héritiers continuent d’hériter, que, même, les écarts s’accroissent entre eux et les non-héritiers, que le système français n’a jamais été si inégalitaire et qu’il l’est infiniment plus que *tous* les systèmes étrangers, ou peu s’en faut. Elle cite à l’appui de ses observations le nombre très disproportionné de rejetons des familles aisées, culturellement développées, dans l’enseignement supérieur, et spécialement dans les grandes écoles ; et le nombre également disproportionné, par voie de conséquence, mais en sens inverse, dans les mêmes établissements, d’étudiants issus de la classe ouvrière, comme on disait jadis, ou des *milieux populaires*, comme on dit plutôt aujourd’hui, mais le sens de cette expression hautement codée (l’un des fleurons du langage *à côté*) n’est plus le même. On croirait, à entendre le rapport de mission sociologique, que les institutions d’enseignement les plus enviées et désirables sont peuplées

exclusivement de la progéniture des deux cents familles, ou, à défaut, des vieilles dynasties bourgeoises. La vérité est assez différente.

Les parents des étudiants et des élèves des grandes écoles “issus des milieux favorisés”, il est infiniment probable qu’ils appartiennent à la classe moyenne aisée et qu’eux-mêmes sont des bourgeois, si le mot n’est pas trop anachronique, de première ou de seconde génération. Plutôt que des appartements de six ou sept pièces dans des immeubles haussmanniens à balcons rebondis du boulevard Saint-Germain ou de l’avenue Georges-Mandel, ils habitent des villas modernes à baies coulissantes ouvrant sur l’espace barbecue, en de paisibles (mais pour combien de temps ?) lotissements suburbains. Très souvent ce sont des professeurs, l’enseignement ayant été de longue date un des principaux vecteurs de l’ascension sociale au sein des lignées familiales. La sociologie nous a beaucoup trompés en adoptant – en particulier pour ses statistiques – des points de vue retors et biscornus qui lui permettent, sans même qu’elle ait à mentir, bien souvent, de n’énoncer jamais que des vérités qui sont en fait profondément captieuses. Les privilégiés qu’elle désigne comme constituant le milieu d’origine d’une proportion abusive des étudiants des meilleures ou des moins

mauvaises institutions sont en fait, dans un très grand nombre d'occurrences, de parfaits représentants de ce qu'on appelait jadis la promotion républicaine à la française.

Au demeurant, elle a raison. Pierre Bourdieu aussi avait raison. Un nombre disproportionné des étudiants les mieux placés, on peut même dire des *meilleurs* étudiants (ou des moins mauvais), sont en effet des *héritiers.* En revanche c'est bien à tort qu'on s'en indigne. C'est à peu près comme s'indigner que les hivers soient plus doux dans le Midi ou les Suédoises plus blondes, aujourd'hui encore, malgré tous les efforts déployés pour corriger cette anomalie, que les Portugaises. Mieux vaudrait, puisque le phénomène (celui des *héritiers*) a été très bien observé, s'interroger sur ses raisons profondes et s'appuyer sur lui pour une politique, plutôt que d'essayer d'y mettre fin (à quoi l'on est déjà largement parvenu, sans s'interroger sur les conséquences) pour la seule raison qu'il déplaît (idéologiquement).

La vérité c'est qu'en matière d'éducation il y a un amont de l'école et du système scolaire, j'y reviens, que cet amont est très principalement constitué par les parents, la famille, le milieu d'origine, et qu'il joue un rôle déterminant, capital, pour la suite de l'histoire. À un nouveau

venu sur le forum Internet de la Société de “mes” lecteurs, et qui demandait par quel livre on lui conseillait de commencer à me lire, un plaisant répondait que, pour commencer à me lire, il fallait avoir déjà lu un livre de moi (ce plaisant songeait sans doute à des ouvrages de tout autre espèce que celui-ci). Cette structure, à première vue pas très encourageante, elle est tout à fait celle qui s’applique dans le champ de l’éducation. La meilleure façon, c’est triste à dire, de commencer à éduquer un enfant, c’est de lui assurer des parents déjà bien éduqués. Ce point désagréable est emphatiquement confirmé *a contrario*, hélas, par ces parents qu’on rencontre partout avec leurs enfants, dans la vie quotidienne et ailleurs, et dont on voit bien, et dont on entend bien, d’après leurs attitudes, leurs manières, leurs façons de s’exprimer, leur niveau de langage, leur syntaxe, leur mode d’application ou de non-application de l’autorité parentale, que leurs enfants risquent fort d’être un jour – ou sont déjà – terriblement désavantagés dans le système scolaire et dans tout leur cursus, non seulement éducatif, mais professionnel et social.

Les personnes qui m’ont déjà un peu lu, notamment sur les questions de cet ordre, connaissent bien deux de mes convictions, d’aucuns diraient de mes dadas, d’ailleurs tout

à fait complémentaires. La première a déjà été énoncée ou rappelée dans cet ouvrage-ci : c'est que l'époque ne supporte pas les mauvaises nouvelles idéologiques et prétend aussitôt qu'elles sont fausses et que sont criminels ceux qui les apportent, ou qui les appuient, les confirment. La seconde est que la même époque, la nôtre, estime fausses, ou criminelles, et le plus souvent les deux – criminelles parce que fausses, mais surtout fausses parce que criminelles –, des opinions qui ont eu cours très sereinement pendant vingt ou trente siècles avant elle : ce qui ne prouve pas absolument qu'elles soient justes, certes, mais devrait tout de même leur valoir plus de considération qu'elles n'en reçoivent, et d'être examinées sans passion.

Vingt ou trente siècles ont estimé, pour ainsi dire dans toutes les sociétés connues, que la meilleure façon d'élever un enfant était de lui assurer des parents bien élevés ; ou, pour tourner les choses autrement, que les enfants de parents bien élevés, éduqués, "cultivés" (le terme est tout à fait anachronique, j'en conviens, pour la plus grande partie de la très large période considérée), instruits des usages du monde et maîtrisant au mieux la langue de la société considérée, étaient formidablement avantagés, non seulement dans leurs études, mais dans leur appréhension de la plupart des

aspects du monde dans lequel ils allaient devoir vivre, par rapport à ceux de leurs contemporains dont les parents, au contraire, ne présentaient aucun de ces traits, ou en présentaient moins, et de façon moins marquée. Telle est, au fond, la constatation (accusatrice, polémique) de Pierre Bourdieu, laquelle ne fait, en cette première inflexion, que confirmer les idées (non accusatrices, non polémiques, sauf exception) de toutes les sociétés traditionnelles avant lui – or il n'y a guère eu avant lui que des sociétés "traditionnelles".

Nous nous gaussons des siècles classiques, ou nous indignons d'eux, à cause de la colossale importance qu'ils accordaient, toute la littérature en atteste, et pas seulement Saint-Simon ou Mme de Sévigné, à la *naissance* ; et que lui accordaient d'autant plus, bien entendu, ceux qui, de cette *naissance*, étaient les bénéficiaires. Nous croyons ne voir là que vestige féodal, vaine gloriole, vanité de caste et de lignage, ce que, par un autre anachronisme, nous appellerions du *snobisme*. Mais les siècles classiques sont bien plus coupables encore, de notre point de vue de contemporains, que ne l'impliquent ces accusations-là. Il entrait bien de la gloriole et de la vanité dans leur appréciation de la *naissance* (surtout, encore une fois, pour les

personnes qui en bénéficiaient elles-mêmes) ; mais, qui pis est, ils croyaient *vraiment* qu'il y avait une supériorité chez les individus de grande ou de haute ou simplement de "bonne" naissance : non pas peut-être une supériorité *morale*, et encore, ni nécessairement une supériorité intellectuelle, au sens étroit, mais certainement une supériorité *sociale*, par quoi je veux dire, en l'occurrence, non pas seulement le rang, la fortune et la considération, mais la compétence, l'expérience, l'aptitude aux affaires et aux grandes affaires.

Dans les sociétés gouvernées *du haut*, comme la plupart des sociétés jusqu'au xixe siècle au moins, il est normal, inévitable, que les gouvernants estiment plus aptes au gouvernement (à tous les niveaux), à l'administration, aux entours du pouvoir, les individus issus des mêmes milieux qu'eux, c'est-à-dire ayant les mêmes usages, parlant la même langue de la même façon, déjà liés par des relations de famille ou d'habitude au personnel en place. Il y a fatalement une forme de cooptation par le même, pour le même, dans toute forme de gouvernement. Parfois la situation se complique un peu pour des raisons d'opportunité. Ainsi la monarchie absolue, dont on pourrait dire que, par définition, elle n'a pas de *même* au sein de la société, et qu'en plus elle a de bonnes raisons de se méfier des grands,

qui sont malgré tout ce qui lui est le plus proche – à la fois la famille du souverain et la haute noblesse, puis la noblesse en général –, va-t-elle dans une certaine mesure, afin de court-circuiter cette caste dangereuse pour elle, promouvoir la bourgeoisie, ou la noblesse de robe qui en est issue, et s'appuyer sur elles pour gouverner, et plus encore pour administrer.

Qu'on songe aux ministres bourgeois de Louis XIV, qui provoquent chez Saint-Simon une telle indignation dégoûtée. Le roi les trouve plus sûrs que les représentants de la haute noblesse qui sont son entourage à la cour, mais aussi plus compétents *techniquement*, si l'on peut dire. La compétence entre dès lors en rivalité avec la naissance ; l'aptitude technique, facteur de promotion et de renouvellement social, avec l'habitude atavique des grandes affaires ; l'administration avec la politique, l'intendance avec le gouvernement. À la fin de l'Ancien Régime, la répartition des tâches, des honneurs et des responsabilités s'effectue, *grosso modo*, selon un départ qui alloue aux personnages les plus anciennement et les plus hautement titrés les fonctions les plus honorifiques, tel le gouvernement des provinces, tandis qu'à la nouvelle classe appelée aux affaires par la faveur du monarque sont dévolus des postes moins prestigieux,

sans doute, mais d’un plus grand poids politique et économique, comme les secrétariats d’État ou les intendances.

Il est à noter toutefois que le principe de *naissance* a la vie dure et s’obstine à être opératoire, parfois sous des formes paradoxales. Ainsi les descendants et toute la parentèle des fameux ministres bourgeois de la seconde moitié du xviie siècle ont peuplé tous les cabinets et prospéré dans tous les grands emplois tout au long du xviiie siècle, même si l’on ne songe pas toujours à reconnaître des Colbert, des Louvois ou des Phélypeaux dans tous les marquis de Torcy ou de Seignelay, les Pontchartrain, les Maupeou et les Maurepas qu’on voit régenter le pays jusqu’à la Révolution (et parfois au-delà, comme les Molé ou les Pasquier). On peut parler de népotisme, et il en a beaucoup été à l’œuvre, c’est indubitable. Mais il y a aussi que la naissance, l’hérédité, l’héritage, de quelque façon qu’on l’appelle, *se donne pour une compétence*, et – mais ceci est plus difficile à faire admettre à présent – se trouve l’*être* en effet, au moins au sein des sociétés stables, ou qui désirent le devenir, et qui entendent bien le rester.

Cette compétence liée à l’héritage, et donc à la naissance, est particulièrement reconnue, au sein des sociétés traditionnelles, en matière

que nous appellerons *culturelle*, pour persévérer dans l'anachronisme, mais en entendant le terme au sens large, presque aussi large qu'aujourd'hui : matière de mœurs, de manières, de goûts, de *goût*, et tout spécialement de langage. Vaugelas, quand il s'efforce de poser les règles du bien dire, précise qu'il s'inspire des façons de s'exprimer de *la meilleure partie de la cour*. On remarque, et c'est encore vrai de nos jours, que les façons de parler, les tours, les intonations, les accents, la syntaxe elle-même et certainement le vocabulaire qui seront ceux d'un homme ou d'une femme pendant toute leur vie sont assez largement déterminés par les habitudes prises avant l'âge de quinze ans, si ce n'est dix : on peut bien sûr modifier considérablement par la suite, de façon volontariste, ou bien à la manière de l'Eliza Doolittle du *Pygmalion* de Shaw, ses manières de s'exprimer, il reste que la langue, comme la danse, le violon et le piano, est un art que mieux vaut avoir pratiqué en tant que tel dans l'enfance si l'on entend y atteindre aux meilleurs résultats.

Un homme, un grand intellectuel qui s'exprime en un français parfait, laisse échapper un *des fois*, au sens de *parfois, quelquefois*, qui montre qu'il n'est pas du sérail, socialement et linguistiquement, *langagièrement*, car c'est tout un : la langue est sociale de part en part. Dans

les familles bourgeoises d'autrefois on apprenait aux enfants de trois ou quatre ans qu'il ne fallait pas dire *des fois* : ce n'était pas une leçon de français, aucune raison grammaticale n'était donnée ; c'était une leçon de bourgeoisie – la notule implicite était : dans les familles comme la nôtre, on ne dit pas *des fois* (ou *ce midi*, ou *bon appétit*, ou *bonjour messieurs-dames*). Et si le même homme, ou un autre, dit au cours d'une émission de radio *Vous parliez tout à l'heure que…*, et se corrige aussitôt (*Vous avez dit…*), c'est un lapsus, bien entendu, qui ne dit rien de sa *connaissance* de la langue (il sait parfaitement que *vous parliez que…* n'est pas correct). Cependant un individu qui a été appris dès l'enfance à surveiller son langage (et ensuite il n'aura plus à y penser) ne dira jamais *vous parliez que…*, même par accident : la tournure ne fait pas partie de son répertoire de lapsus.

Que la progression vers la pleine maîtrise culturelle (on a décidément du mal à se passer de ce mot, qui pourtant n'eût pas été compris aux époques concernées ; disons vers le parfait *usage du monde*, expression déjà un peu moins déplacée) ne fût pas seulement une affaire individuelle mais celle d'un lignage, non pas d'une vie ou d'une période de formation mais de plusieurs générations, c'est ce dont témoignent toute l'ancienne France et presque

tous les destins individuels en relevant, dont nous pouvons avoir connaissance par la biographie : justement ils n’étaient pas vraiment *individuels*, car presque toujours on observe un lent et lourd mouvement familial les préparer. Qu’on se penche sur la vie de Rabelais, de Montaigne, de La Fontaine, de Racine et de tant d’autres, on voit avant eux des lignées se hausser du col modestement à chaque génération, passant par exemple, selon un itinéraire typique, du statut de paysan à celui de boutiquier, de celui de boutiquier à celui de marchand, de celui de marchand à celui de bailli, de prévôt, de notaire royal ou de receveur du grenier à sel, de ces petites magistratures à la robe et aux parlements de province, etc. On a parfois l’impression que toute la France d’Ancien Régime n’était qu’un lent et lourd, laborieux et obstiné mouvement de promotion sociale, non pas générale, certes, mais dont même l’énorme paysannerie n’était pas entièrement absente, loin de là, encore qu’il lui fallût presque toujours gagner les villes pour y participer avec avantage.

La Révolution a eu pour effet d’accélérer le mouvement. Le processus qui, sous l’Ancien Régime, demandait couramment cinq, six ou sept générations, n’en a plus exigé que deux ou trois (de façon très générale, bien sûr) après un siècle de relatif libéralisme et de

démocratisation vacillante, sans doute, mais néanmoins déterminée. Sous la Troisième République – la période qui rétrospectivement, par sa stabilité, sa prospérité globale, ses succès nationaux, nous semble la plus représentative et sans doute la plus “heureuse” (avec tous les guillemets que réclament pour cet adjectif l’affaire Dreyfus, la Grande Guerre, la condition ouvrière et bien d’autres données relativisantes) de l’histoire républicaine du pays –, un des schémas types de l’avancée socioculturelle d’un lignage est celui-ci : paysan, instituteur, professeur de lycée ou d’université.

Je dis *socioculturelle* parce que la progression sociale et la progression culturelle, grossièrement, très grossièrement, vont de pair. On objectera que le statut de bourgeois, par exemple, n’est pas une garantie de culture, à telle enseigne que pour le code de représentation romantique, qui n’est pas tout à fait caduc parmi nous, le bourgeois est au contraire le philistin, le béotien, l’individu sans culture et, qui pis est, *ennemi* de la culture, ou plus exactement de l’art et des artistes. Il faut tout de même remarquer que ce sont pour la plupart des enfants de bourgeois, ou d’aristocrates, qui ont lancé, non sans d’excellentes raisons ni sans vieux comptes à régler, ce *topos*-là. Et il est tout à l’honneur de

la bourgeoisie d’avoir été, plus que la noblesse et contrairement à l’attitude actuelle de la petite bourgeoisie, une classe dominante constamment portée à se mettre en cause, à se critiquer elle-même, à dénoncer ses ridicules et ses hypocrisies – Marx était bien un bourgeois, Flaubert aussi.

Entre noblesse et bourgeoisie la relation à la culture est complexe et ne peut être ici que brossée à la va-vite, pour faire échapper l’auteur en partie, en petite partie, au reproche de simplisme ou de naïveté. Il va sans dire qu’une classe dirigeante, une classe à laquelle la situation historique a remis la charge et le bénéfice de la gestion des affaires du pays, n’est pas *ipso facto* une classe cultivée, encore moins *la* classe cultivée – bien que celle-ci se recrute presque toujours parmi ses rangs. La noblesse au temps de sa splendeur (politique, économique, sociale) n’était pas spécialement *cultivée*, et d’abord pour l’excellente raison que l’adjectif n’avait pas de sens, n’existait pas, non plus que le mot *culture* dans l’acception qu’il a revêtue au xixe siècle et jusqu’au début du xxie siècle, et dont nous le voyons se vider sous nos yeux, par dissémination. Les nobles, ou plutôt certains d’entre eux, avaient des lettres, éventuellement, de la lecture, une certaine intimité avec les humanités, parfois, de l’entregent, de l’usage du monde, du goût,

une bonne maîtrise de la langue, surtout dans la dernière période de leur prépondérance, à l'âge classique. Tous ne parlaient pas bien, certes, mais c'était principalement parmi eux que se recrutaient les gens qui parlaient bien (et cela d'autant plus que parler bien c'était parler comme eux). Un François de Caillères, qui sur ce point ne diverge nullement de Vaugelas mais se montre seulement plus brutal, dit de tel ou tel usage, pour signifier qu'il n'est pas bon et qu'il convient de l'éviter, que c'est un usage bourgeois, ou même *du dernier bourgeois*, c'est à dire non noble.

Il faudrait d'ailleurs distinguer encore suivant les périodes, et au sein de chacune. Il est certain qu'à l'époque féodale, exception faite en partie pour l'ère courtoise, l'équivalent de ce qu'a été pour nous la *culture* (et ce ne pourrait être de toute façon qu'un équivalent très approximatif) n'était, chez un chevalier ou un guerrier, que médiocrement apprécié par sa famille, par ses pairs ou par son suzerain. Les sociétés aristocratiques et les sociétés militaires (qui sont souvent les mêmes) font peu de cas, au moins dans leur phase ascendante et durant leur acmé, du souci des choses de l'esprit, parmi leurs membres, car elles craignent qu'il ne les dévirilise et ne fasse d'eux de moins bons soldats. De nombreux écrivains anglais, parlant souvent d'expérience,

ont comiquement décrit, et parfois douloureusement, le sentiment d'horreur qui frappe les familles de la noblesse ou de la *gentry* lors de l'apparition en leur sein d'un intellectuel ou d'un artiste : seule l'homosexualité serait pire, et encore ; et d'ailleurs elle menace, implicitement, chaque fois qu'un rejeton d'une lignée aristocratique ou guerrière se pique à l'excès de littérature, de poésie, de goût pour l'art ou même de simple érudition ou de curiosité pour la connaissance, déjà suspectes. Pour parler comme Nancy Mitford, une préoccupation exagérée à l'égard de son propre langage *is definitely non-U.* On voit d'emblée le paradoxe puisque le langage "*U*" (élégant, distingué, tel qu'il se pratique dans la bonne société) est évidemment considéré par ceux qui en usent comme le meilleur qui soit. Mais justement il ne doit pas être *trop* bon. Une de ses principales qualités est le *naturel*, qui n'est bien sûr qu'un fort concentré de *culturel*, c'est-à-dire d'héritage, d'habitude héritée, d'habitude acquise dès l'enfance par immersion, de préférence familiale, dans le milieu considéré. Proust abonde en exemples d'équivalents français de ces façons de voir, ses universitaires puristes, Brichot, Saniette, étant régulièrement tournés en ridicule par le faubourg Saint-Germain ; et Bloch l'est par Proust lui-même, à cause de la folle affectation

de son langage.

Culture et domination de classe ne sont donc pas toujours allées de pair, bien loin de là ; mais la domination de classe a toujours impliqué la domination culturelle, même quand la classe dominante n’est pas cultivée : elle impose alors comme culture ce qui lui en tient lieu, ce qui s’est appelé dernièrement ses “pratiques culturelles” – on notera au passage, en effet, que c’est exactement la situation actuelle.

Le pouvoir n’a pas toujours été cultivé, il s’en faut de beaucoup, les gens cultivés ont même assez rarement été au pouvoir ; cependant les puissants, sauf peut-être en les périodes où leur puissance est toute militaire et repose exclusivement sur la force, ont en général bien vu les avantages de prestige et d’influence, et donc encore de puissance, qu’ils pouvaient retirer d’une étroite maîtrise – en eux-mêmes, pour commencer, et dans leur entourage immédiat, leur cour – de la culture (il est entendu une bonne fois que ce terme est employé ici en une acception qu’il ne pouvait pas avoir aux époques considérées). Les papes de la Renaissance, les souverains des petits États italiens, François Ier,
Charles Ierd’Angleterre et bien sûr Louis XIV au siècle suivant, Catherine II, pour ne citer

qu’eux, ont été de formidables collectionneurs de tableaux, de sculptures, d’antiquités et d’œuvres d’art, évidemment, mais aussi, et la plupart des empereurs, rois, souverains pontifes, princes et principicules avec eux, de musiciens, de librettistes, de poètes, d’écrivains, de philosophes, de savants. Christine de Suède, Frédéric II de Prusse, Catherine II encore sont en rivalité constante avec les autres têtes couronnées de leur temps et se démènent en propositions alléchantes auprès des intéressés eux-mêmes pour attirer à eux les meilleurs esprits du continent. C’est souvent stratégie politique, c’est souvent goût personnel, il n’est pas rare que ce soit les deux. En Italie et en Allemagne, les villes elles-mêmes, parfois les paroisses, se disputent les meilleurs cantors, organistes, maîtres de chapelle.

C’est toutefois la bourgeoisie, malgré les quolibets, les insultes, le mépris et souvent la haine profonde d’un Flaubert, d’un Baudelaire ou d’un D. H. Lawrence, qui a le plus étroitement associé son hégémonie à la culture, quitte à séparer pouvoir et culture au niveau des individus et au sein des familles, les pères se réservant l’un et abandonnant l’autre aux épouses, aux frères, aux fils et filles – le schéma est passablement caricatural mais se vérifie souvent. Et cette fois c’est bien de

culture au sens qu’avait ce terme parmi nous il y a vingt ou trente ans encore qu’il s’agit. C’est au point qu’on peut dire que la culture, née avec l’ère bourgeoise, est morte avec elle.

La bourgeoisie était une des rares et l’une des premières classes à recevoir la charge de l’État, du gouvernement et des grandes affaires, sans être la classe la plus élevée socialement, la plus porteuse de prestige. Proust, encore lui, le montre bien : l’aristocratie a gardé, longtemps après la perte de sa prééminence économique et politique, un incomparable lustre, tenant à la longueur de son expérience du monde. Face à un noble, un bourgeois, même beaucoup plus riche et plus puissant, ne peut jamais se départir tout à fait du soupçon que l’autre sait des choses que lui ne connaît pas. Cette attitude a même un versant politique : rappelons que pendant toute sa durée la Troisième République, déjà nommée, est allée chercher de préférence dans la noblesse ceux qui la représenteraient auprès des cours étrangères – elle ne voulait pas que le statut de ses diplomates fût pour elle prétexte à humiliation, par comparaison avec les envoyés des autres puissances, et qu’ils attirassent sur elle le ridicule par leur méconnaissance du grand monde des chancelleries. (La Première République, dont les armées étaient plus puissantes et plus redoutables, n’avait pas eu

de ces scrupules, et trouvait qu'un Bernadotte, général vainqueur sorti de rien, faisait un parfait ambassadeur à Vienne.)

Pour la bourgeoisie dans ses rapports avec la noblesse (et plus généralement avec l'histoire, dont la noblesse, au moins au xixe siècle, est la figuration sensible à ses côtés), la culture – c'est un point très important – est un instrument d'*égalité*, et plus précisément de compensation sociale. Par la culture elle se pose en égale de la classe qu'elle a vaincue et remplacée, politiquement et économiquement, sans la dépouiller de ses prestiges. Non seulement elle s'affiche volontiers comme plus cultivée, et bien souvent elle l'est en effet, mais elle aspire même à de meilleures manières, et en tout cas elle y met plus d'application, ce qui est déjà un peu contradictoire en un domaine où rien n'est plus apprécié que le naturel, c'est-à-dire le pseudo-inné, l'atavique, et ce que les gens du monde appellent, non sans quelque perversité, la *simplicité*. Musil dans son grand œuvre expose incidemment le cocasse ébahissement d'un jeune bourgeois urbain, reçu à la campagne par des aristocrates de vieille souche qui l'intimident un peu, et n'en revenant pas de la rudesse de leurs manières et du peu de protocole qu'ils mettent au déroulement du repas, par exemple. À table, puisque nous y

sommes, se servir d’une fourchette en plus du couteau pour manger du fromage est ou était un raffinement bourgeois, inconnu des salles à manger aristocratiques (elles-mêmes inconnues jusqu’au xviiie siècle) et un peu méprisé par elles je crois bien.

La langue même, contrairement à ce que l’on croit souvent, est allée se raffinant, ou à tout le moins se faisant plus rigoureuse dans ses principes, plus *logique*, plus *self-conscious*, plus vétilleuse, jusqu’à l’extrême fin de l’ère bourgeoise. La grammaire officielle est nettement plus stricte en 1950, voire en 1970, qu’au xviiie siècle. Le *dont* après *de*, en abomination à la syntaxe bourgeoise (« C’est de la Tunisie dont nous allons vous parler maintenant », comme dit France Culture), se rencontre à chaque page ou à chaque scène de Marivaux (« C’est de cette paysanne dont il s’agit »). *Plein de* pour *beaucoup*, pareillement très mal vu avant la Grande Déculturation, est courant chez Sade, qui sans doute avait quelques défauts, mais connaissait sa langue.

La bourgeoisie ne renie nullement l’héritage, même l’héritage culturel – ce serait d’ailleurs bien trop en contradiction avec ses pratiques d’autre part. Au contraire, elle l’invente quand il n’est pas là, elle l’institue comme valeur, elle le déterre, elle le crée, elle fouille dans le passé

et dans l’arbre généalogique des œuvres pour apporter à la culture, lorsque besoin est, la dimension temporelle qui lui fait défaut à elle-même. Sans doute l’histoire, et au premier chef l’histoire ancienne, étaient-ils bien présents dans le bagage intellectuel d’un homme accompli des siècles classiques. Sans doute les rois, les princes, les fermiers généraux et tous les grands collectionneurs s’arrachaient-ils, au temps de Louis XV et de Louis XVI, les toiles des maîtres de la Renaissance et de l’âge classique, et se livraient-ils à de féroces compétitions pour les bronzes et les marbres de la Rome impériale, et pour les découvertes d’Herculanum. Il est vrai qu’on a joué la *Messe des Morts* de Gilles, qui datait du règne de Louis XIV, aux obsèques de Rameau et à celles de Louis XV ; et que le *Miserere* attribué à Allegri était interprété à la Sixtine au temps que le jeune Mozart passa par là, deux siècles après sa création. Il n’en reste pas moins que c’est durant l’ère bourgeoise de la culture (et j’ai de plus en plus tendance à penser qu’il n’y en a pas d’autre, et que toute la *culture*, au sens précis, se confond avec cette période qui va, si l’on veut, de 1789 à 1968, ou de 1750 à 2000 consent-on d’y inclure d’un côté la mise en place de fait, non consacrée par les institutions, et de l’autre les tentatives de rafistolage) que certains se sont mis à vivre sans y être contraints dans des meubles d’autres époques

que la leur (cf. la naissance des *styles*, phénomène néo-classique et bourgeois) et qu'on a commencé à aller au concert pour y écouter autre chose que des créations ou des improvisations (cf. l'invention de Bach par Mendelssohn, de Palestrina par Victor Hugo, de Mozart par Pouchkine ou Baudelaire, de Monteverdi par Nadia Boulanger).

Classe non héritière à l'origine (culturellement), la bourgeoisie donne ou fait donner la meilleure éducation possible à ses enfants : elle veut qu'ils soient des héritiers, quand bien même ce ne serait pas d'elle. Au demeurant elle a tôt fait d'entrer, elle aussi, dans la durée. D'une certaine façon elle y a toujours été, nous l'avons rappelé, par ce long labeur d'ascension sociale qui fut à l'œuvre sous la monarchie y compris parmi les plus aisés des habitants des villes et des paysans possessionnés. Sous la République il ne s'agit pas de relâcher l'effort, même s'il vise dès lors à la conservation plus qu'à la progression. Encore ce dernier point n'est-il vrai que pour les nantis, bien sûr. Chez les autres, les mieux armés des autres ou les plus ambitieux, le mouvement ascensionnel continue. L'égalité des droits, l'abolition des privilèges, la part plus grande faite au talent, au mérite, au travail, l'ont seulement accéléré, on l'a vu. La famille Proust serait caractéristique – la boutique, la médecine, la

littérature – si des dons évidemment exceptionnels ne venaient conférer au tableau un relief lui-même exceptionnel. Encore songé-je moins ici à ceux de Marcel, l'écrivain, qu'à ceux de son père Adrien, le savant hygiéniste, qui, parti de la petite bourgeoisie boutiquière d'Illiers, parvient, par ses études et par ses dons intellectuels, à se hisser jusqu'à la grande bourgeoisie parisienne, via les chaires universitaires, les commissions nationales et internationales, l'Académie de médecine. Chez son fils aîné, l'obsession à l'égard de la noblesse, du très grand monde et des salons du faubourg Saint-Germain, quoique poussée à un degré rare et marquée, paradoxalement, du sceau du génie, est assez typique d'un statut qu'on pourrait appeler de deuxième ou troisième génération (bourgeoise), et sans doute d'un désir de compensation pour ce que cette ascension avait eu d'un peu précipité ; il faut aussi tenir compte de l'influence de la mère et de son origine à elle, famille juive cultivée dont l'alliance avait confirmé le jeune docteur Proust dans sa promotion sociale et apporté à la maisonnée une touche de culture et de raffinement qui faciliterait grandement la carrière (sociale, mais elle n'est guère indépendante de l'autre) du rejeton.

Seulement ce schéma-là, qu'on pourrait croire éternel et universel, n'est plus admissible au

regard de l’exigence hyperdémocratique – j’appelle *hyperdémocratie* la volonté de faire sortir la démocratie de son lit politique pour la projeter dans des domaines qui, à première vue, ne lui sont guère congéniaux, et par exemple la culture, justement, ou la famille ; mais après tout la démocratie politique paraît bien appeler la démocratie sociale, sans laquelle elle n’est qu’un leurre, et la démocratie sociale, pour le meilleur et pour le pire, toutes les autres. Le fait même que ledit schéma, malgré son universalité et son éternité supposées, ait pu connaître des modalités, encourage à penser qu’il peut en connaître d’autres encore ; et que, par exemple, le passage de six ou sept générations, pour l’ascension sociale et culturelle typique d’une lignée, à deux ou trois, doit pouvoir se prolonger et perfectionner en un passage à une seule, voire aucune. Adrien Proust ne s’est-il pas *fait tout seul*, et beaucoup d’autres avec lui ?

Beaucoup d’autres, c’est peut-être un peu beaucoup dire. Outre que de tels cas ne sont pas nécessairement parfaits, du point de vue qui nous occupe – Adrien Proust, malgré l’influence sophistiquante de sa femme, ne passe pas pour avoir été un modèle de culture et de délicatesse sociale, tel du moins qu’il en faut pour la constitution et la perpétuation d’une classe cultivée et raffinée, elle-même

nécessaire (mais c’est tout l’enjeu) à une situation prospère de la culture et de la civilisation au sein d’une société donnée –, ils restent statistiquement *marginaux* : exemple même de ce fameux renouvellement social *à la marge* dont les modernes ne veulent plus se contenter.

On pourrait fort bien interpréter l’histoire des deux ou trois derniers siècles, en Occident et sans doute ailleurs (ailleurs sous l’influence de l’Occident, il me semble), comme celle d’une lutte du corps social et politique contre la *naissance*, et contre les privilèges qu’elle impliquait dans les sociétés traditionnelles, au premier rang desquels les privilèges *politiques*, les plus exposés parce que ceux qui sont considérés comme les plus injustes, plus injustes encore que les privilèges économiques et culturels. Un des épisodes ultimes de cette histoire-là est la suppression, par le gouvernement de Tony Blair, en Grande-Bretagne, du droit héréditaire d’appartenance à la Chambre des Lords ; ultime ou peut-être *pré-ultime*, antépénultième, car on ne voit pas très bien, structurellement, comment une monarchie héréditaire pourrait se maintenir au sein d’un système qui récuse de toute part les droits politiques héréditaires : si la naissance aristocratique n’est plus suffisante pour assurer légalement un rôle politique, même mineur et

largement honorifique, pourquoi et comment la naissance royale pourrait-elle bien assurer constitutionnellement, à tel ou telle, un rôle de chef d'État ? La reine d'Angleterre, en contresignant cette loi voulue par les travaillistes, et en abandonnant à son sort la noblesse de son royaume, devait bien se rendre compte qu'elle se mettait elle-même, ou du moins sa famille, dans une situation d'isolement périlleux et s'occupait à scier la branche sur laquelle elle trônait. Elle n'avait sans doute guère le choix. Mais il y a là, dans ces monarchies sans noblesse à privilèges politiques, une contradiction que les dernières dynasties souveraines ne contribuent pas à réduire en semblant s'affranchir elles-mêmes des principes d'hérédité et des contraintes qu'ils impliquaient, et en s'autorisant couramment, à la grande satisfaction apparente des peuples, des mariages non dynastiques et des conjoints ou conjointes roturiers, ce qui est témoigner qu'on voit le monde de la même façon que ceux pour qui rois et reines n'ont plus de raison d'être ; et de fait il semblerait bien, s'agissant du moins des plus jeunes générations, que les dynasties royales, par force ou par goût, n'échappent guère, culturellement, au pan-petit-bourgeoisisme ambiant.

Il y a pourtant un point sur lequel tout le

monde est d’accord, je crois : l’avantage culturel – mais aussi, par voie de conséquence, scolaire, social, économique – des *héritiers* : on a plus de chances d’être cultivé, et, pour commencer, de réussir dans ses études, si l’on est issu d’un milieu cultivé et de parents qui ont eux-mêmes fait des études. Ceux qui ne seraient pas trop gravement choqués par cette évidence le seront plus nécessairement, hélas, par son inévitable corollaire, à savoir, évidemment, qu’on a moins de chances d’être cultivé, et d’abord de réussir dans ses études, si l’on est issu d’un milieu culturellement défavorisé et de parents qui n’ont pas fait d’études. J’allais écrire que c’est là typiquement le genre de mauvaise nouvelle idéologique que les contemporains ne veulent pas entendre. Mais ce n’est pas tout à fait exact : ils veulent bien l’entendre, celle-là, mais ils ne veulent pas s’en accommoder.

Reste alors à savoir si elle est une fatalité, une loi intangible, ou si elle peut être tournée. Point positif au sein de la mauvaise nouvelle : elle peut manifestement être tournée dans un certain nombre de cas particuliers (où nous retrouvons le cas d’Adrien Proust, encore qu’il ne sortît pas d’un milieu *particulièrement* défavorisé) ; nous connaissons tous, ou nous avons présents dans la tête, des exemples de personnes qui ont accédé à la plus haute

culture et fait, *ou* fait (ce ne sont pas forcément les mêmes), d'excellentes études alors que leurs parents n'en avaient fait aucunes, ou n'en avaient fait que très peu, et n'étaient, eux, pas du tout cultivés. La chose est donc éminemment *possible*. Mais, après cette observation, deux autres qui en réduisent la portée : d'une part il n'est pas rare que de telles personnes aient bénéficié de l'assistance de tiers, d'intercesseurs, d'éducateurs professionnels ou non qui leur ont prodigué ce truchement *individuel* sans lequel il n'est guère, à défaut de parents eux-mêmes éducateurs, d'éducation réussie ; et, surtout, ces indubitables exemples ne sont pas assez nombreux pour impressionner la statistique et pour apaiser le souci des véritables démocrates – et des hyperdémocrates *a fortiori* –, d'autant que leur petit nombre, à ces exemples, va encore se réduisant de nos jours, et qu'ainsi le nombre d'étudiants des grandes écoles issus de milieux culturellement non privilégiés va diminuant en proportion : c'est le fameux *ascenseur social* qui, comme on sait, et par un grand mystère, *ne fonctionne plus.*

Une situation à la fois incontestable et inadmissible, donc. Si l'essentiel est de faire triompher l'égalité – et il semble bien qu'il en aille ainsi –, deux voies se présentent.

La première est formidablement ardue et suppose des moyens considérables, colossaux, ainsi qu'une "volonté politique", comme on dit, voisine du parti pris obsessionnel : puisqu'il n'y a pas égalité culturelle et scolaire, et que ce n'est pas admissible, entre les "héritiers" et les "non-héritiers", il faut que les "non-héritiers" héritent comme les héritiers, qu'il n'y ait plus *que* des héritiers ; et, à cette fin, il faut mettre en place un énorme système au sein duquel le système scolaire proprement dit, traditionnel, dont la preuve est faite qu'il ne suffit pas aux "non-héritiers", soit doublé par une multitude (idéalement, il les faudrait presque aussi nombreux que les élèves ("non héritiers")) de ces éducateurs "individuels" dont nous venons de rappeler que le truchement est indispensable quand les parents ne peuvent pas fournir eux-mêmes ce fonds culturel à défaut duquel l'éducation scolaire reste en général de peu d'effet. Il faut concevoir une section *ad hoc* du corps professoral, aussi nombreuse et aussi bien dotée que celles qui se consacrent à l'enseignement général et à l'enseignement professionnel, une sorte d'"escadron volant" de professeurs et d'éducateurs, pas nécessairement liés à des établissements particuliers, mais disponibles pour suivre et pour aider, individuellement ou par petits groupes, mais de toute façon individuellement à de certains moments, les

élèves culturellement et scolairement désavantagés par leur origine culturelle, sociale, économique, linguistique, ethnique, ou pour quelque autre motif que ce soit. Il n'y aurait plus d'inégalité entre héritiers et non-héritiers parce que les non-héritiers recevraient de l'État, par le truchement d'éducateurs spécialement formés – des répétiteurs, des précepteurs nationaux en quelque sorte –, plus d'éducation que les héritiers, plus d'attention individuelle, plus de temps, et feraient donc l'objet de plus coûteux investissements.

La seconde voie concevable pour assurer l'égalité des chances et même l'égalité scolaire et culturelle de fait entre héritiers et non-héritiers est mathématiquement évidente : si l'on estime qu'il est impossible, et par exemple trop dispendieux pour le budget de l'État, de faire en sorte que les non-héritiers reçoivent tout de même un héritage, et de préférence le même, ou de même qualité, de même valeur, de même prix que celui des héritiers, et si, malgré cette impossibilité, on n'en démord pas de l'égalité, la seule autre méthode envisageable est de s'assurer que les héritiers n'héritent pas. En matière culturelle, un tel projet est assez difficile à assumer politiquement, et même idéologiquement. Il pourrait parfaitement être endossé en matière économique et financière – bien des partis et

des systèmes ont refusé l'héritage –, mais, s'agissant de culture, il risque fort de choquer. D'autre part, face au problème qui nous occupe, à savoir l'exigence d'égalité malgré l'existence d'héritiers et de non-héritiers, il aurait de grandes chances de passer pour une solution de facilité. Et certes il l'est en effet. Et bien sûr on l'imagine mal figurant expressément dans un programme. Il peut tout de même être mis en œuvre, hors programme, soit par le biais de pratiques latérales qui l'impliquent peu ou prou, soit, si vraiment on ne peut ni ne veut supprimer l'héritage (culturel), en en neutralisant les effets.

Je viens de distinguer, pour la clarté de l'exposé, héritage économique et financier d'un côté, héritage culturel de l'autre. Et bien sûr ils ne sont pas la même chose, heureusement. Mais dans la pratique, pour le meilleur et pour le pire, ils sont tout de même assez étroitement liés. Un plus lourd bagage culturel implique fréquemment de plus hauts revenus (et il est excellent qu'il en aille ainsi) ; et, symétriquement, un meilleur état de fortune, autorisant plus de loisirs, plus de voyages, plus de dépenses culturelles (achats de livres, voire de tableaux, fréquentation des salles de spectacle, des salles de concerts, etc.), implique fréquemment, lui, un plus haut niveau culturel, surtout si ces avantages matériels se

prolongent sur deux générations ou davantage. Or un pouvoir politique, et plus encore un pouvoir social – à commencer par ce pouvoir qui n'est à personne au sein d'une société donnée mais qui procède de la volonté même de cette société, de sa sourde et parfois stupide intelligence d'elle-même –, peut faire en sorte qu'un tel héritage matériel n'ait pas lieu, que la transmission économique ne s'opère pas : nul n'en voudra à ce pouvoir, sauf les personnes et les classes directement lésées par son initiative ; mais les conséquences (culturelles) de ces décisions sont si longues à se mettre en place que même les intéressés, les groupes et les individus spoliés par elles, ne s'aperçoivent pas, ou peu, qu'elles les affectent (culturellement).

Les politiques visant à la justice sociale, de même que l'évolution de la société (dont, en général, ces politiques n'étaient que le reflet plus ou moins fidèle, plus ou moins rapide), ont rendu les fortunes familiales instables. L'aristocratie a largement perdu ses terres et ses châteaux, la bourgeoisie ses maisons de famille, de même, d'ailleurs, bien souvent, que les autres classes et groupes sociaux, notablement la paysannerie. Sans doute des lois récentes ont-elles réduit ou supprimé les droits de succession, et, de toute façon, ce ne sont pas seulement les impôts qui affectent la

possibilité, pour les lignées familiales, de se maintenir sur leurs sites traditionnels : il faut tenir compte aussi des partages, de l'indivision, du coût qu'il y a à sortir de l'indivision pour la partie acquérante, du coût croissant des travaux d'entretien, du coût plus croissant encore du personnel, du *mitage* du territoire et de la banlocalisation en tache d'encre, qui a emporté dans son expansion des milliers d'habitations ancestrales. L'impôt qui frappe directement les transmissions n'est d'ailleurs pas le seul, au sein de l'arsenal fiscal, à expliquer cette instabilité des fortunes à travers les générations. Et les nouveaux impôts projetés, si peut-être ils se montrent prudents à l'égard du capital actif, celui qui sert à entreprendre (voire à spéculer), se promettent une grande sévérité au contraire pour le patrimoine *dormant*, celui qui est immobilisé. Les Français, nous répète-t-on, ne doivent pas laisser leur capital inactif. Ils doivent investir pour la croissance (et les gouvernements croient savoir comment les y inciter). Mais les plus inactifs des capitaux inactifs, ce sont justement ces biens immobiliers, les maisons de famille, qui sont aussi, malheureusement, une des formes du privilège économique à être le plus étroitement liées au privilège culturel. Il faudrait pouvoir dire que certaines maisons, à l'instar des châteaux historiques, sont cultivées et même *cultivantes*, à l'instar des individus :

qu’elles sont des instruments de transmission du privilège culturel – raison pour laquelle les ennemis de ce dernier, et de son transfert héréditaire, ont rendu de plus en plus difficile et de plus en plus rare la passation d’une génération à l’autre de ces bâtiments à forte valeur culturelle ajoutée.

La culture est liée aux maisons, aux bibliothèques, aux collections privées si modestes soient-elles, aux jardins, à une inscription de l’individu dans le paysage ou dans le quartier, à une expérience héritée du temps, rendue palpable par des objets, des souvenirs, des images, des livres fréquentés dès l’enfance, d’incertains récits, une mythologie intime, le roman familial. On a créé un monde d’éternels nouveaux venus, de fils de personne, auxquels l’espace sensible ne parle pas et qui le traversent sans le voir, tout fiers s’ils peuvent offrir à leurs enfants, à l’arrière de la voiture, une véritable petite salle de cinéma, qui leur permet de voyager sans s’ennuyer, et de n’avoir pas à regarder par la portière. Comment s’étonner si les uns et les autres sont si indifférents à la mise à sac du visible, du *foulable*, du traversable, du respirable (si mal, si peu), par la laideur, par l’appât du gain, par une conception purement matérielle et pour le coup *post-culturelle* du territoire, envisagé du seul point de vue de ce qu’on peut

espérer en tirer en termes d’exploitation, comme “retombées économiques” (prononcez : *au bénéfice de l’emploi*).

La télévision aussi a joué son rôle : d’abord durant la période où elle était peu diversifiée et où tout le monde, ou peu s’en faut, et notamment tous les enfants, regardaient sur le petit écran plus ou moins la même chose ; ensuite lorsque l’offre s’est officiellement élargie, mais alors il était trop tard, la déculturation avait déjà largement agi, il n’y avait plus de place et plus de public pour des chaînes “cultivées” : et cent ou deux cents chaînes offrent aujourd’hui moins de différence de niveau culturel que deux ou trois quarante ou cinquante ans plus tôt. Ajoutons que, pour les mêmes raisons, les chaînes prétendument “cultivées”, rarissimes de toute façon, étaient obligées de l’être de moins en moins si elles voulaient conserver leur maigre public, décimé par l’effondrement de l’École et par les effets de la prétendue “démocratisation culturelle” : témoin l’évolution d’Arte, que seules les personnes peu cultivées qui ne la regardent jamais et s’en remettent à sa légende médiatique peuvent prendre sérieusement pour une chaîne consacrée à l’art, à la connaissance et à la vie de l’esprit.

Cela dit c’est sans doute le système scolaire

lui-même qui a été le plus efficace, sans que ses responsables l'aient expressément voulu, peut-être, pour faire en sorte que les "héritiers" héritent de moins en moins. Les commentateurs insistent beaucoup aujourd'hui sur les inégalités qui persistent en son sein, et par exemple sur les différences de qualité qui demeurent et peut-être même, disent-ils, *s'accentuent* entre les différents établissements. Ils n'ont pas tort, mais ces inégalités résiduelles sont peu de chose auprès de celles qui, presque officiellement, constituaient la structure du système ancien, ne serait-ce qu'avant la loi Haby sur le collège unique.

Jusqu'au dernier quart du xxe siècle, les enfants et les adolescents ont connu en France des cursus scolaires très différents suivant leur milieu d'origine. Le désir d'égalité a mis fin en très grande partie à cette diversité. Il serait difficile de dire si, à ce nouveau système, les non-héritiers ont gagné plus ou moins, en héritage, que les héritiers n'ont perdu. Le service militaire était traditionnellement le moment et l'occasion, pour les garçons de la bourgeoisie, du contact avec leurs contemporains des autres classes. Cette heure de vérité a été fortement avancée dans le temps, à l'intérieur des vies humaines, et c'est plutôt l'école qui, désormais, rend ce service. Et nombre de parents qui avaient été eux-

mêmes des héritiers, culturellement, et qui se préparaient à transmettre à leur tour l'héritage qu'ils avaient reçu, ont constaté que la fréquentation de l'école, du collège et du lycée par leurs héritiers putatifs (mais l'héritage culturel a l'immense avantage de pouvoir être pleinement transmis du vivant des actuels détenteurs des biens…) avait surtout pour effet de combattre, de contredire, de réduire voire d'annihiler l'héritage, tout spécialement s'agissant de la langue et des manières : leurs enfants désapprennent en classe, serait-ce seulement afin de n'y être pas trop isolés, ou de ne pas se faire trop remarquer, les façons de parler et de se tenir qu'ils leur ont enseignées ; en revanche ils introduisent dans la famille des tournures et des attitudes qu'ils ont apprises auprès de leurs camarades non héritiers, et elles ont tôt fait de s'y installer – je me souviens de ma stupéfaction à entendre une petite jeune fille aux parents et grands-parents plutôt collet monté dire très naturellement et doucement à table, devant eux, à un repas où j'étais convié, que telle de ses professeurs était vraiment chiante mais qu'elle, la petite jeune fille, n'avait pas l'intention de se laisser faire chier par elle deux années de suite, ça non : le plus surprenant pour moi est que personne ne paraissait surpris ni ne semblait avoir remarqué, dans ces informations ainsi formulées, quoi que ce soit qui méritât

attention.

On apprend sans surprise qu'aux États-Unis un mouvement qui prend de l'ampleur consiste – en majorité de la part de parents de milieux aisés et relativement éduqués – à *ne pas* mettre leurs enfants à l'école, considérée par eux comme le site même de la déséducation, le lieu où se compromet nécessairement toute tentative un peu soutenue pour élever ses fils et ses filles. De même que les fameuses maladies nosocomiales ont fait de l'hôpital un endroit dangereux pour la santé, l'hyperdémocratie a fait de l'école un cadre périlleux et souvent fatal pour l'éducation. En France une demi-mesure est le recours croissant à l'enseignement privé, notamment catholique (très prisé de la néo-bourgeoisie musulmane…).

Dès lors que les uns et les autres sont mis ensemble, et pour commencer dans le système scolaire, les milieux non héritiers, serait-ce seulement parce qu'ils sont beaucoup plus nombreux, sont beaucoup plus créateurs de langue et de comportements que les milieux héritiers. Le français contemporain tel qu'il se parle à la radio, à la télévision et au cinéma, c'est-à-dire partout, a presque exclusivement pour sources deux catégories de la population : les non-héritiers d'une part, de l'autre la caste

médiatico-universitaire, savante ou pseudo-savante, celle dont les oriflammes langagières ont été successivement, et parfois ensemble, *au niveau du vécu*, *poser problème*, *travailler sur*, *réfléchir à qu'est-ce que c'est la culture*, etc. ; mais comme cette caste, elle, est presque exclusivement composée d'un mélange de non-héritiers et d'héritiers dépouillés de leur héritage, cela ne fait, à la vérité, qu'une seule catégorie.

Elle est hautement prescriptrice. Et, à ce qu'elle prescrit, elle n'hésite pas à donner apparence d'héritage, non seulement s'agissant de culture à proprement parler, au sens étroit, mais aussi de manières, d'usages. Le "retour des bonnes manières" est ainsi l'un des plus prospères "marronniers" de la télévision – on ne sait où il prend ses racines, car on doit reconnaître que, dans la réalité, on ne remarque rien de tel. Lors du plus récent de ces retours, il était expliqué combien il était important de dire *bonjour*, et aussi de l'écrire, et que dans les entreprises on enseignait aux débutants, pour rendre plus courtois leurs messages électroniques, à les commencer tous par *bonjour !* Or c'est assez plaisant, ou assez triste, selon les points de vue, car celui des héritiers, des héritiers ancienne manière, considérait précisément que rien n'était plus mal élevé, ou signe plus éloquent de défaut

d’usage, de non-héritage, que de commencer un message par *bonjour*. Je connais pour ma part une foule de personnes d’un certain âge, peut-être un peu ronchonnes et submergées de courrier, dont un des critères les plus opératoires, pour *ne pas* répondre aux lettres et messages, puisqu’il leur faut bien faire un choix, est qu’ils commencent par *bonjour*. À leurs yeux, l’ordre déclinant de politesse, ou de bon usage, pour les en-têtes, entre correspondants qui ne sont pas intimes, est *Monsieur* (ou *Madame*), *Cher Monsieur* assez loin derrière, *Cher Monsieur Dupeyrat* très très loin derrière, et tout en bas de liste, dans la zone la plus négative, *Bonjour, Monsieur Dupeyrat.* Néanmoins c’est la dernière de ces formules qui est enseignée comme une politesse dans les entreprises, et sans doute dans les écoles de relations publiques et de journalisme. Et si ce n’en est pas une ce le deviendra, ce l’est peut-être déjà devenu (malgré les ronchons). C’est présenté comme partie d’un héritage un moment occulté (le *retour* de la courtoisie). N’importe quel coup d’œil à n’importe quel manuel de savoir-vivre et de correspondance de plus de dix ans d’âge, et mieux encore à n’importe quel classique recueil de lettres, prouverait facilement qu’il n’en est rien, mais peu importe : c’est un héritage par substitution.

Le cas est très fréquent et se rencontre à propos de sujets autrement importants : le passé est reconstitué de chic, et ce passé de substitution est donné à ceux qui ne l'ont pas connu, et qui n'en ont pas connaissance par héritage, comme le seul qui ait jamais existé. On pourrait citer le mot *musique*, dont l'acception moderne, pour désigner ce qui s'appelait jadis *les variétés*, ou *la musique populaire*, a dix ou quinze ans tout au plus. Mais les non-héritiers et les ex-héritiers convertis à la culture non héritière (cet oxymore) sont persuadés que *musique* a toujours eu ce sens-là et qu'en 1960 les gens cultivés, les héritiers, appelaient *musique* les Chaussettes noires ou Johnny Hallyday, que c'était là pour eux la musique, que c'était *leur* musique. L'histoire non héritière a la passion du présent, époque de son triomphe universel ; et elle le plaque sur toutes les époques, qui, à ses yeux, sont au mieux une longue aspiration maladroite et tâtonnante vers sa propre sagesse, vers sa séduction et sa vertu.

Mais enfin tout cela ne fait pas qu'il n'y ait pas *un peu* d'héritage malgré tout, donc, hélas, de l'inégalité ; ne serait-ce que de l'héritage d'ex-non-héritiers qui sont arrivés à se constituer par eux-mêmes, ou grâce aux vestiges de l'ancien système, un pécule (*culturel*, bien sûr, il est convenu que c'est de cela que nous

parlons, tout en ayant dûment reconnu que le *culturel* n'était pas sans liens avec l'*économique* et le *social*), et qui ont bien l'intention (ils n'ont même pas besoin d'en avoir l'intention, d'ailleurs) de le transmettre comme le transmettaient ses anciens détenteurs.

On vient de survoler les méthodes et les données qui ont tendu à assurer implicitement, au nom de l'égalité culturelle et scolaire, de l'égalité des chances, que les héritiers n'héritent pas. Elles se sont, dans l'ensemble, montrées remarquablement efficaces. Leur succès, néanmoins, n'est pas total, et c'est irritant pour les champions de l'hyperdémocratie. Puisque malgré tout les héritiers héritent un peu, un autre procédé – tout à fait explicite celui-ci – pour faire en sorte que l'égalité ne soit pas compromise pour autant, consiste à garantir que leur héritage ne leur soit d'aucune utilité. Il faudra pour cela poser que tous les domaines, scolaires et culturels, voire comportementaux et sociaux, en lesquels l'héritage a de l'influence, ne doivent pas être pris en compte, qu'il faut les écarter de l'appréciation des mérites et des compétences.

L'exemple le plus connu, où s'est beaucoup illustré M. Richard Descoings, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris et l'une

des grandes figures du combat pour l'égalité culturelle, est celui de la dite *culture générale*. La culture générale est un champ en lequel l'héritage culturel se fait très lourdement sentir. Elle s'acquiert en promenade, en voyage, aux heures de loisir, aux heures des repas dans les compagnies parmi lesquelles elle est déjà répandue, en dehors des heures de classe. Elle est un impalpable, un réseau d'associations et d'associations d'associations, un souvenir de souvenirs, une sensibilité à l'allusion, à la référence, à la citation ou à la pseudo-citation, qui transcendent les matières et les sujets d'étude et qui ne s'obtiennent guère que par immersion, de préférence très précoce, dans un milieu cultivé. Face à elle, ceux qui n'ont pas eu la chance de connaître cette immersion sont indubitablement désavantagés. C'est injuste, c'est peut-être antidémocratique, c'est sans conteste anti-hyperdémocratique. C'est aussi – et voilà qui est plus grave encore – anti-antiraciste.

En effet ce ne sont pas seulement les classes sociales qui sont inégales devant la culture générale, et les enfants des milieux culturellement défavorisés qui sont désavantagés par son imprécision, par son inappartenance à telle ou telle discipline, par la difficulté et quasiment l'impossibilité qu'il y a à l'enseigner expressément et à l'*apprendre* ; ce

sont aussi et surtout les élèves, les lycéens, les étudiants et les candidats *issus de l'immigration*, comme on dit, qui ont à souffrir d'un défaut de familiarité héréditaire, si l'on peut dire, avec la culture générale du pays d'accueil, laquelle n'est pas celle de leurs parents et de leurs grands-parents, ne respecte pas ses propres règles ou plutôt les corrige par d'autres règles invisibles (mots qui ne se prononcent pas comme ils s'écrivent, par exemple : *joug*, *outil*, *promptement*), convoque sans crier gare des traditions qui ne se sont jamais exercées sur leur famille, et peut frayer à tout moment, autre problème, avec une religion qui n'est pas la leur et n'a jamais été celle des leurs.

De ce point de vue, et toujours en vertu de la perspective irréprochable selon laquelle le but recherché entre tous est l'égalité – l'égalité face à la culture, face à l'enseignement, face à l'accès à tel ou tel cycle d'études, face aux examens –, la culture générale doit en effet être écartée. Je ne sais si d'aucuns sont allés jusqu'à soutenir, témoignant encore une fois cette horreur des mauvaises nouvelles idéologiques où j'ai cru reconnaître un des traits les plus typiques de la société contemporaine, que, précisément, ce n'en est pas une, de mauvaise nouvelle, *au contraire*, voire, et que la culture générale n'était rien, un vernis, une apparence, un leurre, un réseau de

réflexes conditionnés, que ce qui comptait c'étaient les connaissances véritables, les connaissances acquises, pratiques, vérifiables ; le paradoxe étant ici, face à cette thèse si elle existe, que la culture générale est en vérité l'instrument par excellence de la liberté, de la liberté de penser, c'est-à-dire d'opérer des liaisons, de rapprocher des éléments épars de la connaissance, de sauter d'un champ d'études à un autre ; tandis que les connaissances particulières, sans culture générale, sont ce qu'il est précieux pour une tyrannie de développer ou de voir se développer chez ses administrés, chez ses sujets, car s'il est souhaitable à ses yeux qu'ils soient aussi compétents et bien formés que possible pour effectuer les tâches nécessaires au bon fonctionnement de la société et du régime, il n'est pas souhaitable du tout qu'ils disposent des moyens intellectuels d'une réflexion globale, par définition critique.

À cet égard la situation actuelle est assez inquiétante, car on y observe une grande profusion de spécialistes très compétents dans leur domaine, on aime à le croire, mais qui souvent sont singulièrement dépourvus d'intimité enveloppante avec les champs classiques de la connaissance et de l'art, et d'abord avec la langue. Or, si l'on peut concevoir que des personnes dotées (de par

leur origine sociale, par exemple) d’une parfaite maîtrise du langage n’en soient pas moins très ignorantes, on voit mal qu’on puisse être très cultivé et maîtriser mal son propre idiome, sa langue maternelle. Il ne se passe pourtant pas de jour qu’un auditeur de radio, par exemple, n’entende des journalistes spécialisés dans le domaine culturel, des professeurs de grandes écoles, des titulaires de chaires prestigieuses, massacrer allègrement le français. Exception faite de quelques virtuoses à la Paul-Jean Toulet se livrant à des exercices de haute voltige, bafouer les règles de la grammaire était jadis, par définition, le fait des gens qui parlaient mal ; c’est aujourd’hui tout autant la pratique de gens qui parlent bien, ou qui le devraient, si l’on en juge par leurs titres, par leur position, par leur extrême compétence ou peut-être plutôt par la masse de leurs connaissances dans un domaine particulier. La mauvaise langue, pour le coup, s’est beaucoup démocratisée, et par le haut encore.

Phénomène dominant dans la langue au début du xxie siècle, la sortie de la syntaxe, la répudiation effective de la syntaxe comme instance de régulation du discours, présence au sein de l’échange d’un tiers absent, *moins pour le plus*, est tout autant le fait de maîtres de conférence qui jour après jour déclarent aux auditeurs, et sans nul doute à leurs étudiants,

qu’« il est normal qu’il y ait une inquiétude allemande sur quel doit être son rôle dans le monde », ou bien estiment que le « débat doit porter d’abord sur à quel niveau intervenir », et considèrent qu’« il est grand temps de tirer des conclusions nettes sur comment éviter que ça se reproduise », autant leur fait, donc, que la faute des malheureux *que ce qu’ils ont envie, eux*… (d’autant que maîtres de conférence et professeurs d’université, au train où vont les choses, ne vont pas tarder à dire aussi *que ce qu’ils ont bien envie, eux* (nombre de professeurs de l’enseignement secondaire ne s’interrogent-ils pas déjà *sur qu’est-ce qu’ils ont besoin, les gamins* ?)). Et les plus vilains aspects du français contemporain, s’ils procèdent pour une très large part de la seule classe qui soit effectivement productrice de langue, celle qu’on peut dire des “non-héritiers”, doit également beaucoup, et presque autant, au milieu intellectuel, lequel peut parfaitement, on l’a vu, être composé lui aussi de non-héritiers mais aussi, je me répète, d’héritiers spoliés de leur héritage (de leur héritage *culturel*, faut-il le rappeler, et cela malgré de fortes ou du moins de longues études, et nombre de diplômes).

Donc, pour assurer la très désirable égalité face à la culture, et puisqu’il semble qu’on ne veuille pas – ou qu’on ne puisse pas – assurer aux non-héritiers ce qui faisait la matière même de

l’héritage des héritiers, on peut, par le moyen de l’école commune, du bain médiatique commun, de l’impôt (pas commun du tout, lui, puisque l’impôt sur le revenu, au moins, n’est payé que par la moitié des Français), empêcher les héritiers d’hériter ; et, s’ils héritent tout de même un peu, empêcher que leur héritage leur vaille le moindre avantage social, économique et, pour commencer, scolaire.

Cela implique nécessairement, dans l’espace public et dans la vie sociale, une forte diminution de la place de la culture héritée, et, partant, de la culture elle-même, dont la substance est en grande partie héritage. Un moyen de pallier cet inconvénient – qui d’ailleurs n’en est un qu’aux yeux des héritiers, c’est-à-dire des vaincus, des frustrés, des spoliés, de sorte que ce n’est pas bien grave – est d’agir sur les mots et de changer leur sens. J’ai déjà fait allusion au mot *musique*, dont le changement de sens, assez précisément datable (le tournant du millénaire), est un renversement dont l’importance en soi, mais plus encore l’importance symbolique, emblématique, ne saurait être surestimée. Le mot *culture*, désignant un ensemble dont le mot *musique* ne nommait qu’une partie relativement réduite, n’a pas tardé à suivre exactement le même chemin. Je l’ai déjà dit et écrit à maintes reprises : quand il n’y a pas de culture, on

appelle culture ce qu'il y a. Et, de fait, est devenue culture la culture des non-héritiers, qui n'étaient non héritiers que de la culture des héritiers, c'est-à-dire de la culture savante, de la culture bourgeoise ou de l'ère bourgeoise, de ce qui, du coup, allait devoir s'appeler, dans la langue des non-héritiers, c'est-à-dire des vainqueurs, la *grande culture*, sœur plus englobante, mais pas beaucoup mieux lotie, de la *grande musique*. L'ajout d'un adjectif, fût-il apparemment prestigieux, était un bâton de maréchal remis à un chef militaire qu'on écartait du commandement, ou du pouvoir, et qu'on poussait vers une paisible retraite effacée sur les lieux qui l'avaient vu naître. La place est libre et *culture*, comme *musique* avant lui, a tout loisir de désigner alors tout et n'importe quoi, mais de préférence, et en premier lieu, le contraire de ce que convoquait son ancien sens.

Devenait *culture*, en cette acception inédite, tout ce à quoi l'on s'adonnait jadis, au sein du loisir, lorsque précisément ce n'était pas à la culture : et d'abord le divertissement, ou, pour mieux dire, l'*entertainment*, de plus en plus étroitement accolé à la politique, autant dire à l'idéologie, voire à la propagande – les plateaux de télévision n'ont pas tardé à consacrer cette fusion.

Cependant l’exigence démocratique d’égalité, structurellement hostile à l’héritage, et à l’héritage culturel plus encore qu’à l’autre, peut-être, s’est montrée contraire à la transmission de façon plus directe encore, plus étroitement conforme à sa nature, à sa nature débordée d’elle-même, c’est-à-dire de son lit politique originel. J’ai défini l’hyperdémocratie comme la transposition plus ou moins opportune de la démocratie dans des domaines où sa pertinence est moins immédiatement évidente qu’en celui qui circonscrit le processus décisionnel au sein de la cité. L’un de ces domaines, on vient de l’évoquer, est la culture, où cette pertinence, si l’on se place au niveau des œuvres, des artistes et des arts, des penseurs et de la pensée, est voisine de zéro. Un autre est la famille.

Le xxe siècle a été très occupé d’une égalité principielle et devenue quasiment sacrée, quoiqu’elle impliquât le renversement de toutes les dispositions législatives et coutumières antérieures : celle de l’homme et de la femme. Le prix à payer par les femmes pour la réalisation de cette égalité fut leur mise au travail professionnel, auquel la majorité d’entre elles échappaient précédemment, ce qui n’en faisait pas des oisives, puisque la plus grande part du labeur et de la responsabilité domestiques leur revenait. En ce labeur et

cette responsabilité tenait une place essentielle l'éducation des enfants, en particulier leur première éducation, et nous sommes là au cœur de cet *amont* de l'école et de l'éducation scolaire que j'évoquais en commençant.

En un monde plus tranquille, moins contraint idéologiquement, on pourrait se demander, il le faudrait même, mais dans le nôtre ce serait bien imprudent, si cette massive mise au travail des femmes, en les soustrayant nécessairement à une partie de leurs tâches de mères, n'a pas eu sa place dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'éducation, ou de la transmission – et cela en particulier au sein des classes culturellement favorisées qui sont celles (faut-il y voir un hasard ?) où les femmes ne travaillaient pas hors de la maison et pouvaient de ce fait se consacrer aux premiers stades, à tout le moins, de l'éducation des enfants, et d'abord à la transmission de cette langue qui n'était pas pour rien appelée *maternelle* : si les héritiers n'héritent plus, ou héritent beaucoup moins, culturellement, c'est peut-être en partie parce que leur mère n'est pas là, ou qu'elle est *moins* là, au moment, la petite enfance, où une part capitale de la transmission culturelle, et d'abord linguistique, s'opérait. Toutefois une place plus déterminante dans l'origine de la crise revient sans doute au mouvement égalitariste même,

qui, dans le prolongement de ses impulsions en faveur de l’égalité féminine, et souvent en concomitance avec elles, tendait à promouvoir une égalité de l’enfant.

Tout mouvement vers l’égalité implique toujours, autant et souvent plus que l’élévation de la partie défavorisée, l’abaissement simultané de la partie favorisée – nous venons de le voir à propos de la culture et de l’héritage culturel, alors même qu’on eût pu penser que la culture et la connaissance étaient infiniment extensibles et pouvaient se répandre d’un côté sans avoir à se rétracter de l’autre. L’autorité des pères a certainement été affectée par la déclaration d’indépendance des mères. On aurait pu concevoir que l’autorité parentale globale restât la même, une des parties ayant gagné ce que perdait l’autre ; mais ç’aurait été sous-estimer l’ébranlement général qu’entraînait, par contrecoups enchaînés, au sein de la vieille structure patriarcale, l’autonomie conquise de l’épouse et mère.

L’inégalité entre enfants et parents, de même que l’inégalité entre élèves et professeurs, n’est pourtant pas du tout de même nature que l’inégalité révolue entre la femme et l’homme, entre l’épouse et le mari, entre la mère et le père. L’inégalité entre enfants et parents est une inégalité provisoire, une inégalité de *rôles*.

Non pas qu’en tant que telle elle s’estompât jamais : selon l’ancien système les enfants devaient toute leur vie le respect à leurs parents, qui demeuraient à leur égard, sinon tout à fait dans une situation d’autorité, du moins dans une situation de prééminence symbolique. Mais, dans le même temps, les enfants pouvaient eux-mêmes et peuvent encore devenir parents, et jouir à l’égard de leurs enfants des avantages de cette inégalité favorable dont ils étaient, à l’endroit de leurs propres parents, la partie lésée. Il en va de même de l’inégalité au sein de la relation entre maîtres et élèves : elle cesse dès que l’élève n’est plus face à son maître, elle se renverse en sa faveur s’il devient maître à son tour. Elle n’a donc rien qui touche à l’essence des individus, elle n’affecte pas les personnes en tant que telles et à jamais, non plus que les catégories définitives (à quelques exceptions près) telles que *les femmes* ou *les hommes* : on n’est enfant qu’une quinzaine d’années de sa vie, élève un peu plus ou un peu moins.

Le caractère en quelque sorte conventionnel, provisoire, inessentiel, non essentiel, ne tenant pas à l’essence, de cette inégalité entre les enfants et les parents aurait pu la protéger un peu des attaques des égalitaristes et des hyperdémocrates, qui sont plus, rappelons-le, un sourd mouvement général et quasi

tellurique de la société qu’un groupe de militants, d’idéologues ou de révolutionnaires. De fait cette inégalité demeure, dans une certaine mesure, de même, officiellement, que l’inégalité entre les élèves et les maîtres. Mais ces deux inégalités par bien des côtés très voisines (malgré de sensibles différences) sont également érodées, ébranlées, battues en brèche. Inutile d’insister sur le désordre qui règne dans les classes, sur l’effritement de l’autorité des maîtres, sur la permanente remise en cause, par les élèves, de la légitimité du pouvoir sur eux des professeurs, ou sur l’exigence de *respect* d’autant plus hautement et agressivement formulée par eux qu’eux-mêmes s’y soumettent moins et, de déférence, prodiguent des marques plus chiches. Ce désordre a un amont, un modèle, une structure préalable qu’il ne fait souvent que prolonger, transposer : c’est celui qui règne au sein des familles, qu’il soit harmonieux, souriant, aimable, ou qu’il ne le soit pas.

Aux yeux de l’observateur extérieur, mieux placé sans doute pour en juger objectivement, il est fréquent qu’il ne le soit pas. C’est même à se demander si à une autre époque de l’histoire de l’humanité les rapports entre parents et enfants ont été moins gracieux, à l’œil et à l’oreille, qu’en la nôtre. Il y a une sorte de visage type, d’expression caractéristique, de

l’enfant s’adressant à ses parents, que paraissent n’avoir pas connu les autres siècles, si l’on en croit du moins l’iconographie qu’ils nous ont laissée, la peinture, la sculpture, le dessin, le cinéma même en ses premières générations, et cet autre grand témoin, la littérature : un mélange d’animosité et de mépris, de revendication permanente et d’apitoiement moqueur, où semble dominer tout de même le défi. Loin de moi d’insinuer que cette expression et cette attitude sont constantes, qu’elles se remarquent du matin au soir chez *tous* les enfants, qu’elles sévissent au sein de *toutes* les familles. Mais un témoin étranger au service, qui s’attend à rien moins, a l’occasion de les constater avec une fréquence alarmante dans les trains, dans les hôtels, au restaurant, dans la rue, au sein des familles où il est reçu. Devant les enfants il a souvent l’impression, même si ce n’est pas lui qui est la victime de leur physionomie, d’être confronté à des leaders syndicalistes hargneux, des commissaires du peuple ne désarmant jamais, des présidents d’associations antiracistes subventionnées face à un dérapeur récidiviste, des contrôleurs du fisc mal lunés, des juges impitoyables et qui auraient répudié toutes les délicatesses de langage et les solennités formalistes de l’ancienne magistrature (comme l’a fait d’ailleurs, pour une large part, la nouvelle).

La publicité, que ce soit sur les murs de nos rues, aux abords hideux de nos villes ou sur tous les écrans qu'elle accapare, ne laisse pas de confirmer et donc de conforter cette tendance qu'elle a d'ailleurs beaucoup fait pour imposer : l'enfant normal, l'enfant sain, l'enfant comme il doit être et comme on désire qu'il soit, est l'enfant narquois, en mettant les choses au mieux, ironique, insolent, à la fois récriminant et *supérieur*. Lui aussi, à l'instar de la grosse classe culturellement dominante où il a sa place toute prête, il est hautement *prescripteur*, quitte à se montrer très manipulateur pour arriver à ses fins, tâche que lui facilitent la niaiserie consacrée et la prévisibilité des adultes : il sait mieux que vous de quelle voiture vous avez *vraiment* besoin (pour lui arracher une moue de satisfaction) et il va s'arranger pour diriger votre choix selon ses desiderata. Ce n'est pas un hasard si, en une société infantilisée par la Grande Déculturation, les publicitaires ont reconnu en lui leur meilleur allié : l'enfant est l'homme type du xxie siècle, la vraie puissance, celle pour qui tout l'espace est ludifié, aménagé en aire de jeu déréalisée, en Disneyworld à extension illimitée – les *vrais* monuments eux-mêmes étant sommés de se conformer à cet idéal puéril et barbare, les sites archéologiques et châteaux, s'ils veulent survivre

touristiquement, contraints de se dédoubler en “parcs à thèmes” (qui bientôt attirent dix fois plus de public qu’eux-mêmes et *sont* la véritable attraction) et Versailles réduit à accueillir bugs bunnies, petites souris et héros robotisés de mangas.

L’étroite alliance entre âge tendre et publicité a fait de l’enfance du xxie siècle, malgré tout son pouvoir, ou peut-être *à cause* de lui, la première de l’histoire à être ridicule. Sans doute les petits marquis enfançons à justaucorps, épée au côté, du xviiie siècle, et les élégantes de huit ans, tout en falbalas à fourrures, de la Belle Époque, pouvaient-ils les uns et les autres prêter à rire ; mais l’on avait la liberté de se dire, à leur sujet, que les infortunés étaient victimes de leurs parents, qui les traitaient comme des mannequins ou des poupées ; tandis que c’est l’enfant si peu docile – et l’époque lui en sait gré – de l’ère c’est-vrai-qu’iste qui témoigne en toute circonstance son obsession grotesque pour les *marques*, passion que les infortunés parents, bien loin de l’avoir imposée, sont obligés de souffrir et de satisfaire à grands frais sous peine de graves rétorsions : on remarque au demeurant qu’ils semblent y parvenir en toute indépendance, ou presque, de leur état de fortune, et que les mêmes qui n’ont jamais un sou, et affectent de s’en plaindre, pour assurer à leur progéniture

les biens “culturels” dont elle pourrait tirer profit pour progresser vers l’égalité “culturelle” officiellement poursuivie, trouvent, le plus souvent, non sans mystère, de quoi lui assurer les bonnes savates ou le bon blouson, trois fois plus chers que les autres au seul motif de leur nom (et souvent trois fois plus laids).

Voilà bien un domaine par exemple – les codes familiaux, les rapports entre parents et enfants, l’intimité des familles – où la transmission ne s’opère plus ; où l’aspiration même à ce qu’elle s’opère paraît remisée au magasin des accessoires périmés, d’une autre époque ; où l’autorité, autant et plus qu’à l’école, semble un vain mot. Et si jusqu’à présent nous nous sommes souciés surtout de culture, un peu dans le prolongement et parfois dans la réitération des thèses de mon petit essai sur *La Grande Déculturation*, c’est de *civilisation* que nous nous préoccupons ici, et par excellence de civilisation des mœurs, malgré le caractère redondant de l’expression. En cet amont de l’École qui est notre sujet depuis le début, en cet amont qui a sur elle un effet si déterminant, ce ne sont pas seulement la culture, la connaissance, la maîtrise de la langue, l’aptitude à apprendre et à opérer des liaisons qui ont fait l’objet d’un aplatissement relatif entre les héritiers et les non-héritiers, ce sont aussi et plus encore, peut-être, les manières,

les attitudes, les comportements. Et cela n'a bien sûr rien d'étonnant, car les manières, les attitudes, la maîtrise de ce qui s'appela un temps le savoir-vivre et se nomme aujourd'hui les règles du "vivre-ensemble", sont évidemment d'une importance pédagogique déterminante, la relation enseignante n'ayant guère de chances de s'instaurer de façon féconde en l'absence de toute grammaire de la relation à l'autre en général, de la relation tout court : comment les professeurs pourraient-ils enseigner quoi que ce soit à des enfants qui ne savent pas écouter, qui ne savent pas voir, qui ne savent pas se taire un moment pour regarder, entendre, enregistrer, qui n'ont pas appris ce *moins pour le plus* qui est au centre de toute in-nocence, de tout contact humain exempté de violence et d'agression, de tout échange fécond mais même, avant cela, de tout échange *possible* ?

Bien sûr c'est par un des effets de l'aspiration démocratique et de la pulsion hyperdémocratique que la différence, en l'occurrence l'inégalité, s'est beaucoup atténuée à propos des manières, des mœurs, des mœurs sociales, entre les héritiers et les non-héritiers ; et qu'elle s'est atténuée en ce domaine de la même façon qu'à propos du bagage culturel, à savoir par une forte, très forte, voire totale réduction de l'héritage pour

les héritiers, sans augmentation sensible – et peut-être au contraire – des compensations prodiguées aux non-héritiers : les enfants des classes jadis favorisées sont moins “bien élevés”, comme on disait et comme, par voie de conséquence du phénomène même, on ne dit plus, qu’ils ne l’étaient jadis, sans que ceux des classes moins favorisées soient mieux élevés pour autant. L’égalité s’est faite par le bas, comme c’est presque toujours le cas.

Sans doute ce nivellement n’est-il pas total. Les manières, les comportements, les attitudes dans les rapports entre les êtres ne sont pas les mêmes selon les classes sociales, ou ce qu’il en demeure. Ce reste de différence est constamment mis en avant pour dissimuler la considérable réduction dont il est le vestige. Cependant, issu du même désir de faire diminuer les inégalités, le mouvement niveleur entre les générations a croisé le mouvement niveleur entre les groupes sociaux, et l’effet de l’un et de l’autre s’en est trouvé renforcé. Les parents des milieux favorisés avaient de plus en plus de mal à transmettre leurs codes sociaux à leurs enfants qui frayaient dans les établissements scolaires avec d’autres enfants pour qui ces codes-là étaient inconnus. Interviennent ici des questions de nombre, auxquelles la démocratie, qui pourtant, en théorie, repose entièrement sur elles, et

l’hyperdémocratie plus encore bien qu’elle ne soit que la forme dogmatique et outrée de la précédente, répugnent assez vivement, ayant tendance à considérer – à tort, selon moi – que ce qui est valable, ou possible, ou précieux, s’agissant d’une personne, ne peut que l’être tout autant s’agissant de trente, ou de trois millions.

Si l’enfant qui a reçu chez lui ce qu’il était convenu d’appeler naguère une “bonne éducation” est seul, ou presque seul, dans une classe ou dans un collège, un lycée, à en mettre en application les principes, ces principes risquent fort de n’être pour lui qu’un facteur d’isolement, voire d’animosité des autres à son égard, ou de ségrégation. On connaît le sort peu enviable, au sein des classes à fort taux de diversité sociale ou ethnique, des infortunés *bouffons* ; il est encore bien pire dans les cas où ils sont eux-mêmes, de la diversité, les uniques représentants. C’est ainsi que j’ai pu écrire qu’élever un enfant, de nos jours, c’était l’inadapter. Il est fort à craindre que plus on lui inculquerait de préceptes d’avant l’hyperdémocratie, de règles de politesse trop connotées socialement, de manières relevant de ce *moins pour le plus* qui était au cœur des anciens protocoles (moins de *soi-même* pour plus d’accord au monde et d’harmonie sociale), plus on risquerait de faire

de lui un paria, un objet de moquerie et d’antipathie collective.

Or il est assez prévisible qu’un tel enfant rechignerait à pareil sort. Il pourrait y résister en se braquant dans son isolement et en en faisant une force, un prestige, une hauteur, mais il est infiniment plus probable qu’il y résisterait, et c’est ce qui s’observe couramment, en répudiant une éducation dont il voit bien qu’elle ne fait que l’embarrasser, le placer dans des situations impossibles. Il la répudie une fois qu’il l’a reçue, et nous connaissons tous de ces cas d’enfants bien élevés de gens bien élevés qui, un beau jour, deviennent des adolescents ou des jeunes gens qui n’ont d’autre désir, et leur comportement le manifeste assez, que de ne plus rien savoir de ce qu’on leur a appris en fait d’étiquette sociale. Il la répudie plus souvent encore au moment même qu’on essaie de l’en gratifier, et il le fait si véhémentement, avec une telle certitude de son bon droit, avec une conviction rendue si forte par l’unanimité de l’exemple social autour de lui, que les parents renoncent, soit du fait d’une objective constatation de leur impuissance, soit parce qu’ils sont eux-mêmes impressionnés par le consensus qu’ils voient fleurir autour d’eux.

Dans le cas le plus fréquent, le consensus c’est

eux, d’ailleurs. Depuis le temps que le mouvement dominant est celui que je décris, ils ont eu tout loisir d’être eux-mêmes cet enfant qu’on vient d’évoquer et qui constatait directement, d’un côté ou de l’autre de la barrière entre héritiers et non-héritiers, que trop de “bonne” éducation risque de faire de vous un mouton à cinq pattes. C’est un point capital qu’on ne saurait oublier et que pourtant on oublie souvent quand on décrit la situation actuelle : pour emprunter une expression courante, ou qui l’était naguère, dans un autre contexte, c’est une situation *de deuxième génération*, voire de *troisième*. Et cette observation vaut aussi bien pour les professeurs, pour le corps enseignant, que pour les parents.

Nous n’assistons pas, le problème serait trop simple, à une confrontation entre, d’une part, des enfants qu’il serait très difficile d’éduquer, aussi bien pour ce qui est des connaissances que des attitudes, des manières, des protocoles sociaux, et, d’autre part, des parents et des maîtres qui, eux, auraient reçu, sur un point comme sur l’autre, une éducation parfaite. La crise de la transmission (la crise dans la crise, car la transmission n’a jamais été facile) a maintenant trente ou quarante ans d’âge : la génération des parents et celle des professeurs en est déjà très largement issue ; elle en subit

et en témoigne les conséquences. Pour ce qui est du corps enseignant – les “micro-trottoirs” des jours de grève et de manifestations le laissent suffisamment paraître… –, les effets de cet ébranlement sont encore plus sensibles s’agissant des manières, des attitudes, des façons d’être et de se montrer, de s’exposer, que des connaissances ; plus frappants s’agissant de la “civilisation” que de la “culture” ; au demeurant on sait de reste que ces deux domaines ne sont pas séparables, qu’ils se chevauchent très largement : la langue, par exemple, l’état de la langue, les niveaux de langue participant de l’un aussi bien que de l’autre. Un “enseignant” qui demande : « Qu’est-ce qu’i’ z’ont b’soin, les gamins ? » (c’est certes mon exemple favori, mais c’est aussi celui d’une part croissante du corps professoral), ou qui dit : « Ça fait depuis des années qu’on lui répète, au ministre », n’invite pas seulement à mettre en doute sa “culture”, mais aussi son degré de “civilisation” (pour ne rien dire de l’opportunité de sa situation “enseignante”).

Un champ d’observation qui paraîtra superficiel mais qui à mon avis ne l’est en aucune façon de la difficulté de la transmission “civilisationnelle”, voire de sa complète impossibilité, de la renonciation de toute une société et même, c’est le cas de le dire, d’une

civilisation, à seulement la tenter, c’est celui des manières de table.

Peu importe au fond, en tout cas pour la présente “démonstration”, que les manières soient ceci ou cela. Certains de leurs préceptes paraissent n’avoir aucun sens perceptible au sein même des sociétés qui les observent ou les ont observés. Pourquoi ne faut-il pas mettre ses coudes sur la table ? Pourquoi ne faut-il pas couper la salade verte avec un couteau ? Pourquoi ne faut-il pas tenir des couverts haut levés, tournés vers le haut, et encore moins décrire de grands gestes en les tenant entre les doigts tout en parlant ? Certains de ces interdits paraissent immédiatement légitimes et intelligibles, d’autres semblent incompréhensibles, et leur origine inexplicable. À la vérité, et bien que certaines prohibitions relatives aux manières de table soient infiniment nécessaires à l’agrément des repas, pour les autres et même pour soi-même, et à la vie en société, à la vérité les contenus ne sont pas l’essentiel. On a remarqué qu’ils variaient infiniment selon les sociétés, selon les peuples, selon les classes sociales et bien sûr selon les époques. Il en va ici comme des constitutions pour les États : certes il en est qui sont meilleures que d’autres, mais le plus important est l’existence du texte lui-même, et le respect qui lui est attaché.

L’importance des manières de table tient à leur principe même. Du fait qu’elles sont pratiquement le premier code enseigné (ou *pas enseigné*, justement) à chaque individu (il y a bien, avant cela, le *toilet training*, mais il est un peu simplet), elles sont le paradigme de tous les autres codes et protocoles. De là leur importance capitale dans toutes les civilisations (même celles qui ignorent la table proprement dite). L’ethnologie, Lévi-Strauss en témoigne assez, les a placées ou reconnues au centre de toute la dialectique du contrat social qui permet à un groupe donné de *faire société*, selon l’agaçante mais parlante expression contemporaine (on ne parle pas par hasard des *tables* de la loi). Elles sont le lieu où se jouent les premiers coups de la grande partie qui va décider de la passation, ou de son échec, de ce pacte d’in-nocence, de non-nocence, de non-nuisance, qui, sous une forme ou sous une autre, et de quelque nom qu’on veuille le revêtir, va décider à son tour du consentement du sujet, de son aptitude à être citoyen, membre actif, respectueux, respectable et respecté de la communauté des résidants sur la Terre, en quelque division ou subdivision (nation, cité, famille, couple) qu’on le considère. Là s’inaugure le grand *moins pour le plus* où ce que j’ai appelé l’*in-nocence* reconnaît le carrefour central, et sans cesse revisité, des

rapports de chacun avec tous : chacun consentant à parler un peu moins fort et un peu moins longtemps, à tenir un peu moins de place, à étaler un peu moins de soi-même et de ses humeurs, peut-être à se servir un peu moins abondamment, pour permettre à l'autre, et virtuellement à tous les autres, de bénéficier des avantages impliqués par cette attitude ; en regard de quoi, par accord tacite mais fondamental, les autres adopteront à leur tour ou plutôt *en même temps* la même disposition de léger retranchement, cet échange de bons procédés assurant à toutes les parties la tranquillité, la sécurité, la paix, la liberté d'être tout ce qu'elles peuvent être sans nuire – tel est le *plus* de ce *moins*, et l'on suppose qu'il est infiniment plus *plus* que le moins n'est *moins* (c'est ce que Mme Ségolène Royal et quelques autres appelleraient, je le crains, un contrat *gagnant-gagnant*).

Inutile de dire que je ne possède pas de statistiques sur le sujet, et d'ailleurs je ne suis pas certain qu'il ait suscité d'études sérieuses. Cependant je voyage, je prends des petits déjeuners et d'autre repas dans des hôtels à clientèle souvent très familiale, il m'arrive de faire étape dans les cafétérias des aires d'autoroute et aussi de pénétrer, tel Asmodée, au profond des familles. Et je crois observer que les manières de table ne sont pour ainsi

dire plus enseignées. Oh, j’imagine que les parents tâchent vaguement de dissuader leurs enfants de mettre leurs pieds dans leur bol de céréales, les bambins ne sont sans doute pas encouragés à se renverser lesdits bols les uns sur les autres, les batailles rangées à la bombe de ketchup sont interdites, officiellement, et j’ai dit, c’est vrai, que ce n’étaient pas les contenus qui étaient importants, mais le principe même, le clair énoncé du licite et de l’interdit. Or c’est précisément cet énoncé qui paraît faire défaut, être tombé en désuétude, ou n’intervenir jamais qu’en tout dernier recours, dans les seuls cas vraiment extrêmes et déjà désespérés : comme si la majorité des parents avaient fait leur, par sincère conviction idéologique ou par soumission résignée à l’esprit du temps, le fameux slogan de Mai sur l’interdiction d’interdire.

Nous avons tous subi l’expérience, dans des trains, dans des avions, dans des salles d’attente d’aéroports ou de cabinets médicaux, dans des restaurants, dans des hôtels, de ces enfants manifestement insupportables, *nocents* au dernier degré, par leur bruit, par leurs cris, par leur agitation, et auxquels leurs parents, à notre grand étonnement, interminablement, et malgré la pression croissante exercée sur nos nerfs et, supposerait-on, sur les leurs, *ne disent rien*, ne signifient d’aucun mot, d’aucun geste,

d’avoir à cesser leurs importunités. Et les quelques-uns d’entre nous qui non sans imprudence, mais n’y tenant plus, ont fini par demander bien poliment à ces géniteurs abstentionnistes s’ils ne pourraient pas, peut-être, essayer d’obtenir de leur progéniture qu’elle veuille bien arrêter de hurler, de faire en courant des longueurs entre les tables ou les sièges en tapant du pied aussi fort que possible ou encore de tambouriner avec ses cuillères contre le fond de ses assiettes vides, savent que la plus vraisemblable réponse qu’ils vont attirer à leur requête, dans ce cas-là, est une variante ou une autre, ou même pas, de ces trésors douteux de la Sagesse des Nations selon lesquels les enfants seront toujours les enfants, et il faut bien que jeunesse se passe.

Mais justement, les enfants n’ont jamais été comme cela – pas les enfants des époques, des régions et des milieux “civilisés”, en tout cas ; et, en mentionnant ces derniers, je n’entends pas désigner quelque étroite caste privilégiée, mais la quasi-totalité des sociétés, même celles qui n’étaient pas considérées comme “civilisées” il y a cent ans : signifier aux enfants qu’ils ne peuvent pas faire tout ce qu’ils veulent, qu’il y a des règles à respecter, et des personnes pareillement, *toutes* les personnes, à commencer par leurs parents qui sont les premiers représentants auprès d’eux de la

société tout entière, c’est l’un des gestes principiels de toute constitution ritualisée de groupe, de cité, d’État.

Bien entendu, il y a des degrés variés de ritualisation. Plus ritualisation il y a, moins les gestes, les préceptes, les impératifs et les interdits paraissent procéder directement de leur sens, d’*un* sens. Ils se chargent d’autant plus de signification, alors. Que pouvait bien vouloir dire l’interdiction, aujourd’hui tout à fait levée semble-t-il (elle est morte en même temps que celle de bâiller sans se couvrir la bouche), de mettre ses coudes sur la table ? Les coudes sur la table ne sont pas une nocence en soi, pourtant. Sauf situation de grande exiguïté, ils ne dérangent directement personne. Mais se les refuser à soi-même, c’est témoigner devant les autres, et aussi devant soi-même, selon des mécanismes plus subtils et plus profonds à la fois, qu’on souscrit au pacte
d’in-nocence, qu’on en accepte les principes et qu’on est prêt à les observer.

À l’in-nocence il ne suffit pas d’*être*, en effet, il lui faut encore *paraître*, donner des signes d’elle-même, revêtir des protocoles, se manifester avant de s’exercer. J’ai déjà utilisé l’image de ces automobilistes qui se présentent à un carrefour où ils n’ont pas la priorité mais

qui ne ralentissent pas avant la dernière seconde et soudain *pilent*, selon le terme consacré. Stricto sensu ils sont in-nocents : ils n'enfreignent pas les règles de priorité, ils ne provoquent pas d'accident par leur présence au milieu du croisement quand ils ne devraient pas s'y trouver. Mais ils ne sont pas *vraiment* in-nocents, parce qu'ils n'ont pas manifesté à l'avance leur in-nocence, ils n'en ont pas donné de signes préalables, ils n'ont offert aucune garantie – et même tout au contraire – qu'ils allaient s'y plier. Ils peuvent très bien, eux aussi, provoquer des accidents, ou au moins un très grand dérangement par la peur qu'ils inspirent aux autres automobilistes, qu'ils obligent à ralentir et peut-être à s'arrêter dans l'hypothèse assez vraisemblable qu'eux ne vont pas le faire puisqu'ils n'en manifestent aucune intention, de sorte que tout l'avantage des mécanismes bien huilés de la convention routière est perdu pour la fluidité de la circulation. Ce n'est pas tout de ne pas nuire, encore faut-il signifier qu'on ne le fera pas et n'inspirer aux autres aucune peur pour leur sécurité, aucune inquiétude pour leur tranquillité.

« Il ne suffit pas d'avoir bonne intention., dit Baltasar Gracián, si l'action a mauvaise apparence. »

Une femme qui avait été jeune dans la première moitié du siècle dernier disait que la fonction d'un chapeau, pour un homme, sa raison d'être, c'était de lui permettre de montrer qu'il était bien élevé en l'enlevant sitôt passait-il le seuil d'un lieu couvert. Le chapeau était un objet *pour-être-enlevé.*

Parmi les préceptes relatifs aux manières de table, ceux que nous ne comprenons plus parce que nous ne voyons pas quelle nocence entraînerait leur inobservance ont encore cette fonction-là, si nécessaire à tous les niveaux en société *civilisée*, je veux dire volontairement soumise au pacte d'in-nocence : montrer qu'on est décidé, précisément, ce pacte, à l'observer, à s'y soumettre, et que les autres n'ont rien à craindre de nous. La démocratie, l'État de droit, l'harmonie civique, la civilité, les manières de table, sont des formalismes, des champs d'exercice du *moins pour le plus* ; de fragiles protocoles qui, en leur fragilité, ont hélas besoin d'être signés et resignés à tout instant, confirmés par des gestes et des absences de geste, par des attentions et des abstentions ; par cette répudiation de la coïncidence avec soi-même, surtout, avec ses pulsions, avec sa violence, avec son indifférence et son *naturel*, qui est la condition première et *sine qua non* de l'in-nocence.

Ils disent : « Mais M’sieur, on n’a rien fait ! »

Non. Mais s’ils donnent tous les signes qu’ils pourraient d’un instant à l’autre déranger, effrayer, *nocer* ; si à l’inverse ils ne donnent aucun signe qu’on est avec eux parfaitement en sécurité ; si déjà ils effraient par leur attitude présente ou passée, ils nuisent à la paix sociale ou vicinale. L’in-nocence est une signalétique, positive et négative. La civilisation veut des preuves, des assurances, des indices, des signes. Faire peur est déjà une nocence, quand bien même on n’aurait pas l’intention de donner raison à cette peur qu’on inspire.

Pourtant les formalismes ne sont pas bien vus, surtout les formalismes sociaux (et familiaux *a fortiori*), à l’heure du soi-mêmisme triomphant, de l’idéal mille fois proclamé d’être soi-même et de le rester (le *c’est-vrai-qu’isme* est un soi-mêmisme) – idéal rétrospectif et conservatoire, de même que l’innocence sans tiret, en somme, qu’il faut toujours veiller à ne pas perdre ; mais très contrairement à l’in-nocence avec tiret, idéal nécessairement projectif, lui : innocence et soi-même sont toujours déjà-là, il s’agit de les garder et protéger contre vents et marées ; tandis que l’in-nocence est toujours à atteindre, toujours devant soi, par un interminable effort pour se dépouiller de la

nocence.

La nocence va du simple dérangement au crime, de l’importunité à l’assassinat, des fameuses “incivilités” au terrorisme : il n’y a pas de solution de continuité. C’est pour cette raison que les manières de table sont d’une si grande importance : elles sont le monde en petit (et en (un peu) moins dangereux), un microcosme. Ce qu’elles enseignent, et cela, à propos de la première des pulsions, manger, se nourrir, antérieure même à la pulsion sexuelle, c’est la non-adhérence à soi-même (et au dossier de sa chaise, jadis) ; la non-coïncidence avec son désir, avec son impatience, avec sa paresse, sa veulerie, son égoïsme ; l’introduction entre soi et soi de cet espace qui est la forme même – et la forme c’est l’autre, la place de l’autre, et d’abord de l’autre en nous-même, de nous-même en tant qu’autre, en tant que non-coïncidence, par exigence morale, mais aussi civique, “citoyenne”, avec l’être de pulsion, de désir, de faim, de volonté d’assouvissement immédiat et donc de violence qui est “naturellement” en nous.

J’ai appelé la syntaxe *l’autre dans la langue* : se contraindre à parler syntaxiquement, c’est reconnaître qu’on n’est pas seul, qu’à travers nous parlent une langue, un peuple, une histoire, une convention, un pacte d’in-

nocence, un consentement à la non-adhésion à soi-même, à l’expression pure. Cette non-adhésion peut aller jusqu’à l’interdit, jusqu’à l’empêchement de dire ; et c’est ce qui rend la syntaxe si peu aimée, si impopulaire, si absente des esprits ne parlons pas des cœurs, si menacée. Au nom de la capacité supérieure à dire, à dire plus et à dire mieux, à exprimer davantage et plus profondément, il peut arriver qu’elle bâillonne le discours, tout simplement. J’y songe tous les quinze jours après avoir entendu à la radio l’intervention de certain “médiateur” de la station. Lorsqu’il se retire, la journaliste qui l’a reçu ne manque jamais de lui dire : « À dans quinze jours. » C’est hautement contraire à toute syntaxe, certes. Mais je me fais chaque fois la réflexion que je ne saurais pas dire cela syntaxiquement. Il n’y a pas de traduction possible. “Jusqu’à tard dans la nuit”, “depuis tout petit” ou “depuis tout gamin” se traduisent facilement en “bon français”. “À dans quinze jours” ne peut se rendre en langage soutenu, et très approximativement, qu’au prix d’un long, d’un très long détour. L’autre dans la langue peut vous faire taire.

Les manières de table sont l’autre dans le geste, dans le moment. Attendre que tous les convives soient assis et servis pour porter la nourriture à sa bouche, c’est l’acceptation d’un décalage dans le temps qui est l’équivalent de

ce décalage dans l’espace qu’instaure – ou qu’instaurait – l’interdit des coudes sur la table, ou celui de la bouche qui descend jusqu’à l’assiette à soupe. C’est toute la différence entre *manger* et prendre un repas, déjeuner, dîner ; et telle est l’explication du tabou qu’entretenait l’ancienne langue (bourgeoise) sur l’usage intransitif du verbe *manger* : on mangeait quelque chose, on aurait bien mangé un petit quelque chose, mais on n’avait pas *déjà mangé*, ni ne mangeait-on à quelle heure ? Mais ce tabou langagier était déjà à peu près éteint alors que quelques parents interdisaient encore les coudes sur la table et recommandaient fermement la main sur la bouche quand on bâille. Tout cela était hier, une autre époque.

La disparition des manières de table aura, et elle a déjà, les conséquences les plus sérieuses sur la civilisation. Et ici je ne pense pas, ou pas seulement, à tous les rituels liés aux repas, que ceux-ci soient partagés ou non – il faut d’ailleurs dire un mot, très en passant, des déjeuners ou des dîners qu’on prend en tête à tête avec soi-même, et c’est l’occasion pour moi de placer une fois de plus l’une de mes citations absolument favorites, sans doute trop connue déjà de ceux qui m’ont un peu lu :

« Il faut y mettre beaucoup de formes, quand

on prend seul ses repas. »

Ainsi s’exprime une sage vieille dame dans *Le Stade de Wimbledon*, de Daniele del Giudice. Et rien n’est plus juste que sa remarque. J’en veux pour preuve *a contrario* l’effondrement de forme des repas, et les raviolis au bain-marie (si encore on les a fait chauffer…) avalés directement à la boîte de conserve, dans l’extrême dépression. La forme protège l’être, elle le fait se tenir droit, au propre et au figuré. Elle est le garant de l’heureuse verticalité de vivre. L’avachissement n’est même pas une mélancolie (qui a ses vertus) : c’est un marasme, une dépression, une renonciation soi-mêmiste à soi-même.

Mais dans l’immédiat, la disparition de l’enseignement des manières de table, autant qu’une menace pour un avenir déjà bien avancé, est un indice de cette difficulté de la transmission dont nous avons vu qu’en amont de l’école elle affectait déjà, et fondamentalement, la famille, la vie à la maison. Les manières ne peuvent pas être enseignées, parce que *rien* ne peut être enseigné en régime hyperdémocratique où c’est la position même de l’enseignant (terme sous lequel j’inclus ici les parents) qui est sapée, si ce n’est explicitement récusée, comme entachée d’inégalité : et de fait elle en

est bien coupable, car il n’y a pas d’égalité, c’est vrai, entre celui qui sait et celui qui ne sait pas.

À vrai dire, ainsi que je m’en faisais dangereusement l’aveu dans le dernier volume paru de mon *journal*, « Je n’ai jamais pu comprendre comment l’égalité pouvait bien être compatible avec la morale. Dès lors que c’est de morale qu’il s’agit, et d’esthétique *a fortiori* [et d’éducation pareillement] – or ce sont là des champs qui constituent une proportion énorme du territoire de la pensée… –, l’égalité est absolument dépourvue de pertinence. Son domaine est purement politique. Elle est une invention toute politique, un défi intellectuel à l’observation et à la nature, une élaboration conceptuelle, très respectable à ce titre, certes, un procédé, on serait tenté de dire un *truc*, pour avoir la paix. En tant que telle elle est d’ailleurs assez peu efficace, et son coût ontologique, dont la facture est présentée à l’humanité avec de plus en plus d’insistance, pourrait bien être supérieur à ses avantages pratiques, stratégiques, médiatiques. Justement, pour parer à ses déficiences et la protéger des critiques philosophiques, ou tout simplement logiques, ses défenseurs lui donnent un socle ontologique, religieux ou métaphysique : les hommes, quels que soient leurs accomplissements, leur intelligence, leur

droiture, leur élévation spirituelle (et bien entendu leur beauté, leur force, leur séduction, leur puissance, leur situation dans la vie) seraient égaux *fondamentalement*. Mais comment ne pas voir que ce fondement procède d'une conception du monde aussi archaïque que possible, humiliante pour l'homme, répressive au dernier degré ? C'est l'homme dans son néant qui est égal, dans son inanité, dans sa mortalité, dans son appartenance au limon : l'homme couché, l'homme gisant, l'homme du premier vagissement et l'homme du râle ultime. C'est seulement devant un Créateur ou au sein d'une Création dotés sur eux de toute-puissance que les êtres se valent, comme au sein d'une monarchie absolue et de droit divin, tout le monde est égal devant le monarque. Il n'y a pas de conception plus décourageante, ni qui rende plus vaine l'idée de *prendre sur soi* : vous pouvez bien écrire le quintette de Schubert ou bâtir la cour des Myrtes, résister seul au Troisième Reich ou peindre *L'Aurore aux doigts de rose à Louse Point*, peu importe, vous serez toujours égal, égal, égal, c'est-à-dire rien, de la cendre, de la poussière, de la même boue que Kim Jong-il ou le Pétomane. »

Nous avons vu qu'une des façons d'établir ou de rétablir l'égalité là où elle n'était pas (et "naturellement" elle n'est nulle part) consistait à décréter comme communs, désormais,

généraux, unanimement admis et approuvés, protégés, les traits particuliers de la pratique du groupe défavorisé. Ainsi a-t-on procédé avec la culture, sommée d'accueillir en son sein les pratiques de divertissement et de loisir de la classe naguère défavorisée culturellement, la chanson populaire et les variétés, par exemple, admises d'abord au sein de la musique puis y occupant bientôt tout l'espace et y concentrant tous les pouvoirs (y compris, bien sûr, le pouvoir économique) jusqu'à devenir par excellence la musique elle-même, la musique tout court, les précédentes significations du mot, réduites à la portion congrue, devant chercher refuge dans la spécialisation affichée : *musique classique*, *musique savante*, *grande musique*, etc. (elles s'étaient discrètement gardé *musique contemporaine*, mais elles sont en train de perdre jusqu'à ce syntagme qui, à mesure que la chose même s'efface de l'espace public, l'évacue et se reporte en catastrophe sur ce qu'on eût jadis appelé *les variétés d'aujourd'hui* : ainsi la mort de Michael Jackson a-t-elle été *la disparition d'une grande figure de la musique contemporaine*). La musique en son ancienne acception, forcée de devenir *musique classique*, ne fait que se voir rendre la monnaie de sa pièce, au demeurant, car au temps qu'elle régnait c'est elle qui contraignait les variétés, si elles voulaient qu'on les acceptât comme musique, à se qualifier et à afficher leur

domaine spécifique sous les noms de *variétés*, précisément, ou de *musique populaire.*

Avec la bande dessinée, l’hyperdémocratie fait coup double. Je me préparais en effet à parler des mécanismes compensatoires appelés à instaurer l’égalité entre les générations, et donc de celui qui consiste à poser comme commun, général, unanimement admis et apprécié, ce qui n’appartenait jusque-là qu’au groupe lésé au regard de l’égalité, à savoir ici la jeunesse, l’enfance. La bande dessinée, aux temps lointains qui précédèrent la Grande Déculturation, appartenait à la fois à la culture (qu’on n’appelait pas encore *culture* : aux pratiques, aux mœurs, aux habitudes) de la classe culturellement défavorisée et à celles de l’enfance. Elle fait aujourd’hui partie intégrante de la culture en général, au point que je l’ai entendu présenter récemment comme en constituant, avec le rock, je crois bien, la partie la plus vivante, la plus dynamique, à la fois l’épicentre et le moteur. Que des adultes soient plongés dans des bandes dessinées, et en discutent gravement (et en général ce n’est pas des plus relevées d’entre elles), voilà une belle victoire égalisatrice pour l’enfance, qui en a remporté bon nombre, spécialement dans le domaine de la langue, en imposant dans le parler général des termes de vocabulaire jusqu’alors réservés à son seul usage.

On assiste à une nette infantilisation de la société, bien repérable comme toujours dans le langage, et curieusement concomitante à la montée de la violence et de la brutalité, que le vocabulaire n'enregistre pas moins. Le français tel qu'il se parle est marqué à la fois par l'accentuation de deux caractères qu'on aurait pu croire exclusifs l'un de l'autre : la grossièreté, très frappante dans les "micro-trottoirs" déjà évoqués, où les personnes interrogées paraissent n'avoir aucun scrupule à exprimer leurs sentiments avec une rudesse de langage jadis réfrénée dans les grandes occasions (et parler devant plusieurs millions de Français en est une) ; et la niaiserie puérile, la gnangnanerie, très évidentes en la naturalisation dans la langue des adultes, y compris dans la langue publique, celle des médias et celle du personnel politique, voire celle de l'État lui-même, à l'occasion, de mots comme *la maman* ou *le papa*, jadis réservés à la langue bébé. Les *bises* et les *bisous* dont nous sommes de toute part assaillis ressortissent au même phénomène, eux accomplissant la performance déjà relevée à propos de la bande dessinée (de production courante…) : contribuer à lutter contre deux inégalités en même temps, en imposant dans l'usage général des termes issus du vocabulaire de l'enfance et des classes culturellement

défavorisées (on ignorait chez les bourgeois la pratique de *se faire la bise*, ou en tout cas de l'appeler comme cela).

Un autre trait représentatif de la diffusion des modes de comportement et d'expression de l'enfance dans l'ensemble de la société est la propagation dans toutes les classes d'âge et toute les situations de l'usage du prénom. Nous sommes devenus une société du prénom. Or c'est de conséquence anthropologique incalculable.

À l'époque de la culture, qu'on peut à présent, non sans quelque paradoxe mais avec une marge d'approximation très admissible, appeler l'ère bourgeoise (de la seconde moitié du xviiie siècle à la seconde moitié du xxe siècle), et *a fortiori* aux ères aristocratiques et féodales (dont on peut ou non décider qu'elles n'en font qu'une), le prénom, sauf pour les souverains et les enfants, était presque inconnu dans l'espace social (où ces deux catégories étaient peu répandues). Il appartenait à la vie religieuse et spirituelle des individus (par l'intermédiaire des saints protecteurs). Il appartenait, et cela, certes, à tous les âges de l'existence, à la vie de famille (encore y aurait-il à dire là-dessus, et il faudrait distinguer suivant les époques ; mais c'est à peu près vrai pour le xxe siècle). Surtout il appartenait à

l’enfance, au temps de l’enfance, à l’enfance au sein de la famille, c’est-à-dire essentiellement à la *petite* enfance. Avec l’école, en effet, on passait au nom. L’école et le patronyme marquaient l’arrachement au monde fusionnel des mères, l’imposition de la forme, les débuts de la non-coïncidence avec soi-même, c’est-à-dire de la projection dans ce que l’on pourrait appeler l’altérité civique, *le moins pour le plus*, la syntaxe, l’in-nocence (admirablement marqués en français par le *vouvoiement*, dont il faudrait parler aussi, parallèlement). Les professeurs appelaient les élèves par leur nom, les camarades de classe s’appelaient par leur nom (surtout les garçons, qui n’étaient pas amenés à en changer), les camarades de régiment aussi, les confrères, les collègues de bureau, les notoriétés d’une époque : *Mon Cher Gide*, *Mon Cher Claudel*, *Mon Cher Blum* et encore, à la génération suivante, *Cher Malraux*, *Cher Ponge*, *Cher Senghor*, etc.

Aujourd’hui, le nom sort progressivement de l’usage. Rien n’est exaspérant, il faut bien le dire, à la radio, à la télévision, comme ces personnalités – ou d’ailleurs ces inconnus (et c’est encore plus ridicule) – qui, parlant de gens célèbres, connus du public par leur nom, évidemment, les appellent par leur prénom. On veut croire qu’ils les appellent ou les appelaient aussi par leur prénom quand ils s’adressent ou

s’adressaient à eux, mais, justement, dans le moment que nous les entendons, ils ne s’adressent pas à eux, ils s’adressent à nous, à des personnes, les auditeurs, les téléspectateurs, pour qui Angela Merkel n’est pas *Angela*, ni feu Luchino Visconti *Luchino*. Souvent, ce faisant, ils étalent ridiculement une intimité flatteuse, mais surtout, plus sérieusement, plus fâcheusement, ce qu’ils signifient par leur façon de dire est qu’ils placent l’aune du discours, ce qui va décider de sa teneur et de ses modes, *de leur seul côté*, dans leurs habitudes *à eux*, dans la conformité de ce discours avec leur seule position et leur unique convenance personnelle. Il y a là un bon exemple de ce soi-mêmisme dont il a déjà été question ici, de cette coïncidence de soi avec soi-même, de cette absence d’*autre dans la langue* qui est si fort génératrice de violence parce qu’elle est refus de la médiation, du détour, du *moins pour le plus*, du décollement d’avec sa propre personne pour aller voir du dehors ce qu’il en est d’elle et des conditions de l’échange.

Mais le triomphe du prénom témoigne de réalités plus vastes encore et plus directement liées à notre propos, aux problèmes de la transmission et à la décivilisation qui s’ensuit. Le nom, dans nos sociétés, c’était – et c’est encore, dans une large mesure, malgré les lois

récentes – *le nom du père*, de la famille (le *nom de famille*), de la lignée. Le nom, et avec lui le sexe des femmes, qui était garant de sa bonne transmission (ou site de la principale menace affectant celle-ci), était le lieu même de l'*honneur*, dans les sociétés aristocratiques et paysannes, ou, dans les sociétés bourgeoises, de la *réputation*, sa survivance séculière mais également très sourcilleuse. Tel qui signe de son nom n'engage pas seulement son propre honneur ou sa réputation personnelle, mais celui et celle de tous les siens, vivants ou morts, présents ou à venir. Seul le nom engage la responsabilité. Peut-être les contemporains ont-ils trouvé cette charge trop lourde.

Dans l'"ours" des petits journaux et revues, en bas de colonne, on voit apparaître des prénoms seuls, et c'est une façon de signaler, de façon un peu humiliante pour elles, que ces personnes-là ne sont pas vraiment importantes, qu'elles sont très jeunes, peut-être, qu'on les traite un peu comme des enfants et qu'en tout cas elles n'ont pas de véritables responsabilité(s), sinon quant au fonctionnement de la machine à café. Il y a là une inégalité manifeste. Or elle est corrigée comme le sont la plupart des inégalités en régime hyperdémocratique, c'est-à-dire en érigeant en loi commune le sort, les pratiques, les habitudes, les traits caractéristiques du

statut de la partie défavorisée. Mauvaise éducation pour tout le monde. Soins médicaux détériorés pour tout le monde. Banlieue universelle. Prénom pour tout le monde.

Il est singulier que ce soit au moment où le christianisme paraît se retirer doucement du théâtre des religions vivantes, au moins dans nos contrées et parmi notre peuple traditionnel, que son message moral, politique et social, efficacement masqué au temps de sa splendeur par l'apparât de son pouvoir et de son succès séculier, se répande comme un idéal dans tout le corps social, censément déchristianisé. Cet idéal n'est guère agissant, certes, dans l'univers économique et financier, où les mécanismes cruels et simplets qui sont à l'œuvre continuent de n'avoir guère de commisération pour le faible. Mais il est véhémentement proclamé et, dans une certaine mesure, poursuivi dans les champs qui relèvent de la loi, de la puissance publique, de la politique sociale, de l'enseignement, et qui justement prétendent combattre les rigueurs de la loi du plus fort, ou du plus riche. Toutefois, il ne s'agit pas seulement de défendre le faible, l'inadapté, le handicapé, le défavorisé, il s'agit – sans que ce soit toujours bien conscient et assumé, mais c'est ainsi que cette volonté hautement morale se traduit dans les faits – de les ériger, sinon en modèles, du moins en

suprêmes critères d’évaluation de l’opportunité des actions à mener. « Élever un enfant, c’est l’inadapter », écrivais-je : je ne croyais pas si bien dire, ni si littéralement.

La conservatrice bénévole d’un très joli petit musée de campagne me disait craindre qu’il n’ait à fermer ses portes, parce que la loi exigeait désormais, pour qu’une institution telle que lui puisse conserver le statut de musée, qu’un accès aux étages soit ménagé aux personnes en fauteuil roulant : dépense qu’il n’y avait aucune possibilité d’assurer, pour l’association gestionnaire ; sans compter que toute l’homogénéité Louis XV de l’édifice serait perdue. On nous dit que seront divisés par deux les effectifs des classes qui accueilleront des enfants lourdement handicapés : c’est désigner clairement les conséquences pédagogiques de cette intégration, dont il n’est pas assuré d’autre part qu’elle soit la plus heureuse solution pour ses bénéficiaires présumés eux-mêmes. Mais c’est en tout point que l’assimilation de l’inadapté, quelle que soit la nature de l’inadaptation, physique, mentale, historique, culturelle, devient l’objectif majeur, quand bien même cet objectif ne saurait s’atteindre qu’au prix d’un alignement des adaptés sur ladite inadaptation. Ainsi des centaines de milliers d’enfants de culture française à titre héréditaire ont-ils reçu une

éducation qui, par la force des choses et l'effet des voisinages, s'adressait au premier chef à des enfants étrangers à cette culture, et bien souvent à sa langue même : autant dire considérablement appauvrie.

C'est officiellement au nom de la morale, et d'une morale à forte consonnance chrétienne, ou *néo*-chrétienne – car le christianisme était bien autre chose qu'une morale –, qu'à pareil processus d'alignement général sur le plus faible il est donné cours. Mais cette morale est trop mécanique, trop immédiate, trop peu méditée pour pouvoir être véritablement la morale, laquelle, aimant à distinguer et distinguer encore et ne connaissant, comme l'intelligence, plus haute vertu que la discrimination, n'est en général guère favorable à l'assimilation et à ce triomphe du même qu'elle fomente, fût-ce sous le pavillon de complaisance de l'"autre", celui-ci d'autant mieux bafoué dans son altérité et la nôtre qu'il est plus dévotement, plus mécaniquement, invoqué. Nous avons plutôt affaire ici à ce que de longue date je me suis plu à baptiser l'*idéologie du sympa*, pieux corpus de réflexes aussi automatiques que des scies de langage, et d'ailleurs étroitement liés à elles.

J'ai souvent fait remarquer d'autre part combien les vrais problèmes moraux opposent

rarement le bien au mal, question assez facile à démêler la plupart du temps, au moins sur le plan intellectuel ; mais plus souvent le bien au *bien*, un bien à un autre, un bien immédiat, que suggèrent le réflexe automatique et la scie langagière, à un bien plus profond et mieux cogité. Ne sont d'évidence pas morales, malgré le rapt qu'elles opèrent sur la morale au nom de la correction idéologique, les solutions sympathiques dont on voit bien qu'elles n'assurent à terme que le malheur, la nocence, la violence, la méfiance de tous à l'égard de chacun, le désastre écologique et culturel ; et qu'elles ne peuvent s'appuyer, pour asseoir leur légitimité prétendue, que sur le mensonge, la censure, la menace, l'endoctrinement permanent, la complaisante et trompeuse expertise des intellectuels organiques, aujourd'hui sociologues comme ils étaient biologistes au temps de Lyssenko.

J'apprends cette semaine que la Villa Médicis sera désormais ouverte à tous, que tout le monde pourra y louer des chambres à condition de s'y prendre un peu à l'avance, en raison de l'ampleur prévisible de la demande. Voilà encore une institution, donc, qui sous prétexte d'ouverture, de répudiation de la sélection qui était à son principe même, d'adaptation à l'"inadapté" (en l'occurrence le touriste de base, sauf son respect – *inadapté* entre ces

doctes murailles), va perdre tout ce qui faisait sa vertu, son charme, sa dignité, son caractère exceptionnel, sa valeur exceptionnelle pour l'espèce. On ne pense pas assez à l'espèce. J'ai noté dix mille fois que j'aimais mieux savoir qu'il existait un parc magnifique et préservé dans son silence, dans sa solitude, dans sa poésie, par une exclusion dont j'étais la première victime, que d'y être admis avec la foule sans limite pour laquelle il faudra l'*aménager*, mot terrible, en goudronner les allées, y éparpiller les lampadaires, l'encombrer des commodités de toute sorte sans lesquelles il n'aurait pas droit au label "beau jardin". Rien de ce qui est le plus précieux à l'humanité, sauf peut-être l'amour (mais alors elle n'est pas possible, car tout le monde n'est pas aimable), ne saurait résister à la *généralisation* de son accès ou de sa pratique. On s'est mis dans la tête que le destin ultime des grandes œuvres d'art était les musées, et toutes les vertueuses politiques fiscales se sont évertuées à en dépouiller indéfiniment, génération après génération, les collections, les familles, les châteaux (dont on ne peut hériter qu'en vendant ce qui s'y trouve), les couvents, les appartements des particuliers et des amateurs. C'est oublier que les œuvres d'art n'ont *jamais* été conçues pour être contemplées deux minutes et demie parmi la foule jouant des coudes dans un musée, ou pis encore au

sein des grandes expositions, pour indispensables que soient les uns et les autres. Quiconque a eu la chance de vivre un moment dans l'intimité d'un tableau, d'une sculpture ou d'un objet d'art de très haute qualité sait que la relation qu'instaurent la familiarité, les variations de la lumière, de l'humeur, des circonstances, l'aptitude de l'oeuvre à surprendre indéfiniment, n'a strictement rien à voir avec celle que peut offrir le musée, ne parlons même pas de la grande exposition à succès. Or cette relation d'intimité, privilège par définition, quand bien même tous les privilégiés n'en seraient pas dignes (ce qui est indubitable), c'est à l'*espèce* qu'elle est précieuse. En en privant l'individu, fût-ce au nom de l'égalité, c'est à l'humanité qu'on la soustrait.

Jugement de Salomon, toujours – phase de la fausse mère préférant voir l'enfant coupé en deux, *également partagé*, c'est-à dire mort, à l'enfant laissé à sa seule vraie mère, vivant, donc, mais *inégalement réparti*. Nous en sommes là : que la beauté, la connaissance, la poésie, la plus haute expérience d'être, les derniers rivages intacts, les plus hauts sommets écartés, soient saccagés plutôt que de demeurer réservés à quelques-uns seulement ! Qu'ils *ne soient pas* du tout plutôt que n'être pas à tous. Question pour le bac de philosophie,

section d’esthétique et de morale : vaut-il mieux que la façade admirable d’une cathédrale romane soit gravement enlaidie par l’installation d’une rampe de bois blanc et d’un élévateur électrique en matière plastique blanche sur les marches de son porche pour permettre l’accès des handicapés à la nef, ou bien laissée dans sa splendeur nue, mais alors il n’y a pas égalité des possibilités de jouissance de la beauté de l’édifice entre personnes plus ou moins ingambes ? (J’imagine que la solution est à rechercher un peu lâchement, en troisième partie de dissertation, dans le vœu d’équipes d’assistance ou d’appareils amovibles capables de rendre sur demande le service prodigué par la rampe ou par l’élévateur – mais alors la liberté de la personne handicapée n’est pas la même, puisqu’elle doit demander et attendre de l’aide (je n’ai pas dit que c’était un sujet facile)).

Reprenons. Certains enfants reçoivent une bonne éducation et d’autres une mauvaise ; il faut mettre fin au plus vite à cette injustice : donnons-en une mauvaise à tous. La qualité de la langue est très inégale selon les origines sociales ; ce n’est pas tolérable : faisons que seuls aient cours les mots et les tournures des classes désavantagées de ce point de vue. Dans les groupes, les sociétés, les journaux, les équipes de travail, les uns sont appelés par leur

nom parce qu’ils sont importants, les autres par leur seul prénom parce qu’ils ne le sont pas : faisons que seuls les prénoms restent en usage. L’option est ici celle que résume à merveille un Portugais des *Silences du colonel Bramble* (ou bien était-ce déjà dans *Les Discours du docteur O’Grady* ?) :

« Vous Français, vous avez fait votre révolution pour appeler tout le monde *citoyen* ; nous Portugais, nous avons fait la nôtre pour appeler tout le monde *Excellence*. »

Cependant, dans le village universel en formation, c’est la première solution qui l’a emporté partout, je crois bien ; et même au Portugal le prénom est roi désormais, j’en ai peur. Il est la marque d’une société désaffiliée, qui refuse l’héritage des pères, soit qu’elle réclame la totale indépendance de chaque individu par rapport à sa race, sa lignée, son origine, soit que cet héritage lui semble trop mélangé d’horreur pour qu’elle accepte d’en faire l’inventaire : elle préfère le refuser en bloc. Bien entendu, lorsque j’écris *refuse*, *réclame*, *fait en sorte, donne une mauvaise école à tous, impose comme seule commune telle ou telle langue d’un groupe particulier*, je ne fais pas allusion à des actes individuels, ni même d’ailleurs collectifs, à des décisions qui auraient été prises tel ou tel jour, aux plans savamment

ourdis de tel ou tel groupe ou de tel ou tel pouvoir : les sicaires assermentés du complexe médiatico-politique seront déçus, je ne crois pas à cette fameuse *théorie du complot* qu'ils aiment si fort reprocher, un peu gâteusement et à tout hasard, à ceux auxquels ils brûlent de faire une bonne fois leur affaire. Ce sont les décisions explicites, au contraire, qui sont le reflet et la simple traduction en acte, *a posteriori*, des lourds mécanismes qu'on essaie de décrire ici, et qui seraient d'autant plus difficiles à enrayer qu'ils mettent en œuvre des milliers de causes et de convergences.

« Il n'y a de père que dans le langage », écrit Jean-Pierre Lebrun dans son court essai de synthèse, *Fonction maternelle, fonction paternelle*. On conçoit dans ces conditions que le père ne se porte pas trop bien.

Et le psychanalyste belge de poursuivre :

« On pourrait dire que sous le patriarcat on ne voulait pas se passer du père, alors que sous l'"égalitariat" on ne veut pas s'en servir. (…) En toute logique, ceci entraîne un affaiblissement de tout ce qui équivaut à une intervention paternelle concrète, *qui entraîne à son tour un estompement du pacte d'humanité* [c'est moi qui souligne]. De ce fait, le rapport que nous avons à la parole n'a plus la même force, le même

poids. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de dire que la prévalence du langage a disparu, mais que la façon dont chacun se l'approprie est plus lâche et que le pacte institué par la parole n'a dès lors plus force de référence tierce. » On ne saurait mieux dire.

L'hérédité, l'héritage, la transmission (y compris la transmission du *nom*, car ce n'est pas la même chose que s'appeler Clermont-Tonnerre ou Louakli) sont le principal facteur des inégalités sociales. Tout combat pour l'égalité mettra donc un point d'honneur à lutter contre ce facteur-là. L'ennui est que, ce faisant, il est amené, qu'il le veuille ou non (et en général il ne le *veut* pas, pas délibérément, mais la passion idéologique et le noble amour de l'égalité le font s'aveugler sur les implications de ses initiatives), à s'en prendre à la culture qui est pour une très large part – et presque par excellence – transmission et objet de transmission, voix des morts, annales de l'esprit, jurisprudence de l'âme.

Je vois que Mme Laure Adler publie ces jours-ci une biographie de Françoise Giroud intitulée, significativement à mon sens, *Françoise*. Il va falloir s'y habituer : les personnalités de la vie publique n'auront bientôt plus que des prénoms ou des surnoms, à l'exemple de *Lula*, l'ex-président du Brésil – or je dois dire que, de

tous les pays que je connais, le Brésil, qui a d'autre part d'immenses vertus, mérites et surtout séductions, est celui où la culture (ou plus exactement ce que nous allons être obligés, hélas, d'appeler désormais, pour nous faire comprendre, la *grande culture*) est le moins présente dans l'espace public : sans doute la trouve-t-on, si on la cherche bien, dans les universités, dans les (rares) musées, mais on ne la rencontre jamais par hasard, et par exemple on ne tombe jamais, en déambulant sans but dans les rues de Rio de Janeiro ou de São Paulo, sur une librairie (ou alors elle ne vend que des cartes postales) ; et la tradition moderne veut que les ministres de la dite Culture soient des chanteurs ou des compositeurs de variétés : si le Brésil est le paradigme de notre futur, il faut s'attendre – mais ça n'aurait rien de très étonnant, ce serait même tout à fait dans *l'ordre des choses* – à voir bientôt Johnny Hallyday ou Grand Corps Malade, voire Joey Starr, rue de Valois.

Angela, donc, *Ségolène*, *Nicolas*, *Marine*. Il en va des prénoms comme de la préposition *chez*, chargée de suggérer dans les esprits une fausse proximité, une humanisation factice, cette sale *familiarité* qui est parmi nous le semblant commercial et médiatique, *immédiatique*, de l'intimité : jadis, *chez* ne pouvait précéder que des noms ou des mentions de

personnes (chez Gallimard, chez Fayard, chez les Français) ; mais les publicitaires, dans leur sûre ignorance de la langue et leur non moins efficace instinct de l'insinuation trompeuse, ont commencé à accoler à cette préposition des entités abstraites, des personnes morales, des noms de sociétés, des acronymes, des sigles, pour donner doucement à entendre que ces puissances commerciales et industrielles n'étaient, malgré leur empire sur nos vies, que de grandes familles prêtes à tout faire pour nous accueillir et materner : *chez Monoprix* ; *nous*, *chez E.D.F.* ; *chez Areva* ; etc.

Le prénom remplit, mais à plus grande échelle, la même fonction. Cependant il est très satisfaisant pour l'esprit qu'un des truchements de cette nouvelle avancée de sa part, la biographie, soit précisément cette Laure Adler qui, directrice de France Culture entre 1999 et 2005, eut l'immense mérite de poser clairement les contours, la structure et les règles de la nouvelle conception de la culture, non seulement pour la station dont elle avait la charge, mais pour la société en général dont elle était, ne serait-ce que par sa position, une des voix les plus autorisées. En substance il s'agissait de diminuer considérablement la part du *patrimoine* – le patrimoine, il y a des maisons pour cela, avait l'air de dire Mme Adler, et d'évidence la sienne n'en faisait pas partie,

sauf éventuellement en ses annexes webmatiques où il nous laisserait tranquille – et d'augmenter symétriquement celle du *décryptage de l'actualité*. L'expression est restée, la chose aussi, Dieu sait. Et c'est ainsi que France Culture a pu achever sa mue en une sorte de super-café du Commerce, fort occupé à discuter des affaires de la cité, entre ses juke-boxes à jingles, et très orienté politiquement, comme tout café du Commerce qui se respecte. La station faisant une place croissante aux variétés et à ce qu'elle nomme les *mauvais genres*, et s'étant d'autre part entièrement convertie à la nouvelle acception du mot *musique*, elle est devenue ce qui pourrait être (n'étaient ses biais idéologiques, tout de même un peu trop marqués) une bonne radio de service public *généraliste*. Il ne faut pas moins en être reconnaissant à Mme Adler, par son action et par son livre, par le *titre* de son livre, de bien souligner le lien entre prénom et dépatrimonialisation (ouf, je l'ai dit), réserves à l'égard de l'héritage, désir démocratique et hyperdémocratique de le réduire à la portion congrue : tout cela est admirablement cohérent.

Il est au demeurant singulier que ce même patrimoine culturel que la bourgeoisie avait considéré comme un élément niveleur (en sa faveur, il est vrai…), qu'il s'agissait pour elle de

substituer aux injustes prestiges de la filiation nobiliaire et de la naissance (on n'avait pas d'aïeux mais on avait des lettres), passe, aux yeux de la suivante parmi les classes culturellement dominantes, pour un instrument d'*inégalité* au contraire : c'est que cette suivante a bien décelé que, pour culturel qu'il fût, le patrimoine culturel restait *patrimoine*, autant dire lié aux pères, à la filiation, au passé, à l'origine, à l'amont de l'école et des problèmes, à toute chose à quoi l'on ne peut rien – ce qui n'est pas admissible. Elle rêve, sans bien s'en rendre compte, et certainement sans l'admettre, d'une civilisation sans dimension temporelle, d'un présent perpétuel (faut-il s'étonner que les chaînes d'histoire, à la télévision, paraissent estimer, toutes spécialisées qu'elles sont, que l'histoire commence à la Seconde Guerre mondiale, avec ses camps de la mort et, pour une bonne part, s'y arrête : à quelque heure qu'on les rejoigne par hasard ce ne sont jamais sur leurs écrans que rails maudits, wagons de planches, fumées sinistres – à croire que les siècles aussi ont brûlé là…).

Afin que tout le monde soit sur un pied d'égalité, l'hyperdémocratie tend à faire partir tous les protagonistes de la vie sociale de la même ligne, définie forcément par le coureur le moins avancé sur la piste : imaginons une course de relais (comme l'est la vie en société)

où, par conviction démocratique rigoureuse, à chaque passation du bâton on réalignerait tous les coureurs sur le dernier. Il faut qu'à chaque génération tout le monde *reparte de zéro* (et c'est en effet vers quoi nous tendons, culturellement). Domine vertueusement une idéologie du *da capo* perpétuel, de la *remise des pendules à l'heure*, comme elle aime à dire, de l'éternel retour à rien au motif qu'il n'y a que rien qui soit commun à tous. Elle est le rocher de Sisyphe. Après trente ou quarante ans de grande "démocratisation culturelle" prétendue, les journaux, les stations de radio et les chaînes de télévision, y compris les soi-disant "organes culturels", s'adressent de plus en plus à leur public – et malheureusement ils n'ont sans doute pas tout à fait tort – comme s'il ne savait rien de rien, comme s'il fallait tout lui apprendre : "Le peintre Henri Matisse…", titrait cette après-midi *Le Monde.* Il me semble avoir vu passer "le poète Victor Hugo", dernièrement. Sans doute verrons-nous bientôt paraître "l'homme d'État Charles de Gaulle" et "le dramaturge anglais William Shakespeare" (voici déjà, comme je corrige les épreuves de ce petit livre, "l'écrivain suédois Strindberg"). Procéder autrement serait faire preuve de bien peu de considération pour nos compatriotes culturellement défavorisés (mais tout de même lecteurs du *Monde*…). Et le journalisme, lui-même si gravement déculturé désormais (il

n’est que de constater sa vertigineuse dégradation syntaxique), habitué qu’il est à présent à s’adresser à ses lecteurs et consommateurs, par scrupule hyperdémocratique, comme à des enfants, se pique d’être leur grand éducateur, initiateur, propédeute, et va toujours, publicitairement, leur *faire découvrir* ceci ou cela : laissez-le *vous faire aimer* l’opéra *Carmen*, permettez-lui de *vous initier à la musique classique*, donnez-lui l’occasion, au prix incroyable de deux euros quatre-vingt-dix par semaine, de vous *dévoiler* les plus grands textes de la philosophie de tous les temps, etc. Plus les médias s’infantilisent et se prolétarisent (comme tout le monde), plus ils se montrent *patronizing*.

On s’étonne moins, dans ces conditions, du scandaleux succès parmi nous du terme *pédagogie*, couramment employé avec une doucereuse longanimité, mais sans la moindre référence à l’enfance, pour désigner ce dont il faut toujours davantage à l’égard des malheureux qui ne pensent pas comme il faut penser, ou ne votent pas comme il faut voter. Il peut très bien s’agir de l’ensemble des citoyens : *pédagogie*, *pédagogie*, *pédagogie* – on ne saurait signifier plus clairement que, pour leurs maîtres, ce sont des enfants. Le pire serait qu’ils le fussent en effet.

Or rien n’est plus contraire et plus néfaste à la culture et à la civilisation que ce *da capo* de tous les matins, que cet éternel *retour à la case départ*, pour employer une autre expression chérie des médias, aussi horripilante que *jouer dans la cour des grands* ou *revoir sa copie*. Culture et civilisation, en effet, sont toujours, et presque par définition, une politique de l’acquis, du répertoire, du corpus. Elles consistent à monter sur les épaules de plus ancien que nous, ou meilleur, ou les deux ; à se laisser faire par eux la courte échelle. Elles sont aussi une dialectique indéfiniment renouvelée de l’individuel et du collectif, de l’individu et du groupe, de l’être autonome et de sa société, chacun s’appuyant sur l’autre pour avancer par rapport au point le plus haut précédemment atteint. La vie de l’esprit se prend en marche – il en va de la sorte depuis l’aube des temps. Nul, faisant son entrée dans le monde des connaissances, de l’art, de la pensée, ne peut exiger que les échanges reprennent en son honneur à leur début, d’autant qu’ils n’ont jamais eu de début. Vous ne savez pas qui est Matisse, Victor Hugo, Strindberg, Sousândrade ? ni ce que veulent dire *oblitérer*, *callipyge*, *hylétique* (moi non plus) ? Il y a des dictionnaires, que diable, des encyclopédies, les amis, la Toile ! Je serais même tenté de faire ici un éloge du *bluff*. La connaissance vient en marchant. Il n’est même pas mauvais de faire

un peu semblant de l’avoir déjà, ne serait-ce qu’à ses propres yeux. Il faut se lancer, comme à bicyclette. L’aval éclaircira les mystères de l’amont. Certains, qui n’avaient pas de dictionnaires, ont appris une langue étrangère en lisant le même livre cinquante fois. Ainsi de la culture. Et ceux-là l’assassinent qui, sous prétexte d’égalité, la ramènent indéfiniment au niveau de qui n’en a pas.

Bien que les prénoms eux-mêmes ne soient pas tout à fait égalitaires encore (ce n’est pas la même chose pour un Français, socialement, culturellement, de s’appeler Enguerrand ou Brandon, Ghislain prononcé *Guy-lin* ou Ghislain prononcé *Jiss-lin*), une société des prénoms s’inscrit parfaitement dans le mouvement de répudiation hyperdémocratique du passage de témoin et de l’inscription dans le temps. L’homme de la société des prénoms accomplit le mot de Kazimierz Brandys que j’ai déjà souvent cité derrière Danièle Sallenave :

« Il ne savait pas qu’il y avait eu un xviie siècle. »

L’homme des prénoms ne sait pas qu’il y a eu des siècles. Le passé, son existence même, lui est inimaginable. Il est l’homme de l’éternel présent. Dans une certaine mesure il en est même l’*enfant*, nous venons de le voir, car le

prénom, son nom l'indique assez, est ce qui *précède* le nom. Peut-être n'est-ce qu'anecdotique si dans les classes culturellement défavorisées il est aussi – et, cette fois, *malgré* son nom – ce qui le *suit* (ainsi que l'illustrait le film de Louis Malle, *Lacombe Lucien*, et que l'exposent sur leurs camionnettes et leurs factures des centaines de milliers de petites entreprises). Mais il est bien vrai qu'au cours de l'histoire se sont succédé l'ère du prénom, l'ère du nom, et donc, à présent, l'ère du prénom de nouveau qui se présente comme un retour au *statu quo ante*, une retombée.

Les groupes sociaux ont accédé très inégalement dans le temps au *nom*, d'abord privilège de la noblesse. Les serfs, eux, et même les paysans libres, c'est-à-dire la grande majorité de la population au Moyen Âge, n'ont longtemps eu que des prénoms, entés éventuellement de surnoms pour faciliter la distinction entre individus. Ce n'est que très lentement que ces surnoms sont devenus des noms. Une phase intermédiaire, qui a parfois duré des siècles, fut celle où le prénom se combinait avec le nom du père, du seul père et non pas des aïeux comme dans la noblesse. Cette formule s'est figée dans certaines sociétés, surtout nordiques, par le moyen des *O'* (irlandais), *Mac'* (écossais), *son* ou *sen* (scandinaves) (de même qu'en les *ben*

sémitiques). En Suède, en Norvège, civilisations relativement marginales et un peu décalées par rapport au reste de l'Europe, c'est très tard, vers la fin du xixe siècle, que dans les masses on est passé, des désinences *son* et *sen* prolongeant un prénom, à des noms au sens où nous l'entendons, et comme n'en disposaient jusqu'alors que les classes privilégiées. Ce mouvement, très loin d'être général, était considéré comme le signe ou le vœu d'une promotion sociale : on prenait un nom pour devenir un bourgeois (ou pour faire croire qu'on l'avait toujours été).

Le massif retour au prénom auquel nous assistons est donc doublement ou triplement la marque et l'expression d'une régression : régression vers l'enfance, vers l'univers de *ma maman* et de *le papa de Nathalie Sarraute*, comme dit France Culture ; régression sociale, indice de la prolétarisation générale, très observable à l'œil nu, et qui était la conséquence inévitable de la Grande Déculturation ; régression dans l'histoire, enfin et peut-être surtout, retour en arrière, remontée vers la période antéhistorique (celle où il était impossible de tenir des annales, par exemple, par défaut d'état civil) et antérieure à la ville, à la cité, à la citoyenneté, à la civilisation, au pacte social, au contrat d'in-nocence. Faute de nom il n'y a pas de contrat possible, il n'y a pas de pacte qui

tienne. Or rien n’est plus frappant parmi nous que l’horreur de donner son nom.

À la radio, à la télévision, dans les jeux en particulier, peut-être ne sont-ce pas les participants qui ne veulent pas donner leur nom mais les organisateurs qui ne songent pas à le préciser, parce que l’usage s’est établi de l’omettre. Et s’il en va de la sorte, il faut ne voir dans cette pratique qu’un signe de l’infantilisation ambiante :

« Jasmine vous êtes maintenant en septième semaine, nous sommes tous suspendus à ce que va décider Jasmine. Jasmine ne vous laissez influencer par personne, et surtout pas par Jean-Patrick. Jasmine qu’est-ce que vous nous dites, qu’est-ce vous dites à Bernard qui est là, qu’est-ce que vous dites à Fouad et à Citronnelle qui vous ont accompagnée jusqu’à aujourd’hui ? Jasmine, c’est le moment de prendre votre décision, oh là là, je sens qu’il va y avoir des pleurs et des grincements de dents… »

Cependant l’usage du seul prénom n’est nullement confiné aux jeux et aux moments ludiques de l’existence, ou bien ce sont les moments ludiques qui se sont emparés de l’ensemble de la vie et la régentent comme un jeu, y compris dans ses aspects les plus

sérieux, ou qui passaient jadis pour l'être : la politique, l'idéologie, la déontologie, le juste et l'injuste, le bien et le mal, le bien et le bien (cf. *supra*). Ce sont des individus qui n'ont que des prénoms qui écrivent aux journaux, qui interpellent le président de la République dans les soirées où il est face à face avec un échantillon de Français censément représentatifs, ou qui interpellent le médiateur des stations de radio (celui d'*à dans quinze jours*) :

« J'ai là une lettre de Marie-Ange, de Lyon, qui ne comprend pas pourquoi on a fait tant de place à un sondage qui après tout n'est qu'un sondage… Là où Marie-Ange n'est pas du tout contente, mais alors pas du tout du tout… Qu'est-ce que vous répondez à Marie-Ange ? »

Apparemment personne ne songe à lui demander si elle n'aurait pas un nom, *des fois* ?

Encore les moyens modernes de communication, comme on dit, ont-ils favorisé l'éclosion d'une autre pratique quasi unanime, et qui témoigne plus nettement encore du désir général d'irresponsabilité, à la fois enfantine (les enfants ne sont pas tenus pour responsables) et caractéristique, historiquement, des classes défavorisées, dont les membres qui sont destinés à le demeurer

sont ceux qui refusent, non sans d’excellentes raisons, au demeurant, mais ces raisons leur sont fatales, de s’engager, de se lancer, de prendre des risques, de pouvoir être tenus pour *responsables* – on sait quelle place a tenue dans le développement de l’économie occidentale l’invention hanséatique de la responsabilité individuelle et réciproque, de la reconnaissance (de dette, de créance), de la *parole* : laquelle, une seule fois non tenue, eût paralysé tout le système).

Je veux parler ici des *pseudos*, qui sont bien pires encore que les prénoms. Le pseudo est tellement entré dans les mœurs webmatiques, il est tellement la *norme* (ce que précisément il ne peut pas être, ni *dire*, c’est ce que j’essaie d’expliquer), que très nombreux sont les sites et forums qui vous demandent d’emblée votre *pseudo*, comme s’il était inimaginable que vous n’en eussiez pas, et qui, semble-t-il, n’ont aucune place à offrir à votre nom – qu’on s’y présente avec un nom, *a fortiori* un *vrai nom*, n’est tout simplement pas prévu. Et bien sûr on comprend que les pseudonymes puissent s’imposer comme une nécessité, ou du moins comme une précaution encouragée, sur les sites à caractère sexuel, de drague ou de rencontre, échangistes ou tels qu’il y a de sérieuses chances, par exemple, pour que l’adultère et la double vie y prospèrent ; encore

qu’on pourrait parfaitement concevoir, il me semble, mais peut-être est-ce une utopie, que d’aucuns prétendent vivre leur vie sexuelle et sentimentale sans avoir rien à cacher, ni le souhaiter.

De toute façon le règne du *pseudo* est loin, très loin, d’être confiné sur la Toile au domaine sexuel, aux jeux de hasard, aux activités qui défient la loi. Bien qu’il prospère, nous l’avons vu, dans les autres médias, il est consubstantiel à celui-ci. À de rarissimes exceptions près, tout le champ politique, par exemple, lui est soumis. Nous avons assisté récemment à un pseudo- (c’est le cas de le dire) débat national sur l’identité du même nom qui n’avait cours, pour ainsi dire, qu’entre intervenants eux-mêmes sans identité, ou bien décidés à n’en assumer point. Or n’est-ce pas une chose très étonnante que, deux siècles et quart après la Révolution française, la quasi-totalité de ceux qui, sur Internet, émettent une opinion politique paraissent tenir très fort à le faire *anonymement* ? Et je ne pense nullement à des opinions politiques selon lesquelles il serait urgent de déposer des bombes dans le métro ou de nier une fois de plus l’existence des chambres à gaz. Ceux qui les soutiennent, celles-là, on conçoit que la discrétion leur soit précieuse. Mais il est stupéfiant de constater à quel point le pseudonyme est mis à

contribution même pour verser au débat les opinions les plus banales, et celles qui sont le moins susceptibles de tomber sous le coup de la loi. Serait-ce pour faire étalage de la conformité la plus rigoureuse de leurs vues avec les convictions dominantes, l’immense majorité des participants sont résolus à le faire en ne signant que de leurs initiales, de leur seul prénom ou de quelque appellation fantaisiste de leur invention.

Je dois dire que je suis en désaccord total sur ce point – comme sur un certain nombre d’autres, il est vrai – avec mes compatriotes et contemporains. Bien entendu, il y a toute sorte d’exceptions admissibles : fonctionnaires tenus au devoir de réserve, salariés d’une entreprise mise en cause, personnes encourant l’ire de pouvoirs ou de groupes particulièrement chatouilleux ou vindicatifs, et qui, en conséquence, ont des raisons de s’inquiéter pour leur sécurité physique (pour commencer). Cependant même ces exceptions légitimes et en tout cas bien compréhensibles devraient être interprétées, selon moi, de façon restrictive, car j’estime, mais je me sens bien seul dans cette façon de voir les choses, qu’il n’est pas honorable, dans une démocratie, en un État de droit et sous un régime de liberté, officiellement, de dissimuler son identité quand on discute des affaires de la cité.

Ou bien la démocratie en question n’en serait-elle pas vraiment une, et y aurait-il un réel danger, sous son règne, à dire ouvertement, c’est-à-dire nominalement, ce que l’on pense ? Si tel était bien le cas il faudrait réviser radicalement notre conception d’un tel régime, et commencer à nous aviser, peut-être, non seulement que l’hyperdémocratie n’est en aucune façon le parachèvement de la démocratie – ce dont nous sommes de longue date convaincus –, mais qu’elle pourrait bien en être la négation. Une opinion non signée, ou signée seulement d’un prénom, ou présentée derrière un pseudonyme, ne saurait être considérée comme une participation constructive au débat au sein d’une société d’hommes libres. Elle a la portée morale d’une inscription anonyme sur un mur de toilettes publiques.

Si d’ailleurs il demeurait le moindre doute sur le caractère infantilisant et déresponsabilisant de l’anonymat que protègent prénoms et pseudonymes, il suffirait pour s’en convaincre de se pencher sur les pseudonymes eux-mêmes, sur la puérilité assumée, voire revendiquée, d’un si grand nombre d’entre eux, sur leur laideur, sur leur vulgarité, sur ce qu’il faut bien appeler leur niaiserie : passe encore pour *Jean Peuplu*, mais qui a envie d’avoir une

conversation sur le style de Milosz ou l'introduction de la philosophie en classe de seconde avec *Tartouille*, *Max Hilaire*, *Menthe-Fraisette*, *Cancoillotte* ou *Mailimailo* (quand déjà on trouve *Véro*, *Caro* ou *Manu* durs à avaler) ? Cela, et la qualité qu'on dira gentiment, mais au sens plein, *déstructurée* de la masse des messages, l'état catastrophique de la syntaxe et de l'orthographe qui s'y affichent, l'indifférence qui y éclate, comme à propos des manières de table, à tout *paraître*, quant-à-soi, surmoi ou point d'honneur, témoignent avec insistance des deux traits dominants de la décivilisation à ce stade : l'infantilisme et l'irresponsabilité.

De l'infantilisme il a été suffisamment parlé entre ces pages. L'irresponsabilité touche à la parole et la décivilisation pourrait être justement définie comme une crise de la parole (dont il est inutile de rappeler, je pense, les liens étroits avec l'honneur, à merveille soulignés par l'expression *parole d'honneur* – mais dans les sociétés de l'honneur, ou seulement de la réputation, c'est *toute* parole qui est une parole d'honneur). Le monde des pseudos, des prénoms, de la dématérialisation des messages, c'est toujours plus ou moins : *ce qu'ils disent ou rien*. Les phrases n'engagent plus, et ceux qui les ont proférées sont même très étonnés, souvent, qu'on ait pu les prendre au sérieux. Ils ont *dit ça comme ça.* Toute proposition

est muettement assortie d’un chapelet de clauses limitatives qui la dépouillent, au moins dans l’esprit de celui qui la formule, de tout caractère contraignant. Oui, *c’est vrai que* je me suis engagé à ceci ou à cela, et dans tel délai, mais bien sûr c’était seulement pour le cas où ne surgiraient pas de problèmes, où je ne recevrais pas d’autres offres plus intéressantes, où les circonstances resteraient les mêmes. Or les circonstances ne restent jamais les mêmes, bien entendu ; et toujours surgissent des problèmes, si ce ne sont pas des *soucis*, mieux conformes au parler du jour, à moins que ce ne soient des *sujets* (de préoccupation, veut-on croire : « La dévaluation du yuan n’est pas un sujet »).

Le caractère non engageant des engagements, à partir des champs professionnels qui s’en étaient fait depuis des lustres une spécialité mythologique, la plomberie et la politique, a gagné tous les corps de métier et l’ensemble de la société. Il ne nous appartient pas d’en évaluer les conséquences dans la vie privée, la vie sentimentale, la vie sexuelle, la vie familiale, la vie sociale – contentons-nous de faire remarquer au passage que la prodigieuse augmentation du nombre des divorces a probablement quelque chose à voir avec cela, avec ce refus de s’engager, ou de respecter ses engagements, qui semblait jadis incompatible

avec l’entrée dans la vie adulte. Les conséquences économiques en sont certainement d’une ampleur considérable, surtout si l’on estime, et le spectacle des pays les plus pauvres de la planète ne peut que corroborer ces vues, que la condition primordiale du développement et de la prospérité est la confiance ; et que ce sont les *sociétés de confiance*, celles où la parole engage et où les engagements sont tenus, qui engendrent le dynamisme du commerce et la bonne santé des affaires. Si ceux qui pensent de la sorte ont raison nous sommes bien mal engagés, car il n’est pas douteux que nous vivons plongés dans une *société de défiance.*

Elle se défend de ce qu’elle voit bien qui lui arrive par un recours croissant aux tribunaux. La fameuse “judiciarisation” de l’existence est, entre autres choses, une réaction désespérée à la dévaluation de la parole. Si les engagements n’engagent plus, il ne reste que les juges pour dire ce qu’il en est de la vérité en régime *c’est-vrai-qu’iste*, ou ce qu’il devrait en être. Comme en maints autres domaines on s’en remet à des spécialistes présumés, à des experts, à des gens de métier, un peu comme on fait appel aux sociologues pour décrire ce qui survient, abdiquant du même geste la légitimité et la pertinence de notre propre regard, de notre propre expérience, de notre propre parole

frappée d’inanité au regard de la parole professionnelle, officielle, “scientifique”, c’est-à-dire celle des autorisés de parole, celle du Spectacle, pour parler comme Debord, celle du complexe médiatico-politique et des chercheurs et discoureurs spécialisés à son service.

Ceux de nos compatriotes qui sont condamnés à *la vie impossible* dans les zones de non-droit d’où se retire l’État désarmé (mais d’abord idéologiquement), ceux-là sont deux fois spoliés de leur parole (et de leur expérience même, qu’ils n’ont pas le droit de nommer) : une première fois par l’antiracisme dogmatique, une deuxième fois par la sociologie organique (au sens des fameux *intellectuels organiques* du communisme) – ces deux instances étant d’accord (et complices, dans leur honnêteté) pour leur répéter que ce qui leur arrive n’arrive pas, que ce qu’ils voient a pour seule origine leur incorrect point de vue, que ce qu’ils vivent ne procède de rien d’autre que d’un vocabulaire inadéquat et se trouve absolument démenti par les chiffres, les tableaux, les livres, Laurent Mucchielli, “Culture Matin” et “À vous de juger”.

L’ennui est que ces spécialistes supposés, auxquels nous nous en remettons du *c’est vrai que* de nos jours, sont déjà largement les

victimes, qu’ils soient magistrats, sociologues, journalistes ou professeurs, de la Grande Déculturation en cours depuis plusieurs décennies ; et, concurremment, de l’espèce de déclassement qu’elle implique pour chaque classe, chaque catégorie ou groupe professionnel, sommés, tous, de descendre d’un cran, culturellement, ou de plusieurs : petit-embourgeoisement général, avec de sensibles aspects de prolétarisation à la marge, non sans un frisottis de délinquance, chez les avocats par exemple, les juges et même les présidents d’université, tous états où les démêlés avec la loi étaient jadis assez rares et paraissent de plus en plus fréquents. La pègre n’a peut-être pas tout conquis mais elle a largement gagné, déjà, la bataille décisive de la langue. Très significatives à cet égard les transcriptions-pirates – j’ai un peu honte d’en faire état, mais le mal est fait… – des débats d’un comité de direction de la Régie Renault au cœur de l’affaire récente d’espionnage industriel présumée : on se rendait compte à cette occasion que dans les plus hauts cercles dirigeants d’une très grande entreprise nationale régnait très naturellement à présent le ton ordurier, et l’adjectif est un peu faible, qu’on s’attendrait à trouver employé dans les colloques “au plus haut niveau” des praticiens transnationaux de la traite des Noires et du trafic de poudre blanche. Je me suis laissé dire

qu’au palais de l’Élysée ne régnait pas en permanence un parler beaucoup plus relevé.

Comme de l’effondrement des différents formalismes qui assuraient la non-coïncidence des grands corps de l’État avec les individus qui les composent et avec la société d’où ils tirent leur mission, de ce déclassement global il résulte que la classe unique culturellement régnante, confirmant encore une fois ce défaut d’extérieur que nous avons reconnu comme le plus remarquable de ses traits, ne dispose, pour se renseigner sur elle-même, que de pléonastiques échos qui ne font jamais que répéter les derniers mots des questions qui leur sont posées :

Art ? What can be that art which thou dost mean by thy speech ?

Speech.

What be the fruits of speaking art ? What grows by the words ?

Words.

D’autre part, et dans le cas particulier qui nous intéresse – l’appel croissant aux tribunaux pour tâcher de pallier les défaillances s’aggravant de la responsabilité et de la parole –, il convient de

rappeler cette évidence, volontiers offusquée par l'époque dans son horreur des mauvaises nouvelles idéologiques, que la justice et la vérité, si quelquefois elles vont main dans la main (on croirait presque *par hasard*, à l'occasion…), sont bien loin de coïncider, hélas. Je ne sais si la justice est toujours véridique, j'en doute un peu, mais je suis tout à fait certain, non sans regrets, que la vérité n'est pas toujours juste, il s'en faut de beaucoup. Il est tout à fait vain d'espérer que les tribunaux surchargés, accablés, prolétarisés (par le manque de moyens et la surcharge de travail autant que par la baisse du niveau des études, l'appartenance idéologique revendiquée, l'affaissement de la maîtrise de la langue et de la culture générale, la répudiation du formalisme et de l'apparat judiciaire, cette prudente distanciation), aient la moindre chance de remédier, au bénéfice de la société, au très préjudiciable effondrement de la parole.

Or c'est précisément au moment où ils ploient sous les effets conjoints de la judiciarisation à outrance, de la surpopulation, des réductions budgétaires, du déclassement socioculturel des magistrats et de tous les niveaux de personnel, que ces même tribunaux en déroute se voient chargés de missions totalement inédites et même contraires à toutes les traditions, à moins de remonter encore une fois à des

phases antérieures à l'État de droit et au pacte d'in-nocence : il ne s'agit plus tant, pour eux, de rendre la justice que de donner satisfaction symbolique aux victimes et aux trop fameuses *familles des victimes*, devenues protagonistes essentiels de tout procès, mais d'abord des procès d'assises, où elles figurent en pleine conformité avec les règles du Spectacle, quitte à proclamer leurs revendications par T-shirts interposés, crises de nerfs à l'appui, accès de rage dignes de tennismen battus (ou vainqueurs) et interviews à la presse entre deux portes.

Par un curieux retour à l'*œil pour œil, dent pour dent* biblique, il semble désormais admis de toute part, sauf peut-être par les textes eux-mêmes, mais on saura bien les mettre à jour, les mettre au pas, que ces familles *ont droit* à des condamnations, pour le coupable, proportionnelles à leur chagrin. Ce que j'avoue n'avoir jamais compris, c'est leur fureur rituelle si le coupable se révèle n'être pas coupable, justement, ou bien dément, et ne pouvoir dès lors être condamné. Le rapport m'échappe entre l'immense douleur d'avoir perdu un être cher, souvent dans des conditions atroces, et la satisfaction compensatoire – *mais compensatoire de quoi ?* – que quelqu'un soit lourdement condamné, quand bien même cette personne ne serait pas le vrai coupable (si, si, si, il faut

qu’elle le soit, et tant pis s’il n’y a pas de preuves), bénéficierait de circonstances atténuantes, ou serait folle. Si la condamnation n’est pas celle à laquelle la famille estimait avoir droit, si la compensation est inférieure à celle qu’elle considérait comme son dû, le moment est venu de prononcer la phrase liturgique :

« C’est comme si Ludivine était assassinée une deuxième fois… »

Le chœur médiatique peut alors entonner le fameux répons sur le *travail du deuil* qui, ainsi qu’il est bien connu jusqu’en la plus reculée des chaumières de montagne, même habitée par de malheureux grands-parents octogénaires, ne saurait en aucune façon être entrepris si les survivants ne se sont pas vu offrir le juste dédommagement symbolique de leurs épreuves. Les exigences du *travail du deuil* sont si strictes que même les fous à lier vont devoir comparaître devant la justice (en présence des T-shirts historiés et vengeurs, *no doubt*), afin de permettre la mise en train de ce douloureux labeur – preuve, s’il en fallait, que même le *deuil* est un phénomène largement *social*, comme le langage, et que, comme lui, il a ses modes, ses époques et même ses scies, hélas : pour un peu on en voudrait à Freud d’être allé inventer celle-là, qui n’est pas sans

pertinence psychologique, certainement, ou psychanalytique, mais dont le règne est un peu lourd, et le retentissement longuet.

Je viens de parler de société de la défiance : elle ne se limite évidemment pas au peu de foi qu'on peut apporter aux promesses des politiciens, aux assurances des chauffagistes ou aux serments de notre maîtresse. La défiance dont le règne de l'anonymat, par prénoms ou "pseudos" interposés, est l'indice en même temps que l'instrument, ne se contente pas de miner les messages et de les dépouiller incessamment de leur vertu performative. Elle préside nécessairement à toute l'existence sociale. C'est elle qui depuis trente ou quarante ans a multiplié les codes et les mots de passe, les portes grillagées, les sas de sécurité. Chacun de nous vit en état de siège permanent, tout occupé à protéger ses biens, sa famille, sa propre personne. Bien entendu la sociologie, fidèle à la triste mission de chien de berger, mordeur de tibias de brebis égarées, que la structure idéologico-sociale lui impose et que le complexe médiatico-politique lui confie, expliquera, statistiques sous le bras, comme pour l'immigration, qu'il en est *toujours* allé de la sorte, et que, même, la sécurité est *plus grande* aujourd'hui que naguère et jadis. Mais quelques-uns d'entre nous ont eu la chance de vieillir et peuvent mesurer d'après

leurs propres souvenirs la criante fausseté de ces allégations (sincères, hélas, dans la plupart des cas, mais faussées par la volonté de trouver ce qu'on cherche et de découvrir l'angle biscornu où les chiffres et les faits s'ordonnanceront en conformité avec ce qu'il fallait démontrer pour le plus grand bien de la paix sociale et surtout de la vertu idéologique).

Les plus jeunes, en revanche, ont peine à imaginer et même à croire vraies quand elles leur sont décrites les sociétés, qui ont longtemps prospéré en Europe, où les immeubles étaient ouverts à qui voulait, où l'on garait les automobiles sans les verrouiller et où l'on n'eût pas songé à attacher une bicyclette qu'on abandonnait un moment contre un lampadaire. Le comble de la grossièreté sociale était d'avoir l'air d'envisager une éventuelle indélicatesse de la part d'un interlocuteur, même inconnu.

Je ne dis pas que de telles sociétés étaient généralement répandues sur le territoire de l'Europe, ni également réparties selon les latitudes. Je ne suis même pas sûr qu'elle aient été tout à fait la norme à l'échelle du continent. De fameuses expériences canadiennes de portefeuilles volontairement perdus et contenant à la fois une certaine somme d'argent et le nom et l'adresse de leur

possesseur ont montré que le taux de récupération, voisin de cent pour cent en Suède (sans doute n’en irait-il plus de la sorte aujourd’hui), variait fortement en fonction des diverses civilisations, ou sous-sections géographiques de leurs aires d’influence respectives. Il reste qu’en nombre de pays et de régions l’honnêteté, le civisme, l’in-nocence, la parole et par conséquent la confiance constituaient le modèle le plus fréquent ; et que dans les campagnes que régissaient ces vertus on n’eût pas songé à tourner la clef d’une maison qu’on quittait pour l’après-midi ni même, en ville, à fermer les fenêtres d’un appartement au rez-de-chaussée. Le vol n’était certes pas inconnu, mais il était la pratique d’une catégorie plutôt rare et presque mythique au sein de la population : celle des voleurs – on pouvait très bien passer une vie entière sans avoir une seule fois affaire à elle.

Cet état de fait ne remontait pas à la nuit des temps, il était au contraire l’aboutissement relativement récent, dans bien des cas, d’évolutions qui avaient duré plusieurs siècles – plusieurs siècles d’un lent travail collectif, d’un long processus d’éradication non seulement de la violence, mais de la nocence sous la plupart de ses formes : le vol, bien sûr, l’importunité, le dérangement, l’agressivité. Qu’on pense au temps qu’il avait fallu pour convaincre une

population entière de ne pas cracher dans la rue, dans les lieux publics, en public, et finalement de ne pas cracher du tout ; ou bien de mettre la main devant sa bouche quand on bâillait. Ces règles à peu près généralement admises vers le milieu du siècle dernier ont perdu en quelques décennies et même en quelques années leur pouvoir de coercition dans les esprits ; et l'on pourrait dater presque à l'année près le moment où tout un peuple, ou bien plusieurs, a cessé de les observer.

Cependant, malgré les tentatives du vocabulaire officiel pour obscurcir indéfiniment les constats, ce n'est pas au seul recul de l'aménité, de la courtoisie, de la civilité – contrairement à ce que voudrait faire croire le terme comique d'*incivilités*, litotiquement employé pour désigner des actes d'agression caractérisée –, que se mesure la décivilisation en cours : c'est à la violence pure et simple, aux arrachages de sacs de vieilles dames, aux attaques à main armée, au racket, à la croissante insécurité dans les trains, dans les métros, dans les autobus, dans les rames du R.E.R., à la surpopulation carcérale, aux assauts menés contre les services publics, contre les commissariats de police, contre les casernes, contre les pompiers, contre les médecins, contre les travailleurs sociaux. Face à ces situations de délitement de l'ordre public,

les gouvernements réagissent en promettant une présence plus marquée des forces de l’ordre, ce qu’ils n’ont guère les moyens ni d’ailleurs la volonté d’assurer, et une surveillance sans cesse accrue des lieux publics. Mais pareille réaction est le signe, je crois, d’un total malentendu.

Il se peut que la population in-nocente accueille favorablement, sur le moment, encore qu’elle n’y croie guère, de telles annonces de renforcement desdites *politiques sécuritaires* ; mais ce qu’elle souhaite à un peu plus long terme n’est en aucune façon une présence policière augmentée, des contrôles d’identité plus fréquents, l’érection de barrières métalliques prétendument infranchissables jusqu’au sein des lycées et des hôpitaux, la multiplication incessante des caméras de sécurité. Elle n’aspire pas à une fortification panoptique du monde et de tous les moments de l’existence, ni à une tranquillité aporétique qui ne serait due qu’à une tension vigilante jamais relâchée. Ce ne sont pas là des idéaux de civilisation, pour le coup. Il n’y a rien dans ces perspectives qui puisse complaire à un désir de monde meilleur, ou moins mauvais. Réprimer, surveiller, punir, outre que les diverses autorités s’en acquittent fort mal, dans l’ensemble, surtout quand il s’agit, pour la moitié de la population, de se protéger de

l’autre comme elle peut, ce ne sont là moyens que de traiter des *symptômes*, infiniment désagréables en soi, bien entendu, mais dont la très improbable éradication par la force publique ne laisserait nullement le malade guéri, ni ne libérerait le territoire des tensions, des haines, des mépris, des vindictes et des cupidités qui les ont fait naître.

Pour commencer de lutter sérieusement contre la violence elle-même, contre le *désir* de violence, contre la volonté de nocence, il faudrait accepter de s’interroger sur le type de société qui les produit. Or nous avons relevé à plusieurs reprises l’horreur de l’époque pour les mauvaises nouvelles idéologiques, dont elle n’a rien de plus pressé que de déclarer qu’elles sont fausses, tandis qu’elle nomme criminels ceux qui ont la malchance ou le courage de les apporter. On conçoit difficilement que puisse être traitée avec bonheur une maladie qu’il est interdit de nommer, ou du moins de désigner comme maladie, alors qu’elle est célébrée de toute part, au contraire, comme un état éminemment souhaitable, une véritable chance pour le pays.

La probable évolution nosologique est assez clairement éclairée par les régions du monde qui, étant passées par les phases sociétales que nous observons dans la nôtre, sont plus

avancées qu’elle dans la marche vers un dénouement. Les deux Amériques, du Nord et du Sud, sont à cet égard hautement instructives, la seconde plus encore que la première, semble-t-il. Aux États-Unis, au sein de certains groupes ethniques, un homme sur dix et même un peu plus est en prison, ce qui, rapporté à la situation française, donnerait à l’actuelle situation carcérale, si désastreuse qu’elle soit, l’aspect rétrospectif d’un paradis. Mais l’élargissement perpétuel des zones de non-droit fait ressembler davantage la situation française telle qu’elle s’annonce et telle que déjà elle peut s’observer ici et là à celles de vastes régions de l’Amérique du Centre et du Sud où la puissance étatique n’est guère qu’un pouvoir parmi d’autres et, dans bien des cas, pas le plus puissant, ni le mieux armé face aux forces de la criminalité organisée, des narcotrafiquants, des milices de défense d’intérêts privés et des diverses subversions.

L’homme (on n’ose écrire le *citoyen* car il n’y a plus de *cité* dont il puisse l’être) est laissé seul et désarmé face aux menaces qui pèsent sur sa personne, sur sa famille, sur ses biens, sur la tranquillité de son existence. Il ne peut plus compter sur la police – combien de plaintes laissées sans suite, déjà, en France, découragées ou enregistrées “pour la forme”, sans engendrer la moindre tentative

d’élucidation, ne parlons pas de justice rendue ? Non seulement elle ne garantit plus aucun ordre, elle constitue elle-même un facteur de désordre et de violence, bien souvent, minée qu’elle est par le sentiment d’impuissance, par l’abandon où elle est laissée de la part des pouvoirs exécutif et judiciaire, par les rivalités en son sein entre factions, filières et “communautés”, et bientôt par la corruption. La Justice n’a plus les moyens de ses missions, et ces missions sont contradictoires, la défense des libertés individuelles, appuyées sur un entrelacs de lois et de règlements eux-mêmes contradictoires, incompatibles, ne s’accommodant plus de la défense de l’ordre public, sans lequel pourtant les libertés sont vaines. Simple affichage désordonné de velléités dictées par les sondages et la campagne électorale permanente, le pouvoir officiel, non plus que le langage désyntaxé, décratylisé, réduit comme lui à un enfilage ininterrompu de chevilles et de formules stéréotypées, ne touche plus aux choses, à la réalité des événements, à la substance du territoire ravagé par son devenir-banlieue précipité. Le babil national nous le répète un milliard de fois par jour : *c’est vrai que* ce n’est pas vrai.

Pourtant l’État, dans l’idéal, est la syntaxe des syntaxes, l’emblème même de cette imposition

de la forme dont *le moins pour le plus* est la structure par excellence et dont le contrat social, la mythique fondation principielle, le *covenant* hobbesien, le pacte d'in-nocence, sont l'accomplissement à la fois le plus ancien et le plus achevé, le plus rigoureux, le plus englobant, le plus parfait dans sa structure, puisqu'il est la condition de tous les autres. La civilisation, ai-je écrit, a été inventée pour rendre possible la solitude. L'État – or il n'est guère de civilisation sans État, encore que le degré le plus raffiné de civilisation impliquerait sans doute un État presque imperceptible, si respecté qu'il n'aurait pas à se manifester et qu'il régnerait par l'absence – a été inventé pour permettre à chacun de devenir tout ce qu'il y a en lui ou en elle de devenir (de positif), sans avoir à se soucier, en cette tâche, de sa sécurité ni de celle de ses possessions, de sa quiétude ni de celle de ses jours. Or nous voyons l'État se contracter de toute part, perdre du terrain, *littéralement*, bien sûr, et ce sont les tristement fameux "territoires perdus de la République", auxquels son autorité échoue à s'imposer et où ses représentants ne peuvent même plus s'aventurer ; mais aussi conceptuellement, juridiquement, symboliquement. Il est pris dans des tenailles où son pouvoir est grignoté à la fois, si l'on peut dire, du dessus et du dessous.

Du dessus, c’est par les diverses instances superétatiques auxquelles il a lui-même, au cours des derniers lustres, abandonné de ses prérogatives en leur donnant barre sur lui : la France est de plus en plus étroitement soumise aux décisions de l’Union européenne, mais aussi à la Charte et aux résolutions de l’O.N.U. et à tout ce qu’elles impliquent d’observance de conventions universelles, à la masse des traités qu’elle a signés, aux diverses institutions juridiques internationales ou européennes et à leur jurisprudence. L’électeur se fait de grandes illusions sur les possibilités d’action qu’il prête à ses gouvernants, fût-ce le premier d’entre eux. Dans nombre de cas, gouverner n’est plus qu’appliquer docilement des directives venues d’ailleurs.

Du dessous, c’est par les niveaux absurdement nombreux de pouvoirs territoriaux qu’il a créés ou laissé se créer et auxquels il continue de déléguer des parts croissantes de ses prérogatives traditionnelles, en espérant soulager ses finances par ces abandons intéressés, d’autant qu’il se garde bien de les compléter par de parallèles abandons de ressources. Mais c’est aussi, et plus gravement, par une masse d’intérêts privés.

On ne sait d’ailleurs s’il faut ranger ces empiétements-là parmi ceux qui viennent d’en

haut ou ceux qui viennent d’en bas, car, ainsi qu’il a été maintes fois remarqué, nombre de sociétés multinationales sont désormais plus puissantes et d’abord plus riches que nombre d’États. Il n’est pas jusqu’à des entités de droit privé à caractère humanitaire ou philanthropique qui ne puissent être de plus de poids, dans leurs champs d’intervention particuliers, non seulement que tel ou tel État, mais que l’organisation internationale spécialisée. Un Bill Gates met en avant plus d’argent, sur certains projets sanitaires d’importance vitale pour la planète, que l’Organisation mondiale de la santé. C’est certes infiniment généreux de sa part, et on ne peut que lui en être reconnaissant, de même que les Africains pauvres et malades qui profitent de ses largesses. Mais il arrive toujours un moment où celui qui contribue le plus largement à un budget donné laisse paraître l’intention, somme toute assez légitime, d’en contrôler la gestion. Et en pareil cas il n’est pas sans exemple – et il le sera de moins en moins – que l’opinion et les désirs d’une puissante société privée, voire d’un seul homme, l’emportent non seulement sur ceux d’un État mais de plusieurs et peut-être même, en l’occurrence, de tous les États de la Terre. Or ce n’est bien conforme à nul contrat social, et encore moins au pacte d’in-nocence. Car ce *moins pour le plus* que s’impose chaque individu

en manifestant civiquement son adhésion au pacte mythique de citoyenneté, il n’y consent pas en faveur d’un autre particulier, ou d’un groupe donné de particuliers ; il y consent au bénéfice de tous ses concitoyens sans exception, subsumés qu’ils sont, comme il l’est lui-même, par convention (et c’est la convention des conventions), dans l’existence de l’État.

L’accroissement de puissance et de présence des dites “multinationales” fait plus que coïncider avec le recul de l’État : elle y adhère, elle colle à lui par ses avancées, elle en profite même quand elle ne le provoque pas ; et c’est au bénéfice souvent très littéral de la visibilité de sociétés commerciales que s’opère le notoire “désengagement” de la puissance publique. Les Parisiens auront gardé en mémoire cette partie de façade du musée d’Orsay arborant en lettres hautes de deux étages le nom de la marque Chanel. Une part de plus en plus importante de l’activité d’un conservateur, *directeur* ou *président* de musée (ces nouvelles appellations soulignant bien l’évolution), d’un responsable de monument historique public, d’un directeur de laboratoire national de recherches, consiste à approcher et si possible à séduire les présidents de grandes sociétés pour que, dans le cadre de leurs activités de mécénat, ils investissent dans leur

institution afin de permettre des expositions, quelquefois des acquisitions, des travaux de restauration, des expérimentations scientifiques. Et ces chefs d’entreprise, en échange, déploieront leur “logo” sur les affiches, préfaceront le catalogue, consacreront d’immenses bâches au renom ou à la publicité de leur firme. Et bientôt, fatalement, ils influenceront les programmations et pourraient bien finir par dicter leurs choix – les exemples ne manquent pas.

Encore leur poids n’est-il rien encore, dans les domaines de la culture, de l’art ou de la recherche scientifique, comparé à ce qu’il est sur le terrain du sport. On imaginerait le sport professionnel, au moins dans certaines disciplines, tout à fait à même de subvenir à ses propres besoins ; mais en fait il est bien peu de ses activités, telles qu’elles sont aujourd’hui conçues, pratiquées et financées, qui pourraient ou voudraient subsister sans l’argent des firmes. On sait peu de lieux à la densité publicitaire plus forte que les stades, surtout lorsque la télévision se mêle de retransmettre les compétitions. Et les plus prestigieuses courses de voile, si l’on en croyait les images qu’elles présentent d’elles-mêmes, paraîtraient n’être jamais disputées qu’entre des banques et des usines de jambon à l’eau [note aux imprimeurs : non : pas *à l’os*, à l’eau].

L’emprise de l’argent, des entreprises, des marques, de la publicité, est parvenue à rendre affreux quelques-uns des plus jolis spectacles que l’homme avait appris à se donner à lui-même. Qu’y avait-il de plus frais, de plus gracieux, de plus élégant que des régates aux voiles blanches, dans une baie ourlée d’écume ? Et qu’y a-t-il de plus vilain, de plus bête, de mieux à pleurer, que ces départs de prétendus courses ou tours du monde “en solitaire” où ne se gonflent d’enthousiasme conquérant, entre les mâts, que les sigles et les emblèmes de tout ce qui détermine ou constitue, le reste de l’année, ce que nous mangeons après nos courses à l’hypermarché, les livrées qu’arborent nos enfants dans leur imbécile idolâtrie des marques, ou bien ce que nous faisons de notre argent quand nous en avons et nous laissons séduire par les divers *produits* des banques, comme elles disent menteusement dans leur sabir (mais *produit* sert aussi pour les livres et les disques, à présent : c’est peut-être une consolation…) ?

La montagne et ses sports ne sont pas plus épargnés que la mer et les siens par les oriflammes dominatrices et par les écussons de propriété des firmes dont ils sont la spécialité, quand ce n’est pas la chasse gardée. Ici l’emprise semble même plus intime qu’à la

mer, porter plus directement sur la personne, sur l'individu, sur son vêtement dont on voit bien qu'il ne lui est que prêté, imposé, infligé en échange de sa liberté, et certainement de sa dignité. On imaginait le ski lié aux grands espaces, à l'aventure, à la liberté, et sans doute le fut-il à l'origine. Il l'est davantage aujourd'hui aux plus grégaires et dévastateurs des mouvements de masse à dates fixes, au massacre systématique des paysages de montagne et au lamentable spectacle de ces malheureux sportifs qui, lorsqu'ils sont interviewés après une victoire, ont tous les signes de leur servitude, les noms des marques qui les vêtent, qui fournissent leurs accessoires et acquittent les frais de leur carrière, serrés le plus densément possible sur les parties hautes de leur combinaison pour bien figurer à l'intérieur des écrans de télévision – jusqu'à leurs lunettes et leur bonnet qui sont des chiffres d'esclavage.

Cela dit ce sont *tous* les sports sans exception que la décivilisation, marchant main dans la main avec la commercialisation, l'infantilisation et la projection dans l'ère du spectacle planétaire, a dépouillés de leur raison d'être morale et de leur appartenance à l'empire de la forme. Le tennis n'a rien gardé de ce qui fit sa grâce en se soumettant non sans ravissement, hélas, au régime de la publicité lui aussi, des

courts tapissés des noms des “sponsors”, des joueurs accoutrés presque aussi laidement que des patineurs “artistiques”. Quel sens peut bien avoir pareille activité si elle n’est pas un exercice de la maîtrise de soi, d’ordonnancement de l’être, de soumission de l’intelligence, de l’habileté, de la volonté et de la force à la contrainte admirée, désirée, formatrice, d’une règle ? Au lieu de quoi ce jeu qui fut si noble n’est plus, parmi les panneaux étalés de la réclame et sous l’œil des caméras “du monde entier”, selon l’expression consacrée, que bras d’honneur à peine stylisés y compris quand on gagne (« ouahhh qu’est-ce que j’lui ai mis, au mec ! (ou à la nana) »), grimaces de dépit ou de provocation, appels à applaudissements plus fournis de la part des applaudis même, vautrages hystériques sur la terre battue ou le gazon parce qu’on a remporté un jeu, une manche ou le match.

Une telle évolution des pratiques est bien entendu liée, et elle s’en targue, bien consciente que c’est là ce qui la rend inattaquable, à la démocratisation, laquelle n’est pas séparable en l’occurrence, et peut-être ne l’est-elle jamais en société pan-médiatique (c’est-à-dire, rappelons-le, *immédiatisée*), de ce qu’on est tenté d’appeler la *spectacularisation*, le devenir-spectacle de tout, et spectacle universel, tel que seuls pouvaient

l’assurer la télévision d’abord, Internet aussitôt après. C’est le spectacle, c’est plus trivialement l’“audiovisuel”, qui a rendu le tennis populaire, sans doute parce que quelque chose en lui s’y prêtait, car après tout il n’est rien arrivé de pareil à l’opéra, par exemple – à moins de considérer que les formes populaires contemporaines de spectacle musical sont à l’opéra ce que le tennis contemporain est à celui de l’âge classique (les années vingt, semble-t-il).

Que telle ou telle activité entre dans l’orbite du spectaculaire universel la transforme évidemment, elle ; mais la prégnance du spectacle a tout autant d’effets sur les spectateurs que nous sommes tous en permanence, à notre corps plus ou moins défendant. Faut-il souligner ici le double sens du mot *écran*, qui désigne à la fois les diverses lucarnes devant lesquelles nous passons un si grand nombre de nos heures – récepteur de télévision, ordinateur, téléphones portables, pour ne rien dire du vieux cinéma et de ses salles obscures – et le paravent, le cache, le rideau qui empêche de voir, qui *fait écran* ? Le fétichiste le sait bien, et le fétichisme mieux encore : *tout* voir c’est ne rien voir ; n’est vu que ce qui est sélectionné, choisi, élu, cadré par la connaissance, le désir et la nomination, ou encore par la peur, la phobie, l’obsession.

Entrent ici en collision, en collusion, deux phénomènes qu'on aurait cru devoir mener chacun son chemin contradictoire mais séparé : le *soi-mêmisme*, cet attachement au soi tel qu'il est, cette coïncidence avec soi-même qui rend obsolètes, insupportables, incompréhensibles et surtout indésirables les rites du tennis classique, les rôles de l'éducation traditionnelle, les règles de la syntaxe, les conventions de la démocratie et les protocoles de l'État de droit ; et, en face de lui, en miroir, le *spectacularisme* – je ne trouve décidément pas d'autre mot –, cette omniprésence des images, et surtout des images en mouvement, qui baigne l'enfant dès son plus jeune âge et l'adulte toute sa vie : dessins animés, jeux vidéo, cassettes pornographiques et violentes, DVD de toute sorte. Le soi-mêmisme dissuade l'être de se détacher de lui-même, d'être l'*acteur* de sa propre vie, de se prêter au code, à la grammaire, à la politesse, à la Constitution. Privé de la ressource soigneusement mesurée du spéculaire, resté en deçà du stade du miroir, incapable du dédoublement *joué* qu'impliquent la vie sociale, la vie professionnelle, la vie de citoyen, la littérature et la civilité ou même leur minimale variante tardive, le triste *vivre-ensemble*, ils ne peuvent entrer dans un spectacle ou dans un jeu sans y entrer tout entiers, au point que c'est bientôt le monde lui-

même qui devient jeu, représentation, spectacle, toute frontière étant abolie entre le monde de l'image et la dite "réalité".

Que la réalité se fasse jeu, et de préférence jeu d'enfants, cela est emphatiquement marqué par la popularisation, depuis trente ans, du mot *ludique* et par ce que nous ne pouvons pas ne pas appeler, au point où nous en sommes dans les néologismes plus ou moins seyants, la *ludification* de l'existence. Que le jeu tienne une grande place dans l'enseignement n'est pas tout à fait une nouveauté ; mais que, de là, il gagne toutes les activités de la vie adulte, y compris celles qui passaient pour les plus sérieuses, est inédit. Il n'est pas jusqu'à la banque qui ne doive revêtir, au moins marginalement, le caractère d'une plaisanterie : au point qu'il est parfois difficile d'obtenir des carnets de chèques où ne fleurissent pas des personnages de bande dessinée, et que même les relevés de comptes ne sont pas à l'abri des horribles *smileys* et autres petits personnages plus ou moins caoutchouteux chargés de figurer les bonheurs présumés de l'emprunt à taux variable ou du compte rémunéré. C'est à se demander si les sociétés de pompes funèbres ne vont pas se mettre elles aussi aux *comics*, après la poste et les assurances. L'État lui-même n'y répugne pas tout à fait, jusqu'aux abords de ses

formulaires fiscaux. Et peut-être n’y a-t-il pas lieu de s’en étonner bien fort alors que se font toujours plus subtiles les frontières certes poreuses dès l’origine, mais bien réelles, et officiellement rigoureuses, qui séparaient naguère l’activité politique du divertissement médiatique et du show business : une carrière d’élu de la nation ne saurait prendre quelque ampleur sans passage obligé et de préférence réussi dans les émissions de divertissement de la télévision, et l’on dirait bien que c’est le milieu de la chanson populaire, du *one man show*, du sketch, qui offre aux personnalités les plus visibles du monde politique leur entourage de prédilection, leurs compagnons de voyage, leurs confidents ou leurs conjoints.

On a peu remarqué parmi les divers épisodes, scènes et tableaux retentissants de l’“affaire Strauss-Kahn” et de la chute du moghol, que son épouse, la journaliste Anne Sinclair, était occupée, le jour du drame, à fêter le cinquantième anniversaire du chanteur de variétés Patrick Bruel. On imagine la tête de Mme de Gaulle à l’anniversaire de Gilbert Bécaud. Mais il faut nous y résigner : le “milieu naturel” de ceux qui ont en main la charge de la République, ou aspirent à l’avoir, c’est celui du spectacle, dont ils envient et comptent bien exploiter à leur profit la popularité. Il n’y a d’ailleurs pas lieu de mettre en cause la

sincérité de ces affinités. C’est bien dans ces cercles-là que se jouent notre sort et celui de la patrie. Catherine II faisait des pieds et des mains pour avoir auprès d’elle Voltaire ou Diderot. Le meilleur ami de Clemenceau était Claude Monet. De Gaulle répondait personnellement, et longuement, à tous les envois de livres de Mauriac et de Montherlant. L’actuel chef de l’État se targue de connaître par cœur toutes les chansons de Johnny Hallyday. Chacun son monde.

« Javert tient boutique », disait Muray pour fustiger la place, spectaculaire, des libraires dans la police de la pensée (je ne compte plus le nombre de lecteurs potentiels qui se plaignent à moi, comme si j’y pouvais quelque chose, de s’être fait insulter d’une manière ou d’une autre, dans certaines librairies, pour avoir eu le front de demander tel ou tel de mes livres) ; on pourrait, en paraphrasant ce grand disparu, soutenir que Gnafron nous gouverne, à moins que ce ne soit Eddie Barclay, ou l’Orlando de Mme Dalida.

Un des principaux membres du gouvernement perd son poste à cause de vacances passées à l’étranger au mauvais moment au mauvais endroit, et qui furent l’occasion de sa part, qui pis est, de tractations d’affaires d’ordre privé ; mais personne ne semble s’étonner

d’apprendre, grâce à cet épisode mal seyant, qu’un amuseur bien connu figure parmi le cercle le plus intime des compagnons de voyage de cette haute personnalité du gouvernement. Ses collègues ministériels, à commencer par ceux qui sont en charge des départements les plus austères, peuvent se montrer intarissables, et d’une érudition sans limites, sur les titres du top 50 dont est chargé leur MP3 et qu’ils tiennent à avoir à leur disposition même dans les moments où ils vaquent aux plus hautes affaires de l’État. En effet, la *musique*, comme dit le ministre du Budget pour parler d’IAM, c’est ’hyperimportant pour eux. Peut-être sont-ils guidés dans leur écoute, aussi, par la nécessité de faire des choix pertinents pour l’animation de leurs futurs meetings de campagne. Il n’est plus question en effet d’une réunion électorale de quelque portée, du lancement officiel d’une candidature, d’un exposé de programme, qui ne soient en même temps des spectacles et des concerts, et pas seulement des spectacles politiques et des concerts de louanges aux candidats mais de véritables *shows*, où se produisent les artistes de variétés les plus renommés possible. Il est même arrivé que parmi les candidats aux plus hautes fonctions de la République il s’en rencontre qui ne soient pas hostiles à pousser la chansonnette et se comportent sur scène, c’est le cas de le dire, en

vedettes de spectacle, éventuellement conseillés par des personnes ayant fait leurs preuves dans ce genre de carrière.

La politique n’est pas seule, il est vrai. On en a déjà touché un mot plaintif, avaler son petit déjeuner dans un hôtel, déjeuner ou dîner dans un restaurant, prendre un verre à la terrasse d’un café, marcher dans la rue, attendre un train, se préparer au décollage d’un avion et même feuilleter des livres dans une librairie, hélas, il n’est plus guère d’activités qui échappent à la terrible “musique”, au sens moderne du terme, autant dire à l’odieuse *sonorisation*. On a vu tomber cette saison même France Culture, de moins en moins culturelle il est vrai, de plus en plus présentéiste et “décrypteuse de l’actualité”, dont la plupart des producteurs semblent avoir reçu pour consigne qu’il ne se passe jamais un quart d’heure sans son jingle et sa minute ou deux de variétés obligées. La “musique” (au sens du mot dans « j’vois j’ai l’gamin sa musique c’est sacré » (cette *maman* ne croit pas si bien dire…)), la “musique” pourrait bien précéder jusqu’aux téléphones portables (elles et eux ne sont plus incompatibles…), au grand concours des pires nocences de la modernité c’est-vrai-qu’iste. Ceux qui l’infligent à leurs contemporains doivent estimer qu’avec elle on peut tout faire passer, les pires attentes, la

roulette au fond des molaires, les messes catholiques, les “cultes” protestants, les meetings électoraux, les discours, l’endoctrinement général. Elle est le lubrifiant universel de ce qui survient. Et les malheureux auxquels elle infligerait les plus cruelles horripilations ne doivent espérer aucune pitié. Vous n’aimez pas la musique ? Vous n’aimez pas la musique ? (Dieu sait qu’ils n’y mettent nuls guillemets.)

Bien entendu la politique a de tout temps fait une grande part au spectacle et incorporé une énorme part de *représentation*. Mais elle restait l’élément fort, l’élément désirable du couple. Elle empruntait au spectacle pour être encore mieux ce qu’elle était, elle lui demandait des leçons pour se perfectionner dans son domaine. Le rapport s’est aujourd’hui inversé. C’est le spectacle, c’est la représentation, c’est le show-business qui sont la puissance, le fétiche, l’objet de désir et de prestige. La télévision le montre à merveille. Bien sûr nous avons en tête cent exemples d’une extrême servilité de ses desservants – qui, par définition, participent tout entiers de la société du spectacle – à l’égard du “véritable” pouvoir, c’est-à-dire en l’occurrence du pouvoir politique tel qu’il s’exerce directement sur eux, à travers ses plus hautes instances (et presque uniquement, même, le chef de l’État). Mais

combien plus nombreux et plus frappants sont les exemples *en sens inverse*, de ces hommes et femmes politiques humiliés par les journalistes, d'une part, par leur familiarité, leur narquoise goguenardise, et d'autre part par les différents "artistes" qui leur sont imposés ou qu'ils sont trop heureux d'avoir pour compagnons de plateaux. Combien les acteurs, les chanteurs, les amuseurs, bien d'accord en cela avec les animateurs d'émissions, leur font bien sentir, à ces élus du peuple, ou qui voudraient l'être, que ce sont eux, les histrions, les professionnels du spectacle, qui sont chez eux dans l'espace public par excellence (et longtemps quasiment unique, au moins jusqu'à l'apparition de la Toile) que constitue la télévision ! Ce sont eux, avec leur aisance, avec leur succès, avec leur argent, avec leur popularité auprès du public, qui sont là dans le monde réel, celui où leurs codes seuls sont performatifs, où ils donnent le la. La grande majorité des ministres, des chefs de parti, des députés, des aspirants politiciens, se montrent en face d'eux empruntés, déplacés, timides, maladroits. Sans doute n'ont-ils pas d'ailes de géants mais assez de plumes inutiles encore pour être empêchés de marcher dans ce jeu-là. Et s'ils ne le sont pas, en général, ce n'est pas qu'ils soient victorieusement parvenus à garder leur quant-à-soi quand ils en ont un – cela, le médium ne le permet pas –, c'est au contraire

qu’ils sont passés avec armes et bagages de l’autre côté de la barrière invisible et qu’ils ont fait jouer avec succès, auprès du spectacle, une demande de droit d’asile. On se souviendra qu’un des plus habiles et redoutables jouteurs de *talk-shows* de la fin du siècle dernier, Bernard Tapie, ministre de la Ville et tête de liste aux élections européennes, s’est reconverti sans encombre, mieux qu’un Michel Noir avant lui, dans le *vrai* théâtre. Partout dans le monde, à l’inverse, les acteurs font florès en politique. Un chanteur vient d’être élu à la présidence d’Haïti. Tous peuvent s’abriter derrière le précédent de Ronald Reagan, figure hollywoodienne de second plan, qui n’a pas fait plus mal qu’un autre sur la scène internationale.

Dans le monde spectaculaire, où s’est effacée la différence entre la notoriété et la gloire (celle-ci n’ayant d’ailleurs plus de sens : Pierre Perret est “plus connu” qu’Yves Bonnefoy, et recevra plus d’attention que lui aux heures respectives de leur mort), ce sont, assez logiquement, les professionnels du spectacle qui règnent. Très significatifs à cet égard, parce qu’est clairement désigné là le site du prestige social, du désir politico-sexuel, de la libido potestatis, les conjoints des puissants, que ceux-ci, princes, ministres ou chefs d’État, appartiennent à l’ancien ou au nouveau régime

de la puissance : acteurs, actrices, journalistes (de télévision de préférence – les plus visibles), mannequins.

Les défilés de mode, auxquels la télévision française ménage chaque année et plusieurs fois par an une si grande place, exposent bien, eux aussi, cette déréalisation de l'existence qui semble au cœur de ce qui nous arrive. Non seulement les mannequins, si bien nommés, semblent avoir reçu pour consigne d'afficher une expression aussi *absente* que possible, aussi lointaine, aussi *otherwordly* et, il faut bien le dire, paradoxalement aussi hostile, aussi méprisante qu'il est concevable, non seulement il leur faut marcher, Dieu sait pourquoi, de la façon la plus bizarre, la plus ridicule, la moins élégante et – mais je ne suis pas spécialiste – la moins séduisante qu'on puisse imaginer, mais c'est pour n'arborer jamais que des vêtements importables, des vêtements d'un autre monde eux aussi, des vêtements qui relèvent (non sans talent, peut-être) du costume de théâtre, du déguisement, du carnaval, de la farce. Qu'est-ce qu'une mode dont tout l'apparat a déjà versé dans le pur spectacle, justement, dans la représentation de sa représentation, dans le terrible *second degré* figé, arrêtant arbitrairement à la plaisanterie instituée le jeu infini du sens, ses renversements perpétuels ?

Toutefois il est juste de reconnaître qu'en face la "réalité", la rue, l'expérience quotidienne hors spectacle (théoriquement), paraît très disposée à faire la moitié du chemin au moins en direction du Spectacle, pour une abolition des frontières entre ces deux mondes. Spectacularisation, infantilisation, néo-tribalisme, naïf désir d'exotisme et d'altérité figée, instituée, écrite dans la chair ; de plus en plus nombreux sont les hommes et les femmes (les hommes homosexuels jouant ici un rôle de pionniers, pour le meilleur et pour le pire) qui paraissent être passés volontairement, déjà, de l'autre côté du miroir et vivre en permanence, grâce aux tatouages, aux anneaux dans les oreilles, dans le nez, aux sourcils, sur la langue ou ailleurs, aux cheveux verts fluo traités en crête d'autruche, aux tenues sadomaso, *country*, néo-*new age* ou néo-gothique, dans le théâtre, la scène de genre, le peep-show, de toute façon la représentation. Ces déserteurs enthousiastes du réel paraissent bien l'être aussi du contrat social, souvent, et plus sûrement, malgré les références érotiques qu'ils affichent, du monde adulte.

Faut-il rapprocher d'eux ces citoyens des deux sexes qui prennent si grand plaisir à leurs jeux de rôles qu'ils ne les quittent plus guère, ou bien ces personnes de grand âge, hommes et femmes elles aussi, qui se lancent dans les arts

martiaux et en suivent les cours auprès de leur maître coréen ou chinois, avec toute la gravité appliquée, tendue, docile, pleine de bonne volonté, que les contemporains jugent d'un autre âge chez les enfants dans leurs études mais réservent respectueusement, pour eux-mêmes, aux activités les plus niaises ou les plus étrangères à leurs traditions ? Comme ces vaillants vieillards ont déjà été victimes d'agression, tous, et qu'ils veulent pouvoir se défendre à l'avenir, on ne sait s'il faut ranger le spectacle qu'ils offrent parmi les témoignages sur la montée de la violence, et sur le caractère désespéré des méthodes retenues pour tâcher d'y faire face au lieu d'essayer de s'en débarrasser, ou bien s'il faut y voir un signe de plus du devenir-enfant, à l'œuvre de toute part. Infantilisme et violence vont couramment de pair, on l'a vu, de même que grossièreté et gnangnanisme : les grèves font chier comme pas possible, mais le baccalauréat, faut pas croire, c'est aussi une épreuve pour les papas et les mamans ; moi je dis que c'est pas normal qu'au karaoké tu te fasses buter (tu vois).

Pour la culture il y a ou il peut y avoir de l'humour partout, des occasions de comique dans la métaphysique comme dans la mort, du rire et plus encore du sourire dans toutes les circonstances de la vie et dans les plus grandes œuvres de l'esprit – inutile de convoquer une

fois de plus, ici, Kafka se tordant de rire à la lecture de *La Métamorphose* : qu'il suffise de se rappeler que pour les amateurs rien n'est plus *drôle*, aussi, qu'*À la recherche du temps perdu* ou les *Mémoires* de Saint-Simon, et qu'il flotte même un souffle d'amusement délicieux sur les frondaisons sévères de Pascal ou de Kierkegaard. Il en va de l'humour comme du lyrisme, au fond : je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils ne sont tolérables qu'à cette condition, mais je crois qu'ils sont d'autant plus précieux qu'ils ne font pas l'objet d'une quête de tous les instants, qu'ils arrivent en sus, en supplément gracieux, de façon *incidentale*, dirait l'anglais, comme des paradoxes, même, peut-être, des exceptions, des marges, en des systèmes qui paraîtraient ne pas y penser.

L'inculture, en revanche, et bien sûr l'ère postculturelle, celle du *tout culturel*, celle qui a noyé la culture en appelant *culture* tout et n'importe quoi de même qu'elle a assassiné la musique en appelant tout *musique*, veulent leur rire bien reconnaissable, soigneusement étiqueté, à la fois séparé du monde, pour qu'on puisse bien le distinguer, et omniprésent, comme un philtre d'oubli, une drogue, un refuge à tout moment offert, sous les espèces du *blockbuster* ou du gros film comique à la française, qui permet d'autant mieux de se changer les idées que les idées sont moins

notre fréquentation familière. C’est l’inculture, ce n’est pas la culture, qu’il faut à tout moment distraire, et de préférence amuser.

Virginia Woolf, dans un moment d’abandon, trouvait que les *lower orders* étaient d’un poids bien lourd, dans la vie quotidienne et au fil de l’histoire, pour l’élite culturelle. Que dirait-elle aujourd’hui que, déculturation et prolétarisition aidant, tout le monde appartient plus ou moins aux *lower orders* ? Il n’est pas jusqu’aux lois en faveur de la natalité, celles qui subventionnent les familles ou non-familles nombreuses, qui ne concourent très activement à l’augmentation proportionnelle, au sein de la société en général, du prolétariat au sens antique, sinon étymologique : à savoir la masse des hommes et des femmes dont la fonction principale dans la cité est de se reproduire, de faire des enfants. Ceux-là sont payés à cette fin et je me suis laissé dire qu’il n’était pas tout à fait sans exemple que ce fût, parfois délibérément de leur part, leur principale, voire leur unique, source de revenus. Inutile de relever que l’attrait économique et autre de pareil arrangement d’existence ne s’exerce pas autant sur les catégories sociales les moins défavorisées que sur celles qui le sont le plus.

Il nous est arrivé de faire état ici de ce que nous avons appelé pompeusement des

“renversements anthropologiques”. C’en est un aussi, et de première importance, que celui, survenu vers la fin du xixe siècle, je crois, avec les progrès de l’hygiène et les débuts de la médecine sociale, qui a vu s’inverser le différentiel de fécondité entre les classes privilégiées et les autres. Avant cette date, c’étaient les riches qui faisaient beaucoup d’enfants, ou qui du moins avaient les moyens d’en maintenir en vie une grande proportion. Après cette date ce sont les pauvres, et le phénomène s’est élargi à l’humanité tout entière, valant aussi bien pour les pays que pour les individus ou plutôt les couples. C’est un des mythes de l’historiographie moderne, qui en a tant imposé, que l’étroitesse numérique d’une classe privilégiée qui aurait soumis à sa volonté – économique, surtout – de larges masses défavorisées. La bourgeoisie de la Belle Époque, non seulement en France mais dans tous les pays développés (et ils étaient d’autant plus développés qu’il en allait bien de la sorte), était une classe nombreuse. En atteste ce très précieux témoin, toujours, contre les projections rétrospectives des historiens idéologues : l’architecture ; et cela malgré les destructions massives, c’est le cas de le dire, des maisons bourgeoises de la province et des environs de Paris. Paris 1900, on peut encore le constater de nos jours, était une ville bourgeoise pour plus de moitié. Et il

en allait de même de Londres, de Berlin, de Vienne et de la plupart des grandes capitales européennes. On ne comprend plus qui pouvait bien descendre dans les très nombreux “grands” (et énormes) ou “bons” hôtels des très nombreuses stations thermales, stations climatiques ou stations balnéaires de l’Europe d’avant la Grande Guerre, et d’avant la Seconde encore : c’est la même classe qui a disparu des salles de concert et dont l’évanouissement progressif a fait se fermer tant de théâtres.

Est-ce ici le lieu de rappeler que tout envahisseur ou tyran – dictateur ou idéologue – qui veut soumettre un peuple commence par faire disparaître ses élites ? Qu’on songe à Katyn, qu’on songe à la Révolution culturelle chinoise, qu’on songe au Cambodge des Khmers rouges. Cette observation vaut aussi pour les dictatures sans dictateur, et même sans volonté arrêtée de tyrannie. Et il y a d’autres moyens que le massacre pour procéder à cet effacement : il y a la rééducation permanente, l’endoctrinement ubiquiteux, le “décryptage de l’actualité”, le démantèlement de la culture générale, l’enseignement de l’oubli (nous laisserons de côté pour cette fois la sonorisation universelle et l’omniprésence de l’information sportive).

Chacun des états successifs d’une civilisation, comme chaque civilisation selon son ère d’influence, se distingue par le niveau spécifique de son discours médian : à qui s’adresse la parole la plus audible, la plus représentative de l’époque, au xviie siècle, au xviiie siècle, de nos jours ? À qui parlent la tragédie classique, Mme de Lafayette, Marivaux, le roman bourgeois, le cinéma “qualité française”, la Nouvelle Vague, *Le Monde* en 1960, *Le Monde* en 2010, France Musique en 1970, France Musique aujourd’hui ? À la classe socialement dominante bien entendu, mais aussi *numériquement* dominante au sein des milieux qui font la rumeur culturelle d’une période donnée. Un Gregory Clark a bien montré comment en Angleterre, aux siècles classiques et jusqu’à l’époque moderne (mais plus du tout à l’époque contemporaine), les classes supérieures, c’est-à-dire les plus riches mais aussi les plus instruites, les plus civiques, les moins délinquantes, les plus productives économiquement, culturellement et administrativement, avaient, par leur meilleure résistance à la mort infantile et prématurée plus encore que par leur taux supérieur de fécondité, progressivement fait pencher en leur faveur les relations de proportion quantitative entre les classes. Bien sûr, l’héritage économique étant très inégalement divisé à chaque génération, on assiste, pour la majorité

des individus appartenant par la naissance à ces classes favorisées, à ce que Clark appelle après d'autres *downward mobility* : les fils les plus jeunes des familles nobles, en une ou deux générations, se fondent dans la *gentry*, les enfants cadets du *squire* deviennent de petits propriétaires terriens, les derniers-nés des petits propriétaires se font cultivateurs, laboureurs, fermiers. On s'amuse de ces paysans anglais ou écossais qui ont toujours à portée de récit la légende familiale selon laquelle ils descendent de tel ou tel grand seigneur, voire des rois de Wessex ou de Mercie, des chefs des Angles ou des Pictes. Mais il y a souvent un peu de vrai dans ces romans familiaux ou dans ces épopées. Et la compensation à la *downward mobility* des individus c'est la *upward mobility* des groupes sociaux, non pas nécessairement en cela qu'ils deviendraient de plus en plus riches et influents, quoique ce ne soit pas incompatible, mais en ceci que, selon cette structure-là, ils sont composés d'individus de plus en plus proches, par leur origine, des classes supérieures, sensibles à leurs valeurs, familiers de leurs modes de raisonnement, attachés comme eux au contrat social (si peu *social* soit celui-ci, au sens moderne du terme).

Le mouvement civilisationnel en Occident a largement consisté en un progressif

embourgeoisement des classes moyennes et même, dans une mesure assez sensible, de la paysannerie et des classes laborieuses. Les films anglais du milieu du xxe siècle montrent une petite bourgeoisie et une classe ouvrière souvent très “bourgeoises”, au moins de référence, dans leur façon de se vêtir, de se tenir (surtout chez les femmes, alors nets instruments de “promotion sociale”), d’agencer et de décorer leur maison. Comme à l’accoutumée, l’architecture et les arts décoratifs, ou seulement *domestiques*, plus encore que la peinture et la littérature, qui peuvent plus aisément mentir car ils relèvent au premier degré de la “représentation”, suggèrent une paysannerie moyenne, en France, au xviiie siècle, très éloignée des images que nous en donnent la plupart des historiens modernes et, sinon *bourgeoise*, mot qui dans ce contexte n’aurait pas grand sens, du moins hautement civilisée et souvent raffinée dans la mesure où les arts et artisanats d’agrément, de représentation esthétique et sociale – qu’ils portent sur le costume, le mobilier, l’agencement des portes et fenêtres, des toits, des cheminées et de leurs parements –, tiennent une grande place dans sa vie quotidienne ; laquelle n’est nullement vouée à la simple survie et à la reproduction, au temps sans valeur, sans valeur gratuite, sans autre valeur que laborieuse et de marchandise :

toutes marques de l’existence prolétarienne au sens strict, telle qu’il ne convient jamais que de la distraire et de l’amuser, d’occuper son temps, celui du moins qui n’est pas consacré au travail quand il y en a et à la reproduction.

Il faudrait d’ailleurs faire une place à part aux objets, aux matières, à l’environnement sensible, dans la prolétarisation générale aujourd’hui. Une famille paysanne moyennement aisée du xviiie siècle vivait non pas peut-être entourée mais au contact régulier de beaux objets bien fabriqués qui lui donnaient, comme on dit, le sentiment de la beauté ; et ses assiettes de faïence ou ses armoires d’aïeule nous paraissent à présent précieux. Nos propres objets domestiques, exception faite éventuellement de ceux qui relèvent de la haute technologie, susciteront sans doute assez peu l’admiration des générations à venir, s’il s’en présentent, car il est peu probable qu’ils parviennent jusqu’à elles, tant ils sont faits de camelote, tant ils sont de naissance des objets pour la mort, leur mort à eux et la nôtre. Nous vivons ceints d’objets médiocres, nous touchons du matin au soir cette matière si honteuse d’elle-même, la matière plastique, qu’elle n’ose même pas porter de nom qui lui soit propre. Un nombre croissant de nos contemporains (croissant à mesure que croit la prolétarisation) passe ses

journées entre des murs qui ne sont pas des murs, dans des maisons qui ne sont pas des maisons, au sein de villes qui ne sont pas des villes.

Puisque nous en sommes en passant aux présumés renversements anthropologiques et aux moments clefs de l’évolution de l’espèce en son rapport au monde et à elle-même, il faut mentionner celui qui, en l’espace de dix ou vingt ans, vers le milieu du xxe siècle, vit l’abandon à peu près total de la pierre comme élément capital de toute construction digne de ce nom. On savait de longue date qu’on pouvait construire en brique, on avait certes l’expérience du bois et celle, plus modeste, du pisé, on a découvert avec le béton et ses dérivés qu’on pouvait construire en n’importe quoi, en rien, en parpaing, en siporex, en meringue, en papier à cigarette, en crème fouettée. Un monde nouveau, un monde prévu d’emblée pour être remplacé, un monde calculé selon les seuls critères de son amortissement en mois et en années, pouvait alors sortir de terre avec ses lotissements, ses villas en biscuit, ses maisons Bouygues ou Phénix, ses hangars, ses abris de stabulation en tôle ondulée, ses lycées et ses collèges considérés comme vétustes après quatre ou cinq lustres, ses Maisons des jeunes et de la culture, et cerner de toute part le monde

ancien, jusqu’à l’étouffer. Dommage auxiliaire au dommage, face à l’invasion de la non-pierre ceux qui avaient de la pierre ont voulu, comme instrument de prestige social et de distinction d’avec les nouveaux matériaux justement méprisés, la montrer, même quand elle avait toujours, à juste titre, été cachée : d’où cette frénésie des arrachements d’enduits qui, bafouant toute l’histoire de notre architecture vernaculaire et le nuancier de sa géographie intime, laisse notre pays littéralement défiguré, et quelques autres avec lui.

Il n’y a pas de *goûts*, c’est une affaire entendue, il n’y a que des états culturels. Le territoire, comme la langue, est *social* de part en part – les Amis du Désastre n’en disconviennent pas, qui jugent qu’il n’est pas de paysage beau ou laid (ce serait une illusion idéologique que de le croire, et ils s’y connaissent en la matière), mais seulement reflet plus ou moins exact, plus ou moins intéressant, d’une situation socio-économique donnée, des modes de son exploitation ou non-exploitation. L’espace sensible, à l’instar du langage, est le théâtre d’une guerre de classes qui serait perpétuelle si ne semblait décidément gagner toutes les batailles et l’emporter chaque fois la partie la plus nombreuse et la mieux armée, j’ai nommé la petite bourgeoisie en phase de prolétarisation culturelle et comportementale,

qui modèle à sa convenance et à sa ressemblance la surface disponible, comme elle modèle la syntaxe et le vocabulaire, dans la totale indifférence ou même avec la complicité, quand ce n’est pas suivant l’exemple, de ses maîtres de la finance sans classe, eux-mêmes petits bourgeois prolétarisés voire “délinquantisés” culturellement – je renvoie ici, de nouveau, aux débats secrètement enregistrés d’un comité d’entreprise de la Régie Renault ; et, une fois de plus, à Davila, selon lequel, remarque géniale, les riches ne sont plus que des pauvres avec de l’argent. Les maîtres absolus du territoire sont donc les pauvres sous leurs deux ou trois espèces : ceux qui ont beaucoup d’argent, ceux qui en ont un peu et ceux qui n’en ont pas du tout ; les premiers s’enrichissant encore à substituer les deuxièmes aux troisièmes, sauf quand leur intérêt est de faire le contraire. (Il faut relever ici qu’une des seules données à retarder un peu la dévastation esthétique du monde, c’est le manque d’argent : ainsi, dans les villages, bien souvent, les seules façades qui aient échappé à la Grande Pelade (les arrachages d’enduit), ce sont celles dont les propriétaires n’avaient pas les moyens d’y procéder (et souvent ils ont honte de ne l’avoir pas fait et s’en excuseraient presque, sur des difficultés passagères).)

Comment peut-on espérer (mais je crois comprendre qu’on n’y aspire plus) faire aimer Racine ou Marivaux à des adolescents qui de toute leur vie ne voient que des choses laides, des villes laides, des quartiers affreux, et ne sont conduits à aucun moment à soupçonner la beauté du monde, sa noblesse, sa grandeur ? Même les étudiants – il est vrai que les étudiants sont à peu près tout le monde désormais, un groupe d’âge et pas un groupe social – mènent leurs études et bien souvent leur existence quotidienne dans des lieux où rien ne leur parle de l’intelligence et de ses œuvres, de l’exigence de la forme et de ses résultats. La prolétarisation de l’espace est depuis longtemps sortie de ses banlieues, de ses ateliers, de ses entrepôts, de ses usines, des enceintes du divertissement de masse, elle s’est soumise les villes elles-mêmes, les “centre-ville”, comme elle dit, leurs hypercentres commerciaux ou ludiques (qu’on songe au Forum des Halles), et bien sûr les universités, souvent sales, décrépites, misérables, livrées aux graffiti et aux tags, qui sont une des manifestations les plus envahissantes de la nocence civique dans sa forme visuelle, l’équivalent dans ce domaine de la sonorisation forcée dans le champ auditif.

Les politiques natalistes et les encouragements pécuniaires et autres à constituer des familles

nombreuses, quand bien même elles ne seraient pas des familles (c’est ici, par définition, le nombre qui compte et lui seul), outre que le développement démographique qu’elles promeuvent rend dérisoires et vaines toutes les campagnes à visée écologique, ont le double effet, premièrement, d’accélérer encore le changement de peuple – les populations des régions les plus déshéritées de la terre ayant peine à croire qu’on puisse être payé pour faire des enfants, et payer davantage pour en faire davantage, mais ne tardant pas à s’en convaincre et à se précipiter pour profiter de si stupéfiante aubaine –, deuxièmement d’augmenter indéfiniment, au sein du peuple tel qu’il est et tel qu’il évolue, la proportion de prolétaires et de déshérités, de non-héritiers, de petits-bourgeois culturellement prolétarisés, quantité relative déjà gonflée incessamment par le déshéritement systématique des héritiers présumés. À chaque génération les rejetons des classes les plus pauvres et les moins éduquées tiennent une place plus large dans l’ensemble de la population, et cela quand bien même on ne prendrait pas en compte l’effet formidablement accélérant, pour ce phénomène, que constitue l’immigration.

S’il faut en croire certains auteurs – et plaide en leur faveur, hélas, la coïncidence de leurs

observations avec l’enseignement pragmatique de l’expérience quotidienne –, le quotient intellectuel des adolescents aurait diminué globalement de deux points en une génération. On s’en alarmera d’autant plus si l’on veut bien considérer qu’une baisse de trois points fait augmenter de douze pour cent le taux d’incarcération, de sept pour cent le nombre des bénéficiaires de l’aide sociale et, *less to the point*, peut-être, de huit pour cent le nombre des naissances hors mariage. Pareille évolution se poursuivant – or elle va plutôt s’accélérant – produit sous nos yeux une société de petits profiteurs que leur masse rend plutôt plus dangereux que les grands, de resquilleurs, de consommateurs à outrance d’avantages sociaux et de droits acquis, d’inciviques, de nocents, d’ignorants rendus triomphants par la complaisance intéressée témoignée à leur masse, à leurs goûts, à leurs habitudes, à leur “expression culturelle”, comme disent les médias : citoyens d’autant moins citoyens que la citoyenneté perd de son sens, impossibles à gouverner, incapables de se gouverner eux-mêmes, radicalement réfractaires au pacte social et au contrat d’in-nocence.

Aux *lower orders* woolfiens l’élite culturelle n’échappe pas, elle en fait presque intégralement partie désormais, pour ne rien dire de l’élite tout court, qui n’a plus d’élite,

outre le nom très abusivement alloué, que l’élection, la cooptation ou l’argent, sans être soumise pour si peu à la moindre des contraintes formelles, intellectuelles, culturelles, civiques, qui pesaient sur ses devancières. J’allais ajouter *morales*, mais on ne manquerait pas de m’objecter que les élites anciennes n’ont pas toujours été très morales. C’est sans doute vrai, encore que les manquements à la morale, et en particulier à la morale économique et financière, à l’*honnêteté* pour l’appeler par son nom, à la dignité professionnelle, toujours présents au cours de l’histoire, semble avoir été plus le fait d’individus, plus ou moins nombreux selon les périodes, que de la classe supérieure en tant que telle, trop consciente qu’elle était, au moins dans sa phase bourgeoise, qu’elle ne devait sa prospérité et celle du pays qu’au strict respect des engagements pris, des conventions, des pactes, des contrats commerciaux, de la loi, en un mot de la parole – un bon contre-exemple actuel, au demeurant admirablement conforme aux vues de Huntington, est celui de la Grèce, ravagée jusqu’à la ruine par la fraude générale, à commencer par la fraude fiscale, au premier chef celle de ses “élites” : un tel système peut survivre et végéter médiocrement tant qu’il fonctionne en relative autarcie, mais, confronté à des régimes économiques plus rigoureux,

plus soucieux du respect des règles, non seulement il est perdu mais il risque d’entraîner dans sa ruine tout l’environnement compromis par lui.

À l’exigence morale qui a fait le fondement utilitaire des sociétés occidentales (je n’ai jamais partagé le mépris qu’il est de bon ton de vouer rituellement aux philosophies utilitaristes) se substitue une exigence idéologique qui, quoique inspirée par la première, ne la complète ni ne la prolonge ou ne la couronne mais la remplace bel et bien, en tient lieu. On est toujours frappé par le nombre de parfaits goujats, voisins d’immeubles par exemple, nocents de palier et de cloisons en crépine, qui sont parfaitement capables de gâcher d’un cœur léger, dans la plus parfaite indifférence (ils ne comprennent même pas, si poliment que ce soit tourné, ce qu’on peut bien essayer de leur dire en faveur du silence et de ses charmes, de la tranquillité et de ses vertus), l’existence de leurs voisins et de tout un quartier mais qui, dans le même temps, professent, éventuellement sur le ton le plus menaçant, les opinions politiques les plus vertueuses, les plus étroitement conformes à la bonne doctrine. Les goujats de cette sorte, et ils sont légion, n’ont à la bouche qu’amour de l’autre, accueil universel, mixité sociale et culturelle, multiculturalisme citoyen. L’autre est

pour eux une abstraction pure, un concept, dont il n’est pas étonnant dès lors qu’il soit en fait le plus dangereux des fourriers du même.

La société devient de plus en plus brutale, non seulement violente et délinquante, criminelle, mais à tout moment grossière, agressive, mufle, incivile, à mesure qu’elle est plus idéologiquement et médiatiquement bien-pensante : comme si l’exigence là la libérait de toute contrainte ici, et l’idéologie de la morale. Les mêmes qui, en sortant d’un ascenseur, passent devant vous en vous marchant sur les pieds sans vous voir et sans interrompre leur conversation avec des tiers sont prêts à vous donner l’instant d’après de sérieuses leçons sur l’égalité entre les hommes, entre les hommes et les femmes, entre les enfants et les vieillards, entre les races qui n’existent pas. D’une société qui n’a d’autre mot à la bouche qu’ouverture et diversité s’efface progressivement le regard, cette façon de reconnaître l’autre et d’abord de le *voir* et de laisser paraître qu’on le voit, qu’on lui fait sa place dans la communauté d’espèce.

Le regard, le regard poli échangé, m’a toujours semblé le contraire le plus exact du racisme véritable, parce qu’il est acquiescement muet à la fraternité d’appartenance. Mais notre époque, la plus obsédée qui ait jamais été, et

pour cause, par la bonne pensée dogmatico-antiraciste, est en même temps, je crois bien, est-ce par coïncidence, celle qui a inventé la ridicule affectation de ne *pas voir*, de ne pas voir l'*autre*, fût-on enfermé trois minutes durant avec lui, entre vingt étages, dans une cabine d'un mètre carré, le croisât-on sur un sentier de montagne ou partageât-on avec lui une salle de petit déjeuner d'hôtel ; de ne pas le voir et, *a fortiori*, de ne pas le saluer, fût-ce d'un discret signe de tête ou d'une esquisse de sourire.

À force il s'agit de moins en moins d'une *affectation*, il est vrai, et c'est selon des modes de la plus parfaite sincérité qu'on voit diminuer dans l'espèce humaine proliférante la conscience du corps de l'autre, sauf peut-être dans le domaine érotique. Les personnes qui viennent se placer exactement devant vous et vous bloquent la vue sur les tableaux, dans un musée ou dans une exposition, ou qui ne ressentent pas d'instinct, dans le même contexte, la nécessité polie de se déplacer légèrement si vous surgissez derrière elles, ces personnes-là n'ont pas l'intention de vous nuire, en général, ou de se montrer malpolies devant vous. Elles ont curieusement perdu, à force de ne pas l'exercer ni le suivre, l'instinct de l'autre et de son corps, de sa présence, de son existence même, alors qu'elles peuvent très bien, dans le même temps, psalmodier

rituellement leur amour de lui et leur impatience de son avènement triomphal.

Par un même phénomène obscurément compensatoire, dans le temps même que s'efface le regard de civilité et d'admission dans le cercle des vivants s'impose, outre le regard du voyeur, ce qu'on pourrait appeler le regard de guerre (civile), le regard agressif, le regard de confrontation, d'auto-affirmation et de défi, celui qui veut contraindre la partie qui lui est confrontée à baisser les yeux, à se plaquer contre les murs ou à descendre du trottoir, et qui joue un rôle si important, on le sait, et l'on n'a que trop l'occasion de l'éprouver, dans les affrontements culturels, en attendant pis, où se dispute le sort de la patrie et de l'Europe.

Sans politesse et sans culture, brutale et ennuyée, s'ennuyant puisque le sens coule d'elle en permanence comme le sang de la plaie du Roi Pêcheur, la société petite-bourgeoise prolétarisée n'aspire qu'à se distraire, à s'étourdir, à oublier l'oubli, et elle est proie offerte à la si bien nommée "industrie du divertissement", sœur siamoise de la non moins redoutable "industrie culturelle". Ses maîtres sont ceux qui parviennent, serait-ce par leurs turpitudes, à l'*amuser*, ce verbe justement ambigu qui signifie à la fois *faire rire*

ou sourire et *tromper*, *faire attendre en vain*, *détourner l'attention par de vaines espérances*. Dans ces conditions les besoins de détente nerveuse se font plus pressants, et ce n'est pas seulement chez les enfants que le temps d'attention possible ne cesse de diminuer, pas seulement pour eux qu'il faut perpétuellement raccourcir les phrases, les articles, les livres, les heures de classe, les plans cinématographiques, les émissions de radio. Seul le rire réveille un peu, parvient à arrêter illusoirement, un moment, le carrousel des images sans signification et des propositions sans structure. Les amuseurs, contrairement aux gens d'esprit, sont les dieux de la vie sans la pensée.

Qu'on songe à la place croissante des dessins comiques, de la caricature, dans ce qui reste des journaux, eux-mêmes si fort déculturés, déjà, et si pleins de coquilles, de cuirs, de fautes de français et d'approximations syntaxiques, à présent qu'ils sont rédigés, crise économique et effondrement syntaxique obligent, par des journalistes de moins en moins nombreux, de moins en moins bien payés, de plus en plus diplômés et de moins en moins bien formés (et qu'ils n'ont plus les moyens de s'offrir de bons correcteurs). Le dessin comique, presque toujours affreux, même quand il est drôle (et il ferait beau voir

qu’en plus il ne fût jamais drôle…), est souvent le premier point de chute de notre œil quand il rencontre un journal. Et certainement nos grands-parents, ni même nos parents, ni leur idée de ce qu’ils se devaient à eux-mêmes, n’auraient souffert que la réalité, fût-elle elle-même caricaturale et comique – mais ils se réservaient d’en juger –, leur fût d’emblée présentée quotidiennement sous les espèces immédiates de son double, de sa caricature, de son masque grimaçant, abaissé, systématiquement enlaidi, réduit au plus vilain, au plus sale, au plus grossier des êtres et du cours des choses. (Aujourd’hui, dans *Le Monde* : « Papa, Maman, je vous présente mon fiancé –…– Il est grec. – Ah merde !!! »)

Le sport, cela dit, est une autre de ces représentations ludiques de l’existence, une autre de ses figurations déréalisées, et cela d’autant plus qu’un même mot, très malencontreusement, se mêle de recouvrir trois champs d’expérience qui n’ont pas grand-chose à voir l’un avec l’autre : d’abord le sport comme *pratique* personnelle, comme ascèse, comme exercice de soi, qui a toutes les légitimités et que mieux vaudrait appeler comme jadis l’*exercice* ; ensuite le sport comme *spectacle*, auquel il n’y aurait rien à reprocher s’il n’avait tendance à se substituer au sport en sa première acception, et n’était porte ouverte

à toutes les manipulations publicitaires et déréalisantes ; et, troisièmement, le sport comme *information*, masse de connaissances quotidiennes dont on ne peut pas ne pas penser qu'elles sont, aux yeux de la raison, un piètre substitut, fortement teinté d'infantilisme, lui aussi, à la connaissance, à l'art, à la pensée. Dans les journaux et même les plus "de référence" – ceux-là mêmes qui, toutefois, mettent aujourd'hui un point d'honneur à traiter côte à côte, en une mise en page fièrement déhiérarchisée, hautement hyperdémocratique, d'un concert Mahler sous la direction de Kurt Masur et d'un récital de Véronique Sanson –, le sport en tant qu'information, l'*information sportive*, autant et plus que le dessin comique et la caricature, a grignoté progressivement une part croissante de l'espace disponible, celle, sans doute, qu'ont perdue les lettres et la philosophie, la culture au sens ancien. Et si *Le Monde* "alerte" (c'est le terme employé, on se dit chaque fois que ça pourrait être important…) ses abonnés en ligne vingt-cinq fois par jour, c'est beaucoup plus souvent pour les avertir en urgence d'un transfert de joueur entre le FC Chakhtar Donetsk et l'AS Monaco que pour les informer du nombre exact d'immigrés clandestins dans le pays, qui d'évidence n'a pas la même importance comparée.

Enfance (mais c’est un mot d’un autre âge), adolescence, jeunesse ont quelque excuse, dans ces conditions d’omniprésence du double, de la fiction, de la parodie, du mannequin, de la marionnette, du spectacle, de l’“information sportive”, c’est-à-dire du néant en acte – j’ai toujours été très étonné qu’un homme ne soit pas embarrassé d’être surpris à lire L’Équipe (ou des bandes dessinées) dans le métro : il me semble que je mourrais de honte… – à ne plus très bien faire la différence entre réalité et fiction, ou à trouver celle-ci, même, plus convaincante à proportion qu’elle est plus familière. Tout se passe comme si l’effondrement de la forme, des formes, c’est-à-dire de la non-coïncidence avec soi-même, du nom (qui n’est jamais tout à fait et exclusivement le nôtre), de la syntaxe, des manières de table, de la convention, du rôle social (le “professeur”, l’“élève”), du *jeu*, donc (comme on dit qu’une pièce *joue* dans une autre, pour ne pas se briser et permettre le bon fonctionnement des machines), comme si le refus massif de l’altérité en soi, sous les coups de boutoir du *soi-mêmisme*, cette horreur de la culture, de la littérature, des codes, de la médiateté, avait ouvert les vannes, par contrecoup, à l’altérité générale à soi-même (à la folie, au zombisme) : non plus la bonne altérité savamment mesurée, assumée, de la culture, de la courtoisie, de la citoyenneté,

mais, née du refus soi-mêmiste de la première, une altérité débridée, incontrôlée, à la fois subie et adulée, souvent bien proche de la psychose aliénée et de l’hébétude.

Les mêmes êtres, souvent très jeunes, auxquels n’a été inculquée par leurs parents ni par le système scolaire aucune initiation à la forme, aux formes et à leur nécessité, c’est-à-dire aussi à la règle, à la loi, au pacte social, se voient soumis intensément aux programmes les plus médiocres et souvent les plus violents de la télévision et, bien pis, aux jeux vidéo, dont une alarmante proportion ont un caractère sadomasochiste marqué, pour ne rien dire des fameux *snuff movies*, qui présentent des mises à mort réelles, éventuellement combinées avec des épisodes pornographiques, ceux-ci, sous une forme en général moins barbare, mais pas nécessairement très raffinée pour autant, constituant pour les adolescents, et même pour les enfants, une initiation courante, peut-être même la plus courante, à la vie sexuelle, et, dans la mesure où son accès n’est pas compromis par ce truchement, à la vie sentimentale. Il faut, dans ce rapide tableau, faire figurer aussi l’usage de plus en plus largement et de plus en plus précocement répandu de l’alcool, mais aussi et surtout des drogues diverses, douces ou dures.

Nous avons évoqué en passant, à propos de l’effritement de la puissance étatique, les territoires d’ampleur croissante auxquels l’État et ses services n’ont plus accès, ou qu’ils ne peuvent pénétrer que par à-coups, au moyen d’expéditions longuement préparées, menées à leurs risques et périls. Ces territoires engagés dans un processus de soustraction et de retrait par rapport à l’autorité et à la Nation sont dans le même temps et du même mouvement conquis par les acteurs de l’économie parallèle, de sorte qu’il n’est pas possible de distinguer bien nettement, dans les processus à l’œuvre, ce qui relève de la conquête à proprement parler, politique, ethnique, et de l’appropriation délictuelle, maffieuse. Les deux marchent la main dans la main et chacune sert d’instrument, de voile et de prétexte à l’autre. Dans ces conditions la nocence, qu’elle soit petite ou grande, qu’elle revête la forme de crachats au croisement de tiers sur les trottoirs, de regards mettant au défi qu’on les soutienne, d’importunances de halls d’immeubles, d’attaques de vieilles dames pour leur arracher leur sac ou de trafics de drogue avec tout ce qu’ils peuvent impliquer de rivalités meurtrières entre bandes rivales, ne relève plus, ou plus au premier chef, de la police, des tribunaux, de l’action préventive, répressive et pénale, mais de la politique au sens le plus archaïque et presque de la guerre, puisqu’il ne

s’agit ni de lutte des classes ni de choc des civilisations, malgré la présence, dans le tableau d’ensemble, de composantes relevant de l’une et l’autre figures, mais d’un combat entre la forme, si imparfaite soit-elle, la convention, le contrat social, le pacte d’in-nocence, la non-coïncidence, et le refus radical de pareil traité ; entre la civilisation et ceux qui en critiquent radicalement les fondements et en récusent – sans seulement daigner exprimer clairement ce rejet – les exigences minimales.

Qu’on songe à la gratuité des transports en commun – qu’il s’agisse du métro parisien, des autobus marseillais, du R.E.R. et dans une moindre mesure des trains de grandes lignes – telle que se l’est arrogée de fait une partie assez délimitée de la population, dont un des traits est nécessairement la jeunesse puisqu’une certaine souplesse physique est la condition requise pour la jouissance de ce droit, qui semble tacitement reconnu par les pouvoirs publics. On dit, le complexe médiatico-politique pense, ou désire qu’on pense :

« Ces jeunes des quartiers ne paient pas parce qu’ils sont pauvres ; parce qu’un chômage endémique sévit dans leurs cités ; parce qu’ils sont victimes d’une ségrégation raciale dont il est normal qu’ils veulent se dédommager pour une petite partie ; parce qu’ils sont

suffisamment exploités d’autre part par l’injustice sociale et par les séquelles de l’histoire coloniale pour n’être pas soumis, en plus, à l’exigence de s’acquitter de leur billet. »

Mais on pourrait dire tout aussi bien, et sans doute avec plus de pertinence profonde :

« Ces jeunes gens des quartiers sont pauvres, ils sont victimes de chômage endémique, parce qu’ils ne paient pas leur billet, parce qu’ils se dérobent, ainsi que cette attitude en est l’emblème, au pacte social dont ils ne comprennent pas les vertus et les avantages *dans leur propre intérêt*, parce qu’ils reconstituent, avec une forte dose ajoutée d’agressivité née de tensions ethniques que leur comportement aggrave autant qu’il le manifeste, un type de société de la resquille et de la parole sans effet d’où la confiance, la prospérité et l’harmonie sont par définition exclus. »

Comme les transports en commun impliquent inévitablement des dépenses, en refusant d’assumer leur part de ces dépenses, les resquilleurs institués en attribuent la charge au reste de la population. Qu’une telle situation soit tolérée par l’autorité, qu’on sache à peu près d’avance qui va mettre un ticket dans la machine et qui va sauter par-dessus le tourniquet ou se glisser derrière un payeur, que

tout cela se déroule sous les yeux impassibles des préposés au bon fonctionnement du service, qu'il entre indubitablement de la peur dans la renonciation à faire appliquer le règlement et les tarifs, tout cela montre assez l'impuissance d'une société à maintenir en existence les principes qui l'étaient. Le non-paiement s'affiche comme un défi, éventuellement assorti de menaces implicites ou dûment formulées : voilà qui laisse suffisamment paraître l'état des forces en présence.

Les figurer en termes de simple antagonisme, comme deux camps face à face, procéderait d'une vue très simplifiée, toutefois, et, dans une certaine mesure, optimiste. Les tenants supposés du pacte social, de la convention, de la loi, sont eux-mêmes pénétrés de part en part, nous l'avons vu tout au long de ce bref essai, de l'idéologie soi-mêmiste et égalitariste qui sape à tout moment, jusqu'en leur conscience, les principes mêmes qu'ils sont censés défendre : leurs adversaires, après tout, ce sont eux qui les ont "élevés", théoriquement. Quant aux champions du refus, de la négativité, de la destruction, de la nocence élevée à la dignité d'arme de guerre et de conquête, ils sont tout sauf des sauvages, malgré leur sauvagerie. Ils sont les élèves des précédents, leurs disciples, les produits de leur

enseignement autant et plus que les fils de leurs pères, héros de leurs origines. Ce sont des barbares hypertechnicisés, des primitifs postindustriels, des vétérans de la révolution électronique qui, s'ils ont un totem, c'est présentement l'iPhone, proclamé par le complexe médiatico-politique unanime principal responsable de la plus récente recrudescence des attaques contre les personnes. Ce petit objet a tous les torts en effet, il est absolument indéfendable : il offre un incomparable éventail de services, il est très petit, il est d'une grande valeur – bref il est rigoureusement irrésistible pour un voleur, envoûtant pour un agresseur. L'arborer en public est une provocation, comme les jupes trop courtes des femmes violées. Le nombre des agressions qui peuvent lui être imputées est absolument effrayant.

Or ce comique déplacement de l'ordre des causes et des effets, et de l'attribution des responsabilités, est en fait beaucoup moins menteur que lui-même ne croit l'être. La révolution technologique n'est pas extérieure aux processus en cours, elle est toute voisine au contraire de leur essence, même si la place qu'on lui a laissé prendre au mitan de l'espèce est elle-même un effet, bien plus qu'une cause originelle. Au demeurant il est difficile de placer dans la théorie de ces enchaînements

circulaires le rôle capital qu’elle joue dans la remise en question voire le renversement du processus de transmission. Par son caractère massif, par son ampleur sans précédent, elle a créé un monde où pour la première fois les fils en savent d’emblée plus que les pères et peuvent leur en remontrer dès l’enfance. De même que l’histrion, le chansonnier, l’amuseur sont plus à l’aise, mieux chez eux, plus évidemment maîtres de la situation sur les plateaux du divertissement médiatique que l’homme politique, l’intellectuel et l’écrivain, d’emblée déplacés et dépassés, de même l’enfant maîtrise-t-il plus vite et plus exactement que ses parents les nouvelles technologies, surtout lorsqu’elles présentent un aspect ludique. C’est toute la réalité qui revêt un caractère de jeu, de divertissement, de plaisanterie, ce que sont les premiers à souligner et à accentuer les amuseurs, protagonistes essentiels et intouchables, on l’a rappelé, du monde nouveau. Qui eût cru que la chère dérision, passée de la marge au centre, revêtît jamais un caractère si oppressant ? Elle avait le visage de Pascal, elle a celui de Stéphane Guillon.

La place tenue par l’économie parallèle est surtout prise en considération, en général, comme donnée économique, territoriale et d’ordre public. On s’interroge moins sur le

contenu de cette économie parallèle, quoiqu'il soit bien connu que sa matière est essentiellement la drogue, plus encore que la prostitution et les armes. Or la drogue qui fait l'objet de telles rivalités et qui entraîne de si gros profits, il faut bien qu'elle soit consommée par beaucoup de monde et pas seulement, d'ailleurs, par ses acheteurs. Entre les producteurs, les trafiquants et les consommateurs il existe tout un nombreux petit peuple intermédiaire qui participe des deux mondes et qui est souvent payé par la marchandise même dont il assure la diffusion. Ce sont là un nombre considérable d'individus. La drogue, intervenant dans le théâtre social (et c'est bien ainsi, je crois, qu'il faut dire) en conjonction avec la Grande Déculturation, avec l'enseignement de l'oubli, avec la sortie de la syntaxe, la désaffiliation générale, l'omniprésence de la télévision, de ses séries et des jeux vidéo, accroît la déréalisation qui est peut-être le trait le plus saillant, non, le plus flou, le plus impalpable, le plus répandu, comme un gaz, comme un nuage, comme un nuage de théâtre, du présent décivilisé qui menace.

Réalité – le mot dans cette acception convenue a toujours été mal vu des puristes et des philosophes qui ont toute sorte d'objections très fondées à formuler quant à sa pertinence ;

mais c’est un de ceux qui reviennent le plus souvent, sous la forme négative, dans la bouche des journalistes, des magistrats, des policiers, des “travailleurs sociaux” qui ont à décrire les criminels ou délinquants après leurs crimes ou délits, en particulier les plus jeunes et surtout bien sûr dans les zones de plus grande criminalité et délinquance : ceux-ci ne paraissent pas, disent ces commentateurs, *réaliser* ce qu’ils ont fait – coups et blessures, meurtre ou viol –, ils ne semblent pas en voir la gravité, ni le sérieux, ni surtout la *réalité*.

On les importune (quand on les attrape, ce qui est de moins en moins souvent le cas) pour des actions, des gestes, des violences, des crimes dont on exagère énormément la substance et la gravité, à leur avis. Parfois, au tribunal, parce que leur avocat leur a dit que ce pourrait leur valoir l’indulgence des juges ou du jury, ils répètent les mots qu’on leur dicte et déclarent regretter ce qu’ils ont fait ; mais on voit bien, en général, qu’ils parlent à toutes fins utiles une langue empruntée, comme un fou qui tâcherait de faire croire qu’il ne l’est pas et ferait les déclarations dont il estime qu’on les attend de lui, qu’elles peuvent faire bon effet dans son dossier, mais sans parvenir à y mettre de conviction, sans arriver à habiter ses phrases, à se vêtir des mots qu’on lui tend et dont on sent bien qu’ils sont, pour lui, une

matière tout à fait impalpable.

Les mots, privés de structure syntaxique, toujours plus approximativement attachés à leur définition, de moins en moins nombreux, de plus en plus grossiers, pauvres et frustes, rendus sans cesse plus arthritiques par l'énorme diffusion instantanée offerte à la scie par la télévision, la radio et les "moyens modernes de communication" (nous sommes certainement la première époque de notre langue qui ait pu imaginer de dire sans rire qu'une personne était hors de danger en annonçant que « son pronostic vital n'est pas engagé »), martyrisés d'autre part par les textos (si peu "texto"), les sms et les twits, les mots dégoûtés ne touchent plus aux choses. Il faut lire des copies de licence pour se rendre compte de l'état d'avancement de la maladie qui affecte le règne de la causalité et l'enchaînement des effets. La décivilisation se mesure à la sortie (bavarde) du langage. N'était-il pas la première convention ?

Une revanche inattendue des étudiants en Lettres est que le monde des affaires, de la finance et de la technique soit obligé d'avoir recours à eux, en désespoir de cause, comptant que ce qui leur reste de maîtrise de l'orthographe, de la syntaxe et de l'agencement logique des propositions

permettra de maintenir un moment encore la possibilité de communication ordonnancée au sein des entreprises et entre elles, ainsi qu'avec la clientèle. Mais ce qui leur reste est peu de chose, et va s'amenuisant en fonction inverse du nombre des mentions au baccalauréat. Le c'est-vrai-qu'isme a beau faire, à force d'écoper comme un shadok dans la nef de la vérité, il a de l'eau jusqu'aux sourcils.

Il est question à présent de dépénaliser les drogues douces, et pourquoi pas les dures dans la foulée ? Mais l'hébétude est en vente libre, déjà. Famille défamilialisée et école déscolarisée en prodiguent à l'envi le désenseignement, dans son emballage d'oubli. Je vois aujourd'hui même que certains des Indignés, ces jeunes gens qui manifestent dans toutes les capitales contre le sort qui leur est fait, sans bien se rendre compte, peut-être, qu'il est la matière même dont ils sont constitués, que c'est lui qui les fait parler, penser et se mouvoir, ont décidé de prendre pour emblème les zombies de Michael Jackson, ce génie de la musique contemporaine, comme dit M. le ministre de la Culture ; et de psalmodier leur indignation sur des chorégraphies inspirées de ses clips. C'est faire preuve d'une certaine clairvoyance embuée, et le maître à danser ne saurait être mieux choisi.

DU MÊME AUTEUR

Églogues

I. Renaud Camus, *Passage*, roman, Éditions Flammarion, collection « Textes », 1975.

II. Denis Duparc, *Échange*, roman, Éditions Flammarion, collection « Textes », 1976.

III. 1. Renaud Camus et Tony Duparc, *Travers*, roman, Éditions Hachette/P.O.L, 1978.

2. Jean-Renaud Camus et Denis Duvert, *Été* (Travers II), roman, Éditions Hachette/P.O.L, 1982.

3. J.R.G. Le Camus et Antoine Duparc, *L'Amour l'Automne* (Travers III), Éditions P.O.L, 2007.

4. J.R.G. du Parc & Denise Camus, *Travers Coda, Index & Divers* (Travers IV), Éditions P.O.L, 2011.

Élégies

I. *Élégies pour quelques-uns*, Éditions P.O.L, 1988.

II. *L'Élégie de Chamalières*, Sables, 1989. Réédition Éditions P.O.L, 1991.

III. *L'Élégie de Budapest*, in *Le Voyage à l'Est*,

Éditions Balland et La Maison des écrivains, 1990.

IV. *Le Bord des larmes*, Éditions P.O.L, 1990.

V. *Le Lac de Caresse*, Éditions P.O.L, 1991.

VI. *Vie du chien Horla*, Éditions P.O.L, 2003.

Éloges

Éloge moral du paraître, Sables, 1995. Réédition Éditions P.O.L, 2000.

Syntaxe ou l'Autre dans la langue, suivi de *Éloge de la honte* et de *Voix basse ou l'Autre dans la voix*, Éditions P.O.L, 2004.

Chroniques

Tricks, Mazarine, 1979. Nouvelle édition complétée, Persona, 1982. Édition définitive, P.O.L, 1988.

Journal d'un voyage en France, Éditions Hachette/P.O.L, 1981.

Incomparable (avec Farid Tali), Éditions P.O.L, 1999.

Corbeaux, journal de l'affaire Camus, suivi de

quelques textes rebutés, Les Impressions nouvelles, 2000.

Journal

Journal de Travers *I et II (1976, 1977)*, Éditions Fayard, 2007.

Journal romain (1985-1986), Éditions P.O.L, 1987.

Vigiles (Journal 1987), Éditions P.O.L, 1989.

Aguets (Journal 1988), Éditions P.O.L, 1990.

Fendre l'air (Journal 1989), Éditions P.O.L, 1991.

L'Esprit des terrasses (Journal 1990), Éditions P.O.L, 1994.

La Guerre de Transylvanie (Journal 1991), Éditions P.O.L, 1996.

Le Château de Seix (Journal 1992), Éditions P.O.L, 1997.

Graal-Plieux (Journal 1993), Éditions P.O.L, 1998.

La Campagne de France (Journal 1994), Éditions Fayard, 2000.

La Salle des Pierres (Journal 1995), Éditions

Fayard, 2000.

Les Nuits de l'âme (Journal 1996), Éditions Fayard, 2001.

Derniers jours (Journal 1997), Éditions Fayard, 2002.

Hommage au Carré (Journal 1998), Éditions Fayard, 2002.

Retour à Canossa (Journal 1999), Éditions Fayard, 2002.

K.310 (Journal 2000), Éditions P.O.L, 2003.

Sommeil de personne (Journal 2001), Éditions Fayard, 2004.

Outrepas (Journal 2002), Éditions Fayard, 2005.

Rannoch Moor (Journal 2003), Éditions Fayard, 2006.

Corée l'absente (Journal 2004), Éditions Fayard, 2007.

Le Royaume de Sobrarbe (Journal 2005), Éditions Fayard, 2008.

L'Isolation (Journal 2006), Éditions Fayard, 2009.

Une chance pour le temps (Journal 2007), Éditions Fayard, 2009.

Au nom de Vancouver (Journal 2008), Éditions Fayard, 2010.

Kråkmo (Journal 2009), Éditions Fayard, 2010.

Parti pris (Journal 2010), Éditions Fayard, 2011.

Romans

Roman Roi, Éditions P.O.L, 1983.

Roman Furieux (Roman Roi II), Éditions P.O.L, 1987.

Voyageur en automne, Éditions P.O.L, 1992.

Le Chasseur de lumière, Éditions P.O.L, 1993.

L'Épuisant Désir de ces choses, Éditions P.O.L, 1995.

L'Inauguration de la salle des Vents, Éditions Fayard, 2003.

Loin, Éditions P.O.L, 2009.

Récits

El, dessins de François Matton, Éditions P.O.L, 1996.

Répertoires

Etc. (Abécédaire), Éditions P.O.L, 1998.

Répertoire des délicatesses du français contemporain, Éditions P.O.L, 2000.

Miscellanées

I. *Buena Vista Park*, Éditions Hachette/P.O.L, 1980.

II. *Notes achriennes*, Éditions P.O.L, 1982.

III. *Chroniques achriennes*, Éditions P.O.L, 1984.

IV. *Notes sur les manières du temps*, Éditions P.O.L, 1985.

V. *Esthétique de la solitude*, Éditions P.O.L, 1990.

VI. *Du sens*, Éditions P.O.L, 2002.

Topographie

Sept sites mineurs pour des promenades d'arrière-saison en Lomagne, Sables, 1994. Édition

augmentée : *Onze sites mineurs pour des promenades d'arrière-saison en Lomagne*, Éditions P.O.L, 1997.

Le Département de la Lozère, Éditions P.O.L, 1996.

Le Département du Gers, Éditions P.O.L, 1997.

Le Département de l'Hérault, Éditions P.O.L, 1999.

Demeures de l'esprit, Grande-Bretagne I, Éditions Fayard, 2008.

Demeures de l'esprit, France I, Sud-Ouest, Éditions Fayard, 2008.

Demeures de l'esprit, Grande-Bretagne II, Écosse, Irlande, Éditions Fayard, 2009.

Demeures de l'esprit, France II, Nord-Ouest, Éditions Fayard, 2009.

Demeures de l'esprit, Danemark Norvège, Éditions Fayard, 2010.

Demeures de l'esprit, France III, Nord-Est, Éditions Fayard, 2010.

Demeures de l'esprit, Suède, Éditions Fayard, 2011.

Qu’

Qu’il n’y a pas de problème de l’emploi, Éditions P.O.L, 1994.

«Vaisseaux brûlés »

P. A. (Petite Annonce), Éditions P.O.L, 1997.

Vaisseaux brûlés (Petite Annonce), http://www.renaud-camus.net/vaisseaux brules, 1998, 1999, 2000.

Ne lisez pas ce livre ! (Vaisseaux brûlés 1), Éditions P.O.L, 2000.

Killalusimeno (Vaisseaux brûlés 2), Éditions P.O.L, 2001.

Est-ce que tu me souviens ? (Vaisseaux brûlés 3), Éditions P.O.L, 2002.

Écrits sur l’art

Discours de Flaran, Éditions P.O.L, 1997.

Nightsound (sur Joseph Albers) suivi de *Six Prayers*, Éditions P.O.L, 2000.

Commande publique, Éditions P.O.L, 2007.

Écrits politiques

Le Communisme du xxi
e
siècle, précédé de *La Deuxième Carrière d'Adolf Hitler*, suivi de *Que va-t-il se passer ?* et de *Pire que le mal*, Éditions Xenia, 2007.

La Grande Déculturation, Éditions Fayard, 2008.

Abécédaire de l'In-nocence, Éditions David Reinharc, 2010.

Le Grand Remplacement, Éditions David Reinharc, 2011.

Manuels

Comment massacrer efficacement une maison de campagne en dix-huit leçons, Éditions Privat, 2006.

Entretiens

L'Étrangèreté, entretiens avec Emmanuel Carrère et Alain Finkielkraut, suivi de *La mort d'Ailleurs*, extraits de textes inédits, Éditions du Tricorne, Genève, 2003.

La Dictature de la petite bourgeoisie, entretiens avec Marc du Saune, Éditions Privat, 2005.

Théâtre

Théâtre ce soir, Éditions Jean-Paul Bayol, 2007.

Photographie

Le Jour ni l'Heure 2003-2007, 75 photographies, papier luxe, exemplaires numérotés, signés et reliés, fabrication sur commande, chez l'auteur (cf. site de la Société des Lecteurs, ci-après, ou http://www.renaud-camus.net, ou 32340 Plieux).

Le Jour ni l'Heure 2003-2008, 215 photographies, exemplaires numérotés, signés et reliés, fabrication sur commande, chez l'auteur, *id*.

Le Jour ni l'Heure 2008, 75 photographies, papier luxe, exemplaires numérotés, signés et reliés, fabrication sur commande, chez l'auteur, *id*.

Le Jour ni l'Heure 2009, 75 photographies, papier luxe, exemplaires numérotés, signés et reliés, fabrication sur commande, chez l'auteur, *id*.

Le Jour ni l'Heure 2010, 75 photographies, papier luxe, exemplaires numérotés, signés et reliés, fabrication sur commande, chez l'auteur, *id*.

Le Jour ni l'Heure 2011, 75 photographies, papier luxe, exemplaires numérotés, signés et reliés,

fabrication sur commande, chez l’auteur, *id*.